

l'OBSERVATEUR de l'**OCCIDENT**

Sommaire

LES ANNÉES SOIXANTE-DIX — LES ANNÉES QUATRE-VINGTS <i>par Emile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE</i>	3
L'OCDE DANS LES ANNÉES SOIXANTE-DIX — UN REGARD EN ARRIÈRE <i>par Gérard Eldin, Secrétaire général adjoint</i>	9
L'AGRICULTURE DANS LES ANNÉES QUATRE-VINGTS <i>par Albert Simantov, Directeur de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries</i>	11
L'INSTABILITÉ DES MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES	19
L'INDUSTRIALISATION DU TIERS MONDE <i>par Helmut Führer, Directeur de la coopération pour le développement</i>	24
LES POINTS ESSENTIELS DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE POUR 1980	29
LES PAYS DE L'AIE FIXENT DES PLAFONDS A LEUR IMPORTATIONS DE PÉTROLE POUR 1980 ET 1985	35
NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'OCDE	38

l'OBSERVATEUR de l'OCDE

n° 102

janvier 1980

Publication bimestrielle en anglais et en français éditée par l'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES.

BUREAUX DE LA RÉDACTION:
Service de l'information de l'OCDE,
Château de la Muette, 2 rue André-Pascal,
F 75775 PARIS CEDEX 16.

Les articles sans copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention « Reproduit de l'OBSERVATEUR DE L'OCDE » en précisant la date du numéro. Deux exemplaires justificatifs devront être envoyés au rédacteur en chef. Les articles signés ne pourront être reproduits qu'avec la signature de leur auteur.

L'Organisation n'est pas tenue de rendre les manuscrits qu'elle n'a pas sollicités.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'OCDE.

Abonnement (un an):
F36,00; £4,00; \$EU9.00.
Le numéro:
F7,00; £0.80; \$EU1.75.

RÉDACTEUR EN CHEF:
Jane Bussiére

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT:
Ulla Ranhall-Jeanneney

DIRECTION ARTISTIQUE ET TECHNIQUE:
Marc Delemme

ASSISTANT:
Gérald Tingaud

RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE:
Silvia Lépot

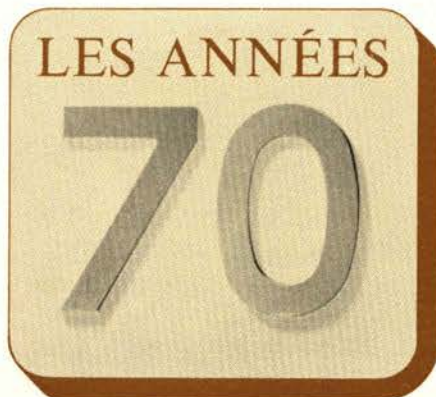
Toute la correspondance doit être adressée au rédacteur en chef.

PHOTOS (de gauche à droite, de bas en haut):
Couverture: M. Delemme — OCDE; page 4: A. Nogués — Sygma; page 5: A. Keler, J. Pavlovsky — Sygma; page 6: G. Tingaud — OCDE; Gianini, Atlan — Sygma; L. Jouan — OCDE; Harvard Magazine; page 7: Central Office of Information, Londres; BIT; Melloul — Sygma; page 8: Almasy; Paul Rimmerfors; Bundesbildstelle, Bonn; page 10: L. Jouan — OCDE; pages 11–15: J.P. Laffont — Sygma; page 18: K. Runeberg — ministère finlandais des Affaires étrangères; page 23: A. Nogués — Sygma; page 24: Bundesbildstelle, Bonn; page 27: ONUDI; page 28: Bundesbildstelle, Bonn; page 36: CCE; page 37: Atlan — Sygma; Svenska Petroleum AB.

LES ANNÉES SOIXANTE-DIX

LES ANNÉES QUATRE-VINGTS

par Emile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE



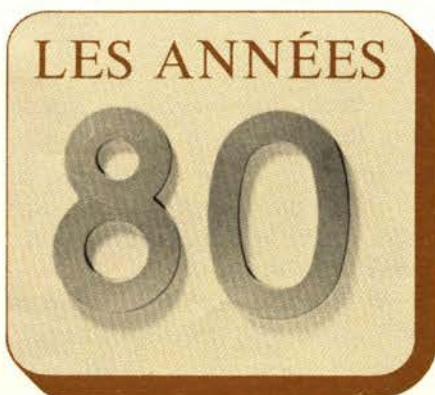
Les années soixante-dix ont vu les conséquences — aussi bien positives que négatives — des succès qu'avait obtenus au cours des années cinquante et soixante notre système de démocratie et d'économie de marché.

Pour ce qui est des éléments positifs, notre modèle économique et politique a exercé un attrait croissant sur beaucoup de pays dans toutes les régions du monde. Sur le plan politique tous les pays Membres de l'OCDE avaient, à la fin de la décennie un gouvernement démocratique et ailleurs une évolution encourageante s'est dessinée dans le même sens. Au niveau économique, l'application de politiques de développement

tournées vers l'extérieur s'est traduite en Asie du Sud-Est par la formation d'une nouvelle zone de croissance économique rapide ayant un dynamisme propre considérable. De telles politiques économiques ont aussi été progressivement adoptées en Amérique latine, où des pays comme le Brésil, le Mexique, le Venezuela ont commencé à prendre rang parmi les grandes puissances économiques.

Pour ce qui est des éléments négatifs, il est clair aujourd'hui que pour répondre aux aspirations économiques et sociales grandissantes, les pays de l'OCDE ont trop demandé à leurs économies, qu'ils sont trop intervenus dans leur fonctionnement et qu'ils les ont laissées devenir insuffisamment rentables. De ce fait les anticipations et les comportements inflationnistes se sont de plus en plus solidement enracinés. Les grandes démocraties industrialisées ont été touchées par ces maux à des degrés très différents et leurs réactions ont été encore plus différentes. L'instabilité des marchés des changes et, d'une façon plus générale, du système monétaire international, a reflété ces disparités et y a dans une certaine mesure contribué.

Plus les résultats économiques se détérioraient, plus les pessimistes trouvaient une audience. On s'est de plus en plus préoccupé des limites physiques à la croissance, de notre incapacité de résister à la concurrence des nouveaux pays industriels et d'absorber de nouvelles techniques telles que la micro-informatique, ainsi que de l'évolution du système de valeurs des jeunes. On s'est de plus en plus posé des questions quant à l'aptitude des gouvernements démocratiques et des mécanismes du marché à résoudre ces problèmes.



Les pays en développement

Quelle est la probabilité que le dynamisme économique qui s'est fait jour dans certaines parties du monde en développement se poursuive et se propage? Cela dépendra en partie de l'évolution dans les pays industrialisés. Mais les années soixante-dix ont montré que le monde en développement résistait mieux que nous ne l'avions cru à un ralentissement de la croissance dans le monde industrialisé. Le facteur le plus déterminant est en réalité l'évolution économique et politique dans les pays en développement eux-mêmes. L'expérience des années soixante-

dix a permis de mieux voir quels sont les types de politique économique les plus propres à favoriser une accélération du développement économique. Mais les années soixante-dix ont égale-

ment montré l'importance cruciale des conditions sociales et politiques. Pour qu'une économie sous-développée évolue dans la bonne direction, il faut un minimum de stabilité politique et d'ordre. Mais une fois que l'économie a commencé à prendre de l'élan, la structure politique doit être suffisamment flexible pour répondre à la montée des aspirations économiques et sociales et des aspirations sur le plan des droits de l'homme. Trop de rigidité risque d'entraîner une dislocation politique. Trop de désordre peut conduire à des dérèglements économiques.

On peut faire preuve d'un optimisme prudent en ce qui concerne les pays en développement. Il y a, certes, eu des échecs spectaculaires. Mais on parle toujours plus des échecs que des succès. Il y a des raisons de penser que les progrès des années soixante-dix, parfois irréguliers, peuvent se poursuivre dans les années quatre-vingts.

Si au cours des années soixante, les échanges de produits manufacturés ont augmenté beaucoup plus vite entre les pays industrialisés qu'entre ces pays et les pays en développement, au cours de la décennie suivante, ce sont les échanges avec les pays en développement qui ont progressé le plus rapidement. La concurrence de ces pays touche plus particulièrement certaines branches d'activité et certaines régions, mais pour le secteur manufacturier dans son ensemble, nos exportations vers ces pays ont augmenté plus que les importations. Céder aux pressions en faveur de la protection des secteurs les plus faibles serait à terme nuisible à l'ensemble de nos économies.

Les pays industrialisés

La question cruciale est de savoir si les pays industrialisés tireront les leçons des erreurs que nous avons commises au cours des années soixante-dix : erreurs dans notre politique monétaire et budgétaire, dans notre politique énergétique, dans nos politiques de dépenses publiques et de réglementation. Question qui est d'ordre politique autant qu'économique. Au fond, il s'agit de savoir si, comme cela s'est produit dans le passé, les mécanismes de la démocratie rempliront la fonction éducative qui nous amènera à apporter les changements nécessaires aux priorités et aux politiques.

● Inflation

On reconnaît aujourd'hui dans l'ensemble que c'est surtout à cause de la persistance de l'inflation dans la zone OCDE que les chances d'atteindre dans un proche avenir un taux de croissance plus satisfaisant paraissent faibles. Toutefois, c'est dans ce domaine que les différences entre les pays sont les plus frappantes. Il est certain que l'inflation a atteint des taux dangereusement élevés dans des pays comme l'Italie, le Royaume-Uni et les États-Unis; mais c'est aussi un fait qu'en Allemagne, avant le nouveau relèvement des prix du pétrole, le taux d'inflation était tombé au-dessous de la moyenne des années soixante. Il serait prématuré de conclure que cette disparité reflète des différences dans les relations structurelles et des comportements, sur lesquelles une modification de la politique macro-économique n'a probablement guère d'incidence. La principale incertitude concerne le temps dont ont besoin de tels changements avant de permettre, de nouveau, à la politique de viser un taux de croissance satisfaisant et soutenu.

● Dépenses publiques

Pendant les années soixante nous avons été en mesure à la fois d'accroître rapidement les revenus réels et d'augmenter la part dans le PNB des dépenses et des investissements publics. Au cours des années soixante-dix, cette part est devenue excessive et les profits comme les investissements productifs s'en sont ressentis.

Entre le milieu des années soixante et le milieu des années soixante-dix, la part des dépenses publiques dans le PNB est passée dans la

LES ANNÉES SOIXA

Quelques-unes des évolutions économiques importantes qui ont eu lieu au cours des années soixante-dix, telles qu'elles ressortent d'un « sondage » effectué par les experts de l'OCDE.

Énergie. Multiplication par 2,5 du prix du pétrole brut léger d'Arabie Saoudite (pondérée de 26,12 dollars en 1973 et à 27 dollars en 1979).



Inflation. Augmentation à la fin des années soixante des prix à la consommation; projections révisées pour 1980 : plus de 10 % (page 29). Révisions anticipations inflationnistes.

Parmi les résultats : une croissance ralentie, des investissements ind

zone OCDE de 28 à 41%. Cet accroissement n'a correspondu qu'en partie à une utilisation accrue de ressources réelles par le secteur public. Le reste, qui s'explique par une très rapide progression des paiements de transfert, a inévitablement créé des tensions dans l'économie et incité ceux qui devaient payer ces dépenses à réclamer des augmentations de revenu.

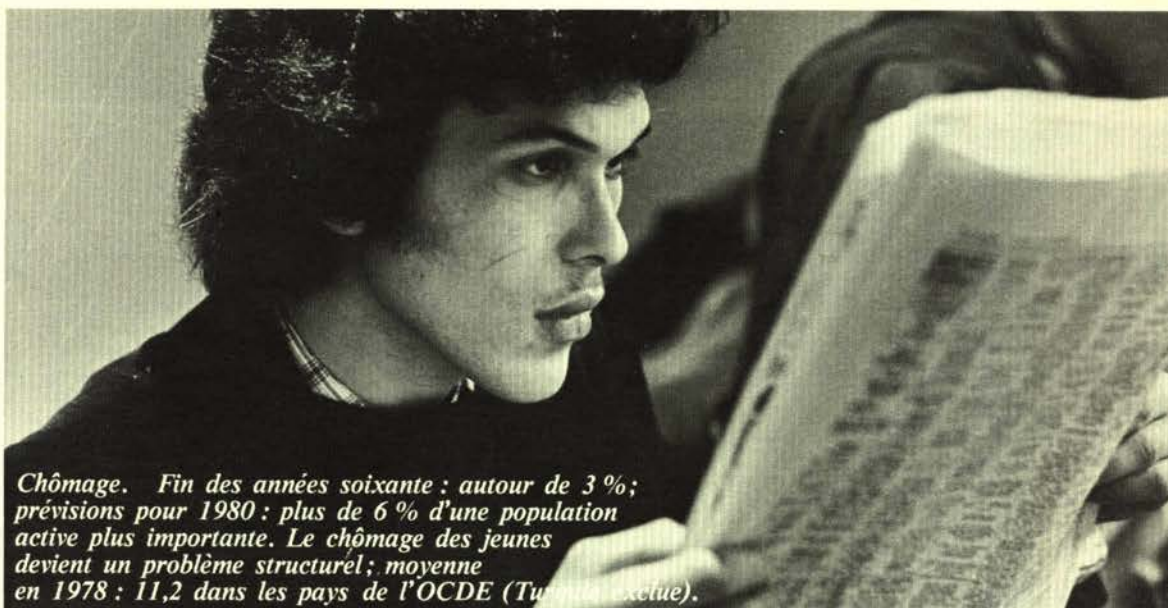
L'augmentation des dépenses publiques a permis d'élargir considérablement le champ de nos systèmes d'enseignement, de santé et de sécurité sociale et d'en améliorer beaucoup la qualité; d'effectuer des investissements massifs dans les transports, les communications et l'infrastructure urbaine et de freiner la détérioration de notre environnement physique.

Le problème est que nous sommes allés trop vite. Des études effectuées par l'OCDE font ressortir que ce n'est pas tant l'importance de la part des dépenses publiques dans le PNB que le taux de croissance de cette part, qui engendre l'inflation. Plus les gains de productivité qui

ANTE-DIX – LES ANNÉES SOIXANTE-DIX –

et sociales les plus
années soixante-dix
rmel effectué parmi

vingt des prix du pétrole qui
ence de 1,30 dollars le baril
lite) en 1970 à une moyenne
dollars à la fin de la décennie
en janvier 1980). Incertitude
côté approvisionnements.
trolier arrivant à Rotterdam.



Chômage. Fin des années soixante : autour de 3 % ; prévisions pour 1980 : plus de 6 % d'une population active plus importante. Le chômage des jeunes devient un problème structurel ; moyenne en 1978 : 11,2 dans les pays de l'OCDE (Turquie exclue).

Balance des paiements. Les comptes courants de la zone OCDE passent d'un excédent de quelque 4 milliards de dollars par an à un déficit d'environ 60-70 milliards de dollars pour 1980. Déficit accrus des pays en développement non pétroliers. Augmentation massive des flux de capitaux internationaux, principalement par le truchement du marché.



Abandon du système des taux de change fixes et modifications importantes des relations entre les monnaies. Marché des changes à Paris.

sommation : quelque 4 % par
forcement considérable des

striels plus faibles.

doivent permettre de satisfaire les demandes concurrentes de ressources du secteur public et du secteur privé sont faibles, plus cela est vrai. Au cours des années soixante-dix, les dépenses publiques dans l'ensemble de la zone OCDE ont continué à augmenter de l'équivalent de deux tiers de point du PNB par an, bien que le taux de croissance du PNB par habitant soit tombé de 4 à 2½ % annuels.

En outre, dans cette conjoncture d'accélération de l'inflation et de ralentissement de la croissance, quelques-uns des dilemmes fondamentaux inhérents à certains aspects de l'action des pouvoirs publics sur le plan social se sont posés avec plus de force :

- une plus grande sécurité de l'emploi pour ceux qui travaillent risque de réduire, pour ceux qui sont sans emploi, les possibilités d'en trouver un
- des indemnités de chômage adéquates pour les chômeurs qui désirent véritablement travailler peuvent devenir une solution de facilité pour ceux qui ne le souhaitent pas vraiment

- une augmentation des salaires des travailleurs faiblement rémunérés ou des femmes risque d'avoir des effets négatifs sur leurs possibilités d'emploi
- des mesures visant à préserver des emplois dans des activités en déclin comportent des coûts qui peuvent faire obstacle à la création d'emplois ailleurs
- une réduction de la durée du travail ne permettra pas de dégager des emplois pour un plus grand nombre de personnes si elle alourdit les coûts, accélère l'inflation et oblige les gouvernements à suivre une politique encore plus prudente de régulation de la demande.

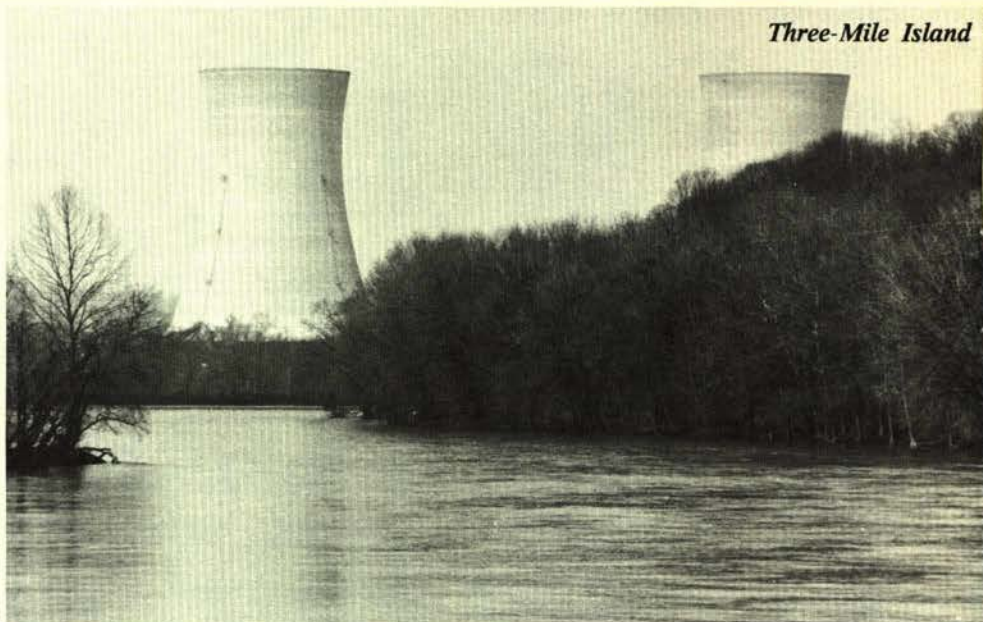
Ces problèmes sont mieux compris aujourd'hui qu'il y a dix ans. Il ne s'agit pas d'essayer de renverser la marche du progrès social, mais de chercher à atteindre de façon plus efficace les objectifs sociaux souhaitables tout en réduisant le plus possible leurs effets négatifs sur l'efficacité et la souplesse de l'économie. Les solutions impliqueront sans doute pour les pouvoirs publics de : gérer mieux au lieu de dépen-

LES ANNÉES SOIXANTE-DIX - LES ANNÉES

Les perspectives sociales et économiques à moyen et à long termes reçoivent plus d'attention.

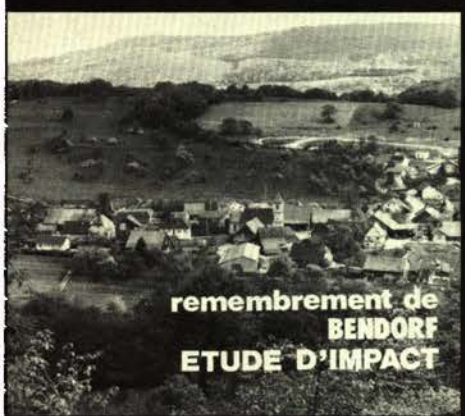


La qualité de la vie prend plus d'importance. Jeu d'échecs géant installé sur une place à Francfort.



Three-Mile Island

L'environnement est systématiquement pris en compte dans des décisions importantes. Une étude d'impact en France.



**remembrement de
BENDORF
ETUDE D'IMPACT**



Avance économique des femmes : rapprochement des salaires féminins et masculins, accès plus fréquents aux postes de responsabilité, imposition séparée dans plus de la moitié des pays de l'OCDE. Sylvia Ostry, nouveau directeur du Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE.

Augmentation de la participation des citoyens à la prise des décisions. Modèle de la molécule d'ADN exposé à Cambridge, Massachussetts; discussion sur les dangers pour la localité de recherches dans le domaine de la recombinaison de l'ADN.



ser davantage; d'axer plus expressément leurs programmes sur une aide en faveur des groupes défavorisés; d'éliminer les programmes qui font double emploi; de faire davantage jouer le mécanisme des prix et, en particulier, d'établir des liens plus étroits entre utilisateurs et fournisseurs de services publics.

Au fil des années quatre-vingts, le véritable problème peut devenir non pas celui du montant même des dépenses publiques, mais celui de la mise au point, pour fournir des services sociaux, de méthodes nouvelles impliquant plus de responsabilité de la part des individus, de la famille, de l'entreprise, des syndicats et, en fait, de toutes les institutions sociales. Il ne s'agit pas d'un recul de la responsabilité des pouvoirs publics, mais de la reconnaissance du fait que de nombreuses exigences et aspirations nouvelles de la société *ne peuvent* être satisfaites par l'action de l'État seul. En matière d'éducation par exemple, on admet largement désormais que les autorités, les employeurs et les syndicats doivent coopérer pour résoudre le problème du passage de

l'école au monde du travail. Dans le domaine de la santé, les soins cèdent en grande partie la place à la prévention, qui implique une plus large responsabilité des individus, des familles, des établissements scolaires et des entreprises. Peut-être, à la notion actuelle de l'État « providence », devons-nous faire succéder celle de la société « de bien-être ».

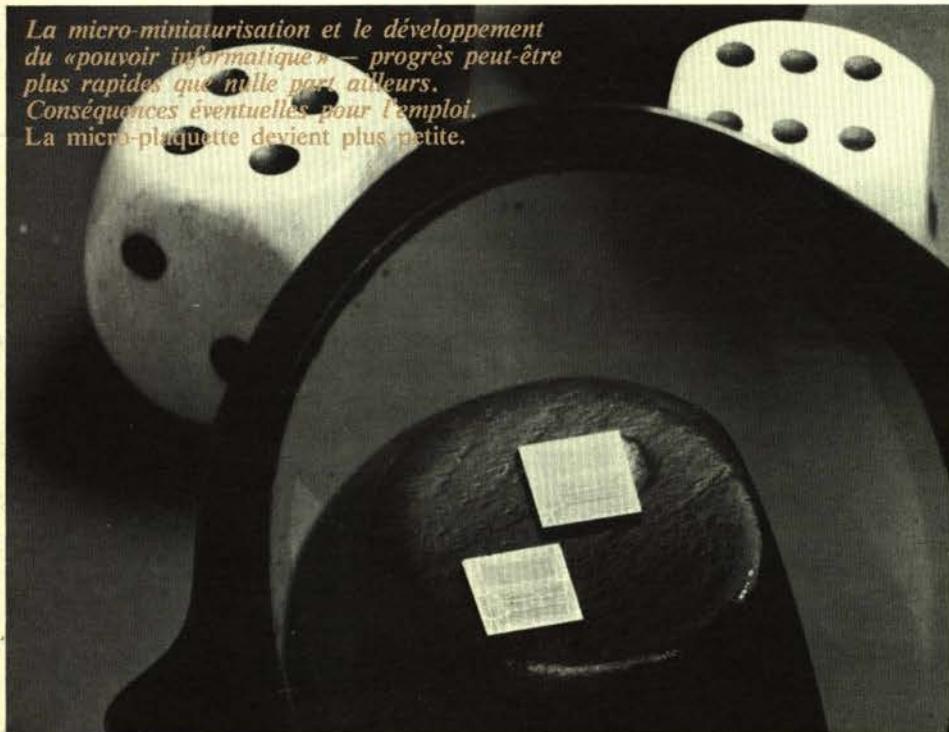
● Énergie

En termes économiques, l'énergie n'est qu'un élément du problème plus vaste de l'inflation et de la surcharge de l'économie. Il existe une solution économique relativement simple au problème de l'énergie. Mais elle est difficile à mettre en application et politiquement impopulaire, parce qu'elle peut aggraver l'inflation et utiliser des ressources dont nous aimerions disposer à d'autres fins.

La hausse du prix du pétrole sur les marchés mondiaux implique

ES SOIXANTE-DIX – LES ANNÉES SOIXAN

La micro-miniaturisation et le développement du «pouvoir informatique» – progrès peut-être plus rapides que nulle part ailleurs. Conséquences éventuelles pour l'emploi. La micro-plaquette devient plus petite.

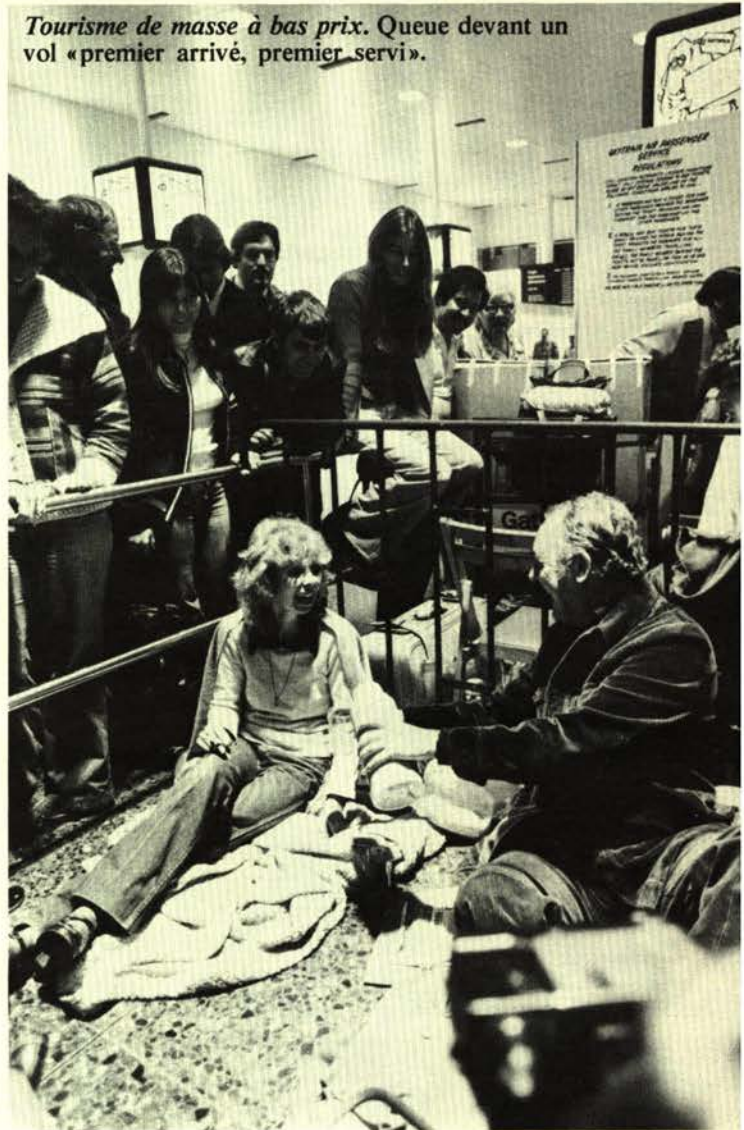


Baisse naturelle de la population dans certains pays européens – Allemagne, Autriche, Luxembourg, Suisse (plus de décès que de naissances).

Diminution de la demande d'éducation.

Vaste zone européenne de libre-échange pour les produits industriels – Marché commun plus AELE.

Tourisme de masse à bas prix. Queue devant un vol «premier arrivé, premier servi».



Arrêt de l'immigration en Europe.

une perte de revenu réel pour les pays importateurs. Et au sein de ces derniers pays il y a transfert de revenu des consommateurs d'énergie aux producteurs d'énergie, ce qui peut avoir des conséquences inflationnistes. Il faut consacrer davantage de ressources aux investissements affectés à la production énergétique et aux économies d'énergie et, pour faire face à ces demandes accrues, moins de ressources sont disponibles car l'élévation des prix de l'énergie a une incidence défavorable sur la productivité des capitaux et de la main-d'œuvre. Ces coûts ont peut-être représenté pour l'ensemble de la zone OCDE environ un demi point de pourcentage par an au cours des six dernières années, estimation rapide et qui ne tient pas compte du dernier renchérissement du pétrole. En plus, il faut y ajouter les tensions que créent dans nos pays les transferts de revenu. Le renchérissement des coûts de l'énergie, conjugué à l'augmentation des dépenses publiques, a absorbé la moitié environ des gains en PNB par habitant, laissant une augmentation des revenus par habitant guère supérieure à 1% par an contre

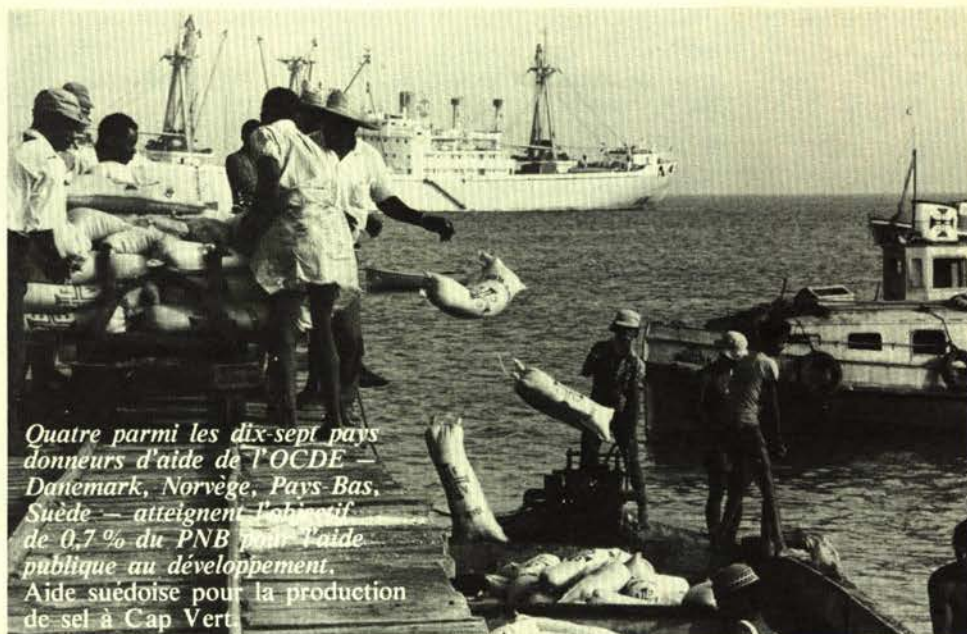
plus de 3% au cours des années soixante.

Le problème de l'énergie s'est trouvé considérablement aggravé du fait que ces coûts sont apparus de manière irrégulière – les deux fortes poussées de 1974 et de 1979. En 1974, il a été impossible de les absorber. Les bénéfices ont été comprimés et la réduction corrélative des investissements productifs a prolongé la récession et altéré la croissance potentielle. Dans le même temps, cependant, le ralentissement de la croissance a freiné notre demande de pétrole en provenance des pays de l'OPEP et son prix réel a en fait baissé dans de nombreux pays, en particulier dans ceux dont la monnaie s'est apprécié par rapport au dollar. Ainsi, en 1976-78 le marché donnait-il des indications erronées aux consommateurs et aux producteurs d'énergie et les gouvernements ont relâché leurs efforts pour mettre en application des politiques énergétiques plus efficaces. Lorsque nous avons commencé en 1978 à obtenir une croissance plus vigoureuse et mieux équilibrée, il a suffi des événements d'Iran pour déclencher une nouvelle hausse

TE-DIX - LES ANNÉES SOIXANTE-DIX -



Montée des nouveaux pays industriels (NPI). Construction d'automobiles à Taiwan.



Quatre parmi les dix-sept pays donneurs d'aide de l'OCDE - Danemark, Norvège, Pays-Bas, Suède - atteignent l'objectif de 0,7 % du PNB pour l'aide publique au développement. Aide suédoise pour la production de sel à Cap Vert.



Réorientation de l'aide vers les pays et les groupes les plus pauvres. Aide allemande en Inde.

L'aide au développement en provenance de l'OPEP atteint 5 milliards de dollars par an.

massive des prix du pétrole.

Les leçons à tirer de cette série d'événements sont importantes. La solution du problème de l'énergie consiste essentiellement à permettre au mécanisme des prix de jouer son rôle traditionnel en réorientant, vers d'autres sources d'approvisionnement que le pétrole, la demande et l'offre d'énergie. Cependant la nature du marché de l'énergie et du marché pétrolier est telle que l'on ne peut se contenter de laisser jouer les mécanismes du marché.

Comment expliquer ce paradoxe apparent? La longueur des délais de mise en œuvre et l'ampleur même des investissements nécessaires font qu'il y a un besoin évident pour que les gouvernements prennent des mesures susceptibles de compléter le jeu des mécanismes du marché afin d'encourager les investissements consacrés aux économies d'énergie et à la production locale, de charbon et d'énergie nucléaire en particulier. Il faut également qu'ils interviennent sur le plan national et international dans le jeu des mécanismes du marché. Le prix du

pétrole comme celui des autres matières premières, réagit de façon très sensible à des écarts assez faibles entre l'offre et la demande. Étant donné le potentiel d'instabilité politique au Moyen-Orient, il vaut la peine de payer une « prime d'assurance » pour nous rendre moins dépendants du pétrole importé. Par conséquent, il importe que le marché soit géré de telle sorte que, quels que soient les événements qui modifient l'état de l'offre et de la demande dans le court terme, les consommateurs et les producteurs d'énergie se rendent bien compte que le prix réel du pétrole ne va pas cesser d'augmenter jusqu'à ce qu'il rejoigne le coût des énergies de remplacement. Il convient de revoir entièrement sous cet angle la politique de fixation des prix et la politique fiscale pratiquées par les pays à l'égard des produits énergétiques.

Les événements qui se sont produits en 1979 n'ont fait que trop clairement apparaître la nécessité d'une action menée en coopération sur le plan international, en particulier pour faire face à des interrup-

tions d'approvisionnement. Malgré les efforts de l'Agence internationale de l'énergie de l'OCDE et en dépit des accords réalisés dans le cadre de la Communauté européenne et au Sommet de Tokyo, il est grave de penser que nous n'avons pas été capables d'empêcher qu'une réduction relativement faible des approvisionnements n'entraîne, entre la fin de 1978 et l'automne de 1979, une hausse des prix du brut de 60%. Depuis, d'importantes hausses supplémentaires ont eu lieu et les prix du pétrole pourront continuer à augmenter malgré le fait que l'activité économique mondiale commence à se ralentir.

On ne trouve guère d'exemple de situation où la nécessité d'une action collective se soit imposée d'une manière aussi évidente. Tout pays qui agit pour limiter ses importations de pétrole réduit d'autant l'éventualité de nouvelles hausses des prix pétroliers auxquelles lui et tous les autres pays importateurs de pétrole seraient confrontés et aussi d'une nouvelle aggravation des perspectives économiques mondiales. Mais si la nécessité de la coopération paraît évidente, sa réalisation s'avère loin d'être aisée. Réduire la consommation d'énergie entraîne pour n'importe quel pays des coûts élevés immédiats d'ordre économique et politique. Il est donc particulièrement tentant d'incriminer d'autres pays pour n'avoir pas pris de mesures et d'invoquer pour soi-même des circonstances spéciales. En fait, c'est exactement ce qui s'est passé au cours des derniers mois. Il va falloir faire preuve d'une forte volonté politique, aux niveaux tant national qu'international, pour veiller à ce que la demande de pétrole en provenance des pays de l'OPEP ne dépasse pas les approvisionnements disponibles — même au cours de l'année à venir où elle pourra être faible et surtout lorsqu'elle reprendra de nouveau.

La coopération en matière de politique macro-économique

Il y a une dizaine d'années, certains pensaient que l'adoption au cours des années soixante-dix de taux de change plus souples permettrait à chaque pays d'agir à sa guise dans les domaines de la croissance et de l'inflation et rendrait moins nécessaire une coopération internationale en matière de politique macro-économique notamment. Nous savons maintenant que c'était inexact. La décennie a vu des résultats économiques de plus en plus divergents entre les grands pays de l'OCDE. Cette situation n'a pas été réglée sans douleur par un ajustement sans heurt des taux de change, mais elle a au contraire été ponctuée — et aggravée — par des mouvements désordonnés et excessifs, préjudiciables aussi bien aux pays à monnaie faible qu'aux pays à monnaie forte.

C'est pourquoi d'importants efforts ont été faits au cours des trois dernières années, tant à l'OCDE qu'ailleurs, pour mettre au point et appliquer un programme d'action concertée, afin de parvenir à une croissance mieux équilibrée et moins inflationniste et, par conséquent, à une plus grande stabilité des taux de change. Quelques progrès encourageants avaient été réalisés au début de 1979, mais on ne peut nier que la nouvelle crise pétrolière soit un coup d'arrêt important qui exige des gouvernements des pays de l'OCDE un nouvel ensemble de mesures résolues destiné à améliorer l'environnement dans lequel leurs économies sont obligées de fonctionner. Au cours des années quatre-vingts — période de transition énergétique — un renforcement de la coopération dans le domaine macro-économique sera nécessaire.

L'OCDE DANS LES ANNÉES SOIXANTE-DIX

Un regard en arrière

*par Gérard Eldin,
Secrétaire général adjoint de l'OCDE*

Le découpage de l'histoire du monde en décennies est évidemment arbitraire. Pourtant quel contraste entre l'expansion tranquille des années soixante et la navigation pleine de périls des années soixante-dix ! Bien qu'étant par formation et par goût plus tourné vers l'avenir que vers le passé, vers la prévision que vers la rétrospective, je pense qu'il n'est pas sans intérêt de retracer ce qu'a été, dans ses grandes lignes, la vie de l'Organisation au cours des dix dernières années.

Dès le début des années soixante-dix, au moment où il se confirme que les objectifs d'expansion fixés pour la précédente décennie seront atteints, et même dépassés, le débat s'engage à l'OCDE sur les possibilités et les conditions de la croissance future. On s'interroge, comme le Club de Rome, sur ses mérites, ses limites et son contenu qualitatif. Il est significatif qu'un Comité sur la politique à l'égard des consommateurs ait été créé à la fin de 1969. Plus important fût l'établissement en 1970, d'un Comité de l'environnement qui n'a cessé, depuis cette époque, d'être un foyer actif d'initiatives nouvelles, à la charnière de l'écologie et de l'économie. Le souci de la qualité de la croissance se traduira également par le lancement d'un ambitieux programme sur les « indicateurs sociaux » et par un examen systématique des tendances de la dépense publique dans quelques secteurs-clés, comme la

santé et l'enseignement. C'est à la même époque que se déroulent les travaux du Groupe spécial sur les nouveaux concepts des politiques de la science, qui aboutiront au rapport Brooks (« Science, Croissance et Société ») et que le Secrétaire général esquisse, dans un rapport publié sous sa responsabilité, un plan de lutte contre l'inflation, dont la résurgence commence à inquiéter.

Les années 1971-72 seront dominées par la crise monétaire. La remise en question, en 1971, du système de Bretton Woods, et la crainte de réactions protectionnistes dues à des problèmes d'ajustement importants dans les balances des paiements ont naturellement leur écho dans les organes spécialisés de l'Organisation. Devant la montée des périls le Secrétaire général propose la réunion d'un Groupe à haut niveau pour examiner les problèmes commerciaux et les problèmes connexes dans une perspective à long terme. Ce sera le point de départ de travaux importants concernant, par exemple, le problème des clauses de sauvegarde, les investissements internationaux et l'organisation des marchés des matières premières. Suite à la discussion du Rapport Rey est créé, en 1972, le Comité exécutif en session spéciale qui réunit, depuis lors, à intervalles réguliers, les hauts fonctionnaires responsables des relations économiques extérieures. Organe de réflexion et d'impulsion, le nouveau Comité abordera, dans une optique

« horizontale », les grands sujets touchant aux relations économiques entre les pays Membres, mais aussi entre ces derniers, les pays en développement et les pays de l'Est.

C'est en 1972 également que, conscient des nouvelles dimensions du problème de l'énergie, le Secrétaire général propose le lancement d'une évaluation des problèmes énergétiques à long terme, dont les résultats seront publiés de manière opportune au début de 1974.

Il est vrai que, pour l'OCDE, l'événement le plus marquant de la décennie a été sans conteste la première crise de l'énergie qui commence avec les mesures d'embargo prises par certains pays producteurs au moment de la Guerre du Kippour en septembre 1973, et aboutit, à la fin de l'année, au quadruplement des prix du pétrole.

Dès le début de 1974, le Secrétariat établit une évaluation des conséquences économiques de l'augmentation du prix du pétrole qui fait autorité, et, dans les mois qui suivent, se dessine une réaction globale des pays Membres dont les principaux éléments sont :

- l'élaboration d'une riposte concertée au danger inflationniste
- le *Trade Pledge* destiné à éviter dans le domaine commercial des surenchères protectionnistes
- la signature d'un accord créant un *Fonds de soutien financier* destiné à faciliter le recyclage des pétrodollars (comme on le sait, cet accord, bien que ratifié par la majorité des pays, n'a pas pu être mis en œuvre)
- enfin, la création, dans le cadre de l'OCDE, de l'*Agence internationale de l'énergie*, qui se donne pour mission de réduire la dépendance des pays participants à l'égard des importations de pétrole, d'encourager le développement de sources d'énergie de substitution et de partager équitablement en cas d'urgence les ressources disponibles.

Un an plus tard, alors que les économies sont plus que jamais

Gérard Eldin



affectées par la stagflation, sera créé, sous la présidence du professeur McCracken, un groupe d'experts indépendants chargé d'analyser les dérèglements de l'économie mondiale et d'apprécier les chances de restaurer une croissance non inflationniste.

Depuis 1975, la mise en œuvre de politiques de l'énergie plus rigoureuses et d'une stratégie concertée de croissance non inflationniste a dominé les travaux de l'OCDE et, ajouterais-je, avec un certain succès jusqu'à la fin de l'année 1978, puisque l'inflation a pu être réduite sensiblement tandis que les déséquilibres de balances des paiements étaient financés, sans accident, puis largement corrigés. Ainsi, les difficultés nées de la première crise de l'énergie ont été, dans l'ensemble, surmontées avec succès.

Parallèlement, le dispositif destiné à préserver une économie ouverte fondée, pour l'essentiel, sur les mécanismes de marché, a été consolidé à la fois par un développement de la concertation internationale au niveau sectoriel (construction navale, acier...) et par un grand nombre d'accords officiels portant notamment sur le renouvellement du *Trade Pledge*, sur les crédits à l'exportation, sur les investissements internationaux et les entreprises multinationales (Déclaration de 1976, confirmée en 1979), et sur les principes directeurs concernant les politiques d'ajustement positives adoptés en 1978.

Rappelons enfin qu'en 1979, après trois ans de travaux d'une petite équipe de chercheurs, dirigée par le professeur Jacques Lesourne, le rapport *Interfuturs* est venu jeter un éclairage nouveau sur les perspectives à long terme de l'économie mondiale.

Rétrospectivement, il faut bien convenir que les performances économiques n'ont pas été à la hauteur des espoirs et même des prévisions que l'on pouvait formuler il y a dix ans. Le choc pétrolier y est pour quelque chose mais ne donne pas à lui seul une explication suffisante. Des modifications structurelles se sont opérées ; le biais inflationniste de nos économies s'est aggravé ; le problème du chômage a pris une dimension nouvelle. Et pourtant la catastrophe majeure que prédisaient certains a été évitée. Au contraire, les mécanismes économiques et financiers se sont adaptés avec beaucoup de souplesse aux conditions nouvelles, et les avantages d'une économie mondiale ouverte ont pu être préservés et élargis.

Le renforcement de la coopération entre les pays Membres ne s'est pas fait au préjudice des autres pays, bien au contraire. Au cours des années soixante-dix, la détente a eu pour effet une intensification des relations avec les pays de l'Est et le dialogue Nord-Sud a pris des dimensions nouvelles. Marqué par les réunions de la CNUCED, de la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale, du Comité plénier des Nations unies, et bien d'autres, ce dialogue a été parfois décevant, voire frustrant, mais il serait injuste de dire qu'il n'a rien produit. Ceux qui, comme moi, ont été associés aux efforts déployés au sein du Comité exécutif en session spéciale, du Comité d'aide au développement et d'autres comités de l'OCDE, en vue de promouvoir de nouvelles initiatives constructives, peuvent en témoigner.

Si des progrès ont été faits (par exemple, sur les questions de la dette ou des matières premières), si des reculs ont été évités (par exemple, en matière d'aide au développement), si une conception réaliste et constructive des relations Nord-Sud a commencé à se dégager, c'est beaucoup — me semble-t-il — à l'action de l'OCDE qu'on le doit. A cet égard, la création récente d'un « groupe Nord-Sud », destiné à servir de forum pour l'examen des grands dossiers de négociation, est riche de promesses.

Aussi, au moment où commence une décennie pleine d'incertitudes, moment qui est aussi celui où je quitte l'Organisation, je crois qu'il n'y a pas lieu d'être indûment pessimiste. La coopération internationale est une œuvre continue, qui demande beaucoup de patience et d'efforts. La coopération a pris, entre les pays de l'OCDE, une forme particulièrement élaborée, et elle n'a cessé de se renforcer au cours de la décennie qui s'achève. Dans un monde caractérisé par une interdépendance économique croissante elle est dans la nature des choses, pour peu que l'on comprenne qu'il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle mais d'un effort qui récompense largement les sacrifices consentis. C'est pourquoi je suis confiant que les circonstances en imposeront chaque jour davantage la nécessité.



L'AGRICULTURE DANS LES ANNÉES QUATRE-VINGTS

par Albert Simantov,

Directeur de l'alimentation, de l'agriculture
et des pêcheries

Au seuil des années quatre-vingts, quel bilan pouvons-nous dresser et quelles perspectives entrevoir pour l'agriculture et pour l'action gouvernementale dans ce domaine? Dans toute tentative de ce genre, et surtout à l'heure actuelle, il faudrait faire la part des éléments conjoncturels et de ceux, plus fondamentaux, qui déterminent l'évolution du secteur lui-même aussi bien que celle de ses rapports avec le reste de l'économie et de la société. Une telle distinction n'est pas toujours aisée. Il est en effet difficile de déterminer dans quelle mesure l'évolution à moyen et à long termes est influencée par des aspects à première vue conjoncturels, mais qui peuvent néanmoins faire présager une modification plus profonde de l'organisation de l'activité économique et de la société elle-même. Par exemple, le fléchissement de l'emploi depuis quelques années, et ses répercussions sur la rapidité de transformation de l'agriculture, est-il uniquement la conséquence de la hausse des prix de l'énergie ou est-il le signe avant-coureur d'un changement plus fondamental dans l'organisation de la vie économique et sociale? Une réponse, même partielle ou provisoire, à de telles questions est toutefois nécessaire, si l'on veut être préparé à faire face aux problèmes de demain.

Le bilan du passé

Pour dresser un bilan, même rapide, il faut nécessairement se référer à des critères objectifs. Le choix de tels critères n'est pas chose facile, car nombre des valeurs qui coexistent dans la société sont tout au moins à court terme contradictoires. Ainsi par exemple, la poursuite simultanée de plus d'équité et de plus d'efficacité, bien que compatible et même indispensable à long terme, pose-t-elle à court terme de délicats problèmes d'équilibre. Dans le cas de l'agriculture, on pourrait concevoir que les objectifs exprimés par les pouvoirs publics pour leur action servent de critères à cet examen, bien qu'ici encore la cohérence entre tous les objectifs n'est pas toujours évidente. Ne recherche-t-on pas à la fois un degré plus élevé de concurrence entre les agents économiques et une garantie plus complète pour l'ensemble de l'agriculture contre les aléas de toute sorte?

Cependant les objectifs suivants peuvent être retenus comme étant les plus explicitement définis et les plus largement adoptés :

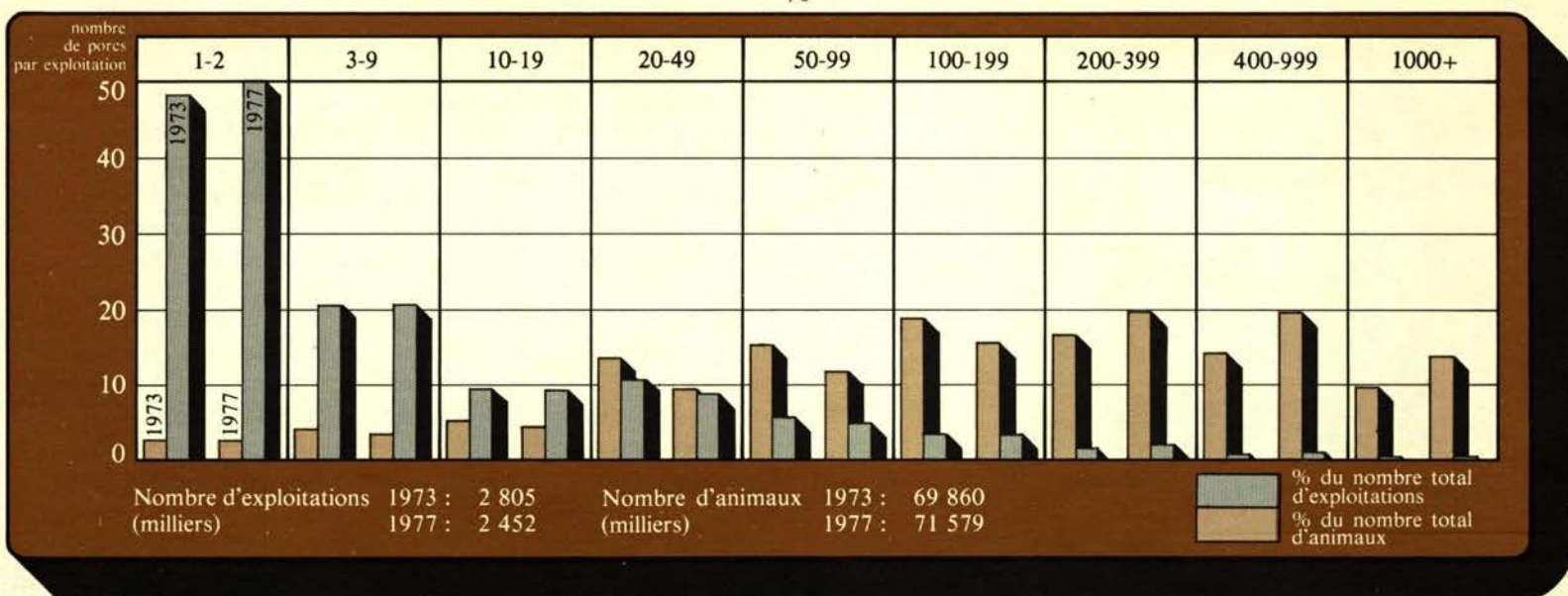
- soutenir les revenus des agriculteurs de façon à diminuer les disparités entre secteurs
- améliorer les structures de production afin d'assurer une meilleure utilisation des ressources disponibles, tant humaines que matérielles
- assurer à la population un approvisionnement abondant et régulier en produits alimentaires
- réduire la vulnérabilité de l'activité agricole, tant sur le plan technique qu'économique
- faire participer l'agriculture à une meilleure division internationale du travail
- rendre l'agriculture plus sensible aux besoins prioritaires de l'économie.

Ces objectifs ne sont pas poursuivis chacun de manière indépendante : ils constituent un tout mais dans chaque pays quelques-uns d'entre eux semblent recevoir une attention prioritaire.

Dans la plupart des pays *les revenus des agriculteurs* qui assurent la plus grande partie des produits mis sur le marché *ont augmenté* dans les mêmes proportions que les revenus et rémunérations dans les autres secteurs économiques ; dans certains cas ils ont même progressé plus vite. Par contre, dans plusieurs pays, les très nombreux agriculteurs qui n'assurent qu'une faible part des productions mises sur le marché ont vu leurs revenus tirés de l'agriculture se détériorer par rapport à ceux de la première catégorie d'exploitants et peut-être aussi par rapport aux catégories comparables, hors de l'agriculture. Cependant, de nombreux agriculteurs complètent leurs revenus tirés de l'agriculture par des revenus non-agricoles, de sorte que la situation de la plupart des exploitants dans tous les pays Membres s'est sensiblement améliorée. L'agriculture à temps partiel prend de plus en plus d'ampleur ; il s'agit là d'un intéressant phénomène d'adaptation économique et sociale.

Les structures agricoles se sont rapidement transformées à la suite

A. RÉPARTITION DU NOMBRE DE PORCS PAR TAILLE D'EXPLOITATION, CEE 1973 et 1977



Source : Eurostat

des investissements de toute sorte, matériels aussi bien qu'humains, et de la réduction du nombre des exploitations et de la population active agricole. Cette réduction, rapide jusqu'en 1973, s'est quelque peu ralentie ces dernières années à cause de la faiblesse de la conjoncture. En raison des investissements massifs effectués dans l'agriculture, le secteur s'est fortement endetté et il n'est pas sûr qu'il constitue une source importante d'épargne pour les activités non-agricoles. Parallèlement au renforcement et à la modernisation des exploitations « traditionnelles » on a enregistré l'irruption de formes industrielles de production dans certains secteurs — volaille, œufs, porcs (graphique A), notamment — de sorte que l'image, qu'il y a quelques années encore on pouvait se faire de l'agriculture, ne reflète plus entièrement la réalité.

L'approvisionnement en produits agricoles et alimentaires a été assuré de manière plus que satisfaisante, car pour de nombreux produits de base, les céréales et les produits animaux par exemple, l'offre dépasse légèrement et de manière presque constante la demande (graphique B). Cela s'est traduit par l'existence d'excédents difficiles à résorber (certains produits laitiers ; graphique C) ou par la nécessité de mettre en place des politiques de stockage (les céréales) : dans la plupart des cas les restrictions aux importations ont été maintenues et même augmentées. Les rares fois où l'approvisionnement en quelques produits a fait l'objet d'inquiétude ou de tension, cela a été le fait non d'une insuffisance de l'offre dans les pays de l'OCDE mais d'une demande temporaire importante sur les marchés internationaux, occasionnée par des pays tiers. Cet approvisionnement satisfaisant et régulier n'a pas empêché les prix alimentaires à la consommation de s'accroître aussi rapidement que les prix en général et dans certains cas même plus rapidement.

L'activité agricole tend à devenir moins vulnérable tant sur le plan technique que sur le plan économique. Le degré de technicité atteint par l'activité agricole nécessite certes des capacités de gestion financière et technique élevées, mais — sauf dans des cas extrêmes — peut réduire les risques inhérents à toute activité à base biologique. Sur le plan économique, l'intervention des pouvoirs publics et l'organisation croissante de l'inter-profession agricole a contribué à réduire les risques. L'intégration de plus en plus poussée, tant horizontale que verticale, réduit certes l'indépendance de chaque agriculteur, mais réduit aussi le risque économique pour l'ensemble de la branche.

Les échanges de produits agricoles se sont accrus plus rapidement que la production agricole dans toutes les régions du monde, ce qui dénote une interdépendance croissante des économies agricoles et alimentaires des différents pays. Dans les pays en développement et dans les pays de l'Est, les rythmes de croissance ont été plus rapides pour

les importations que pour les exportations, alors que pour la plupart des pays de l'OCDE le phénomène inverse a prévalu (graphique D). Mais, en même temps, le taux de couverture des besoins d'un pays par sa propre production a eu tendance à s'accroître pour un certain nombre de produits importants et sensibles, dont les produits animaux, ce qui a créé des problèmes aigus pour certains pays dont l'activité agricole est essentiellement orientée vers l'exportation. La tendance à l'isolement croissant de nombreux marchés nationaux a rendu les marchés internationaux encore plus fluctuants (voir page 19) et sensibles et a renforcé la nécessité d'une concertation entre pays.

L'activité agricole n'est plus une activité à l'écart du reste de l'économie et de la société. Qu'il s'agisse du niveau de technicité de l'agriculture qui dépend étroitement du niveau général de technicité de l'économie, de la demande de produits agricoles de la part des consommateurs, des conditions du marché de l'emploi, des relations étroites entre prix agricoles et alimentaires d'une part, et des prix et coûts en général, les liens sont nombreux entre l'agriculture et la politique économique et sociale. Cette interdépendance devient de plus en plus évidente et a rendu l'agriculture plus sensible aux besoins prioritaires du pays.

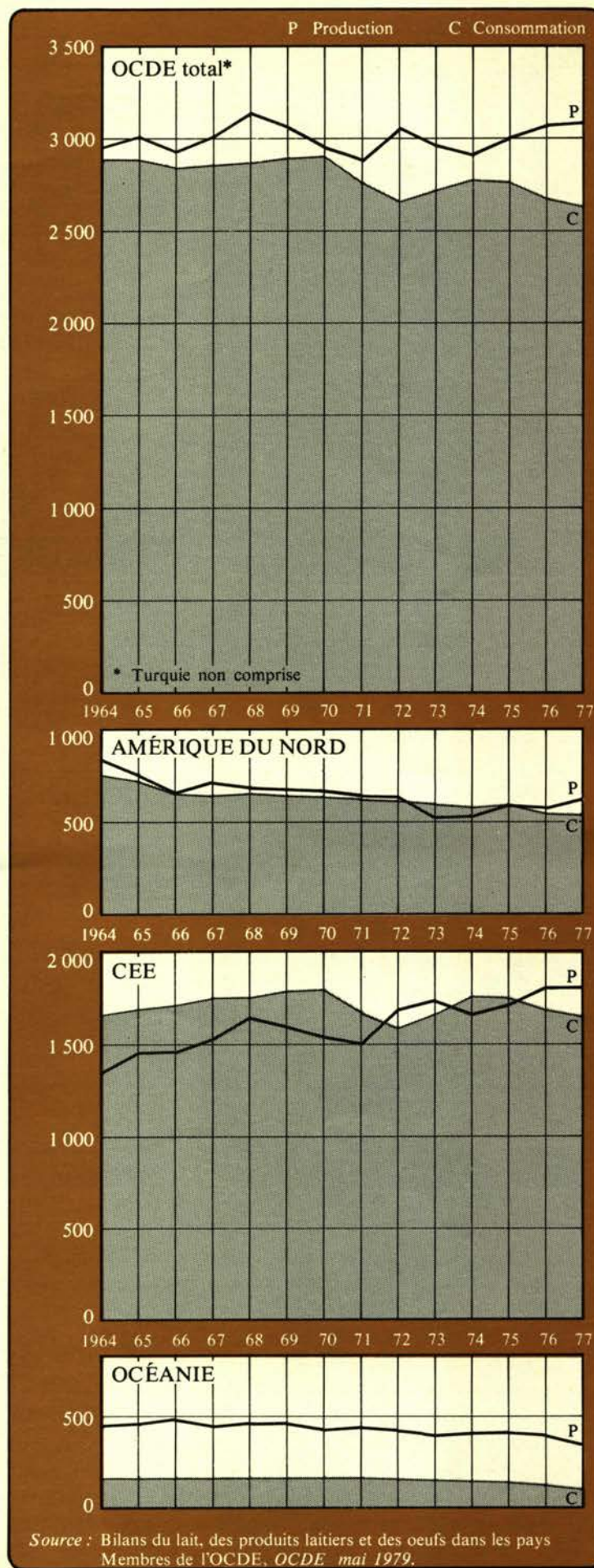
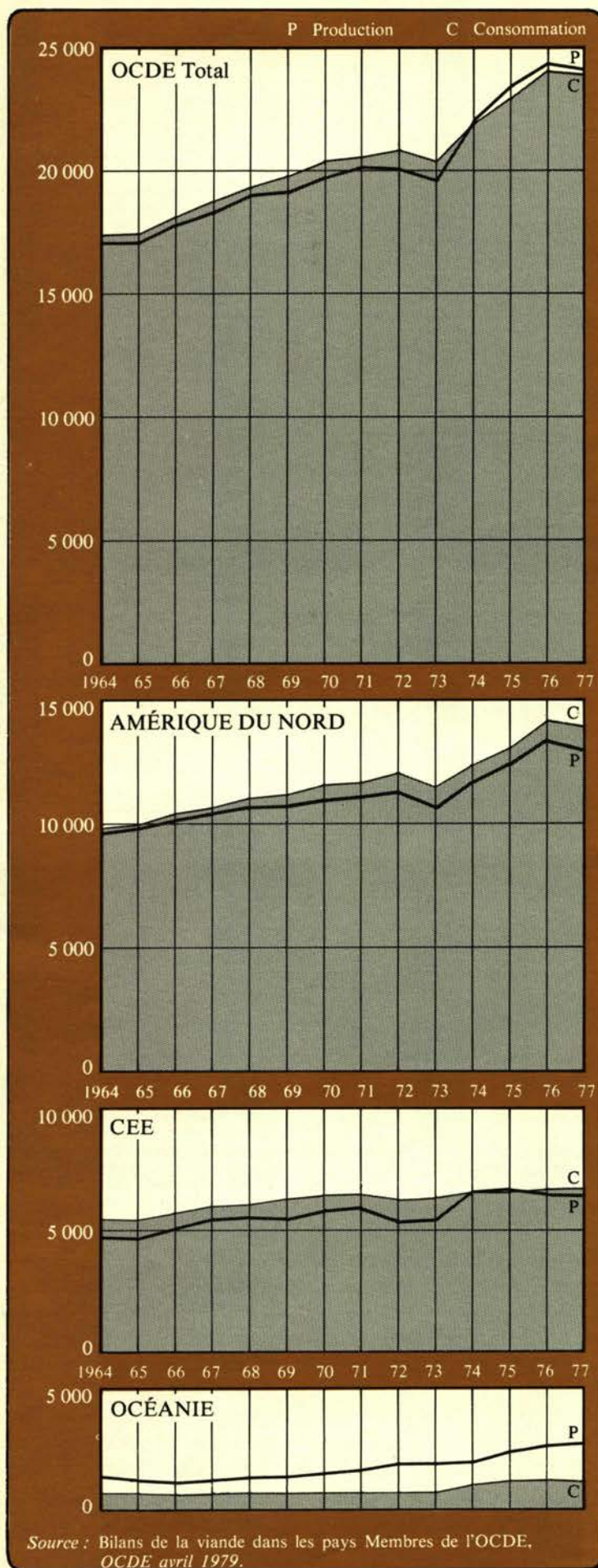
L'intérêt de la collectivité pour l'agriculture, ou les difficultés économiques que doit surmonter ce secteur, peuvent se mesurer par le coût des interventions publiques en sa faveur et par le maintien d'un niveau parfois élevé de prix agricoles à la production. Ces dépenses sont allées en croissant au cours des dernières années et certains gouvernements ont été amenés à prendre des mesures, parfois radicales, pour contenir leurs obligations financières envers l'agriculture. L'utilisation des fonds publics devient plus sélective.

Ce bilan est largement positif puisque plusieurs des objectifs ont été atteints. Mais, comme dans tout bilan, il existe des zones d'ombre et des sujets d'inquiétude. Qu'il s'agisse de la dégradation de la situation sociale à l'intérieur du secteur agricole, de la persistance de structures de production inadaptées, de la croissance continue des prix alimentaires à la consommation, ou encore de l'absence de transparence dans le fonctionnement de certains marchés et du maintien d'obstacles aux échanges, la situation de ces dernières années n'est pas brillante, loin de là.

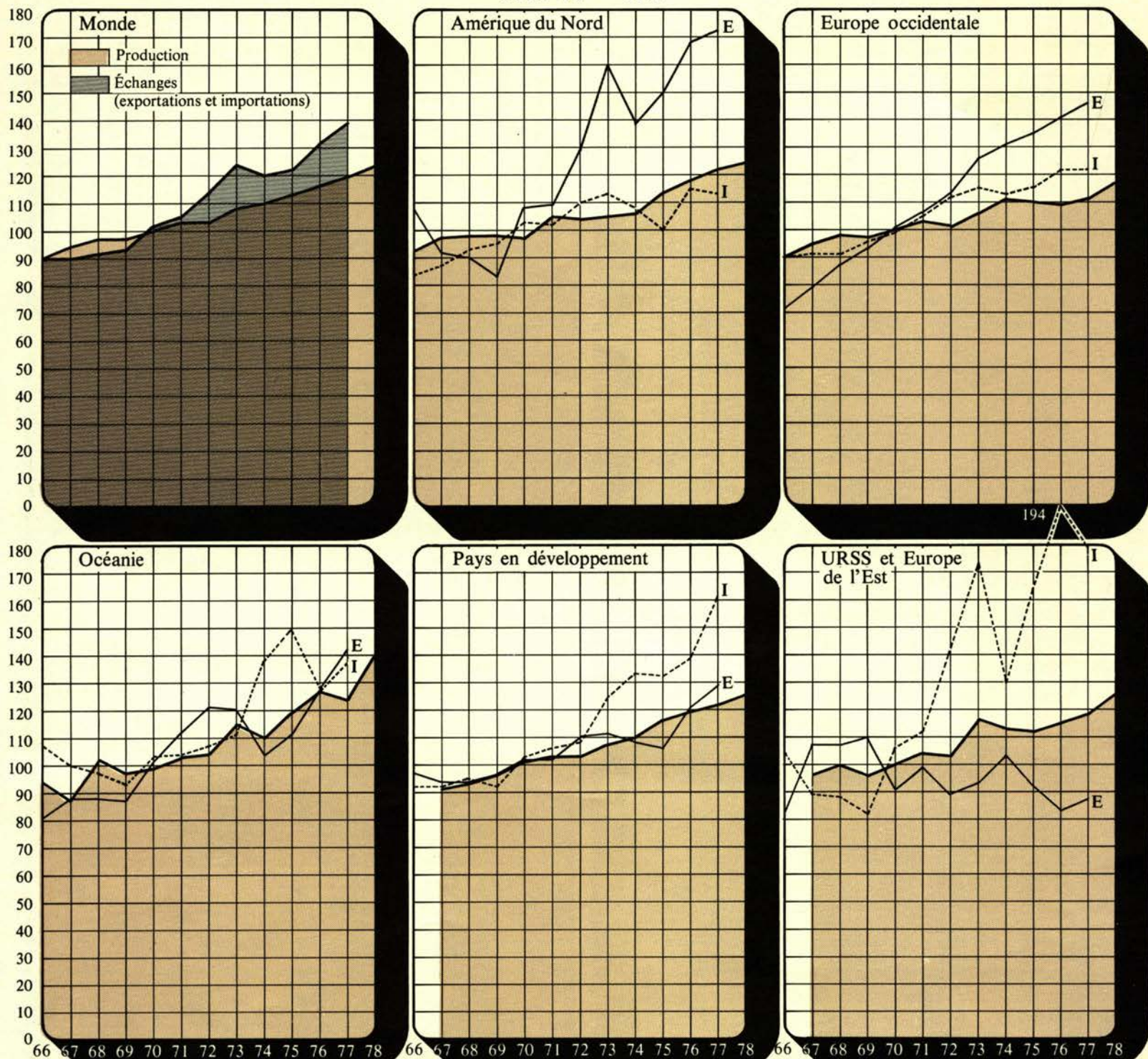
Est-ce que les politiques gouvernementales dans ces divers domaines ont échoué? Ou la situation économique générale de cette fin de décennie a-t-elle empêché les améliorations escomptées de se produire? Ou est-ce encore que les problèmes ont été mal perçus et

B. PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE DE BOEUF ET DE VEAU (milliers de tonnes — poids en carcasse parée)

C. PRODUCTION ET CONSOMMATION DE BEURRE (milliers de tonnes — en poids de produits)



D. PRODUCTION ET COMMERCE DE DENRÉES ALIMENTAIRES(1) 1969-71 = 100



Source : Annuaire de la production et du commerce de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

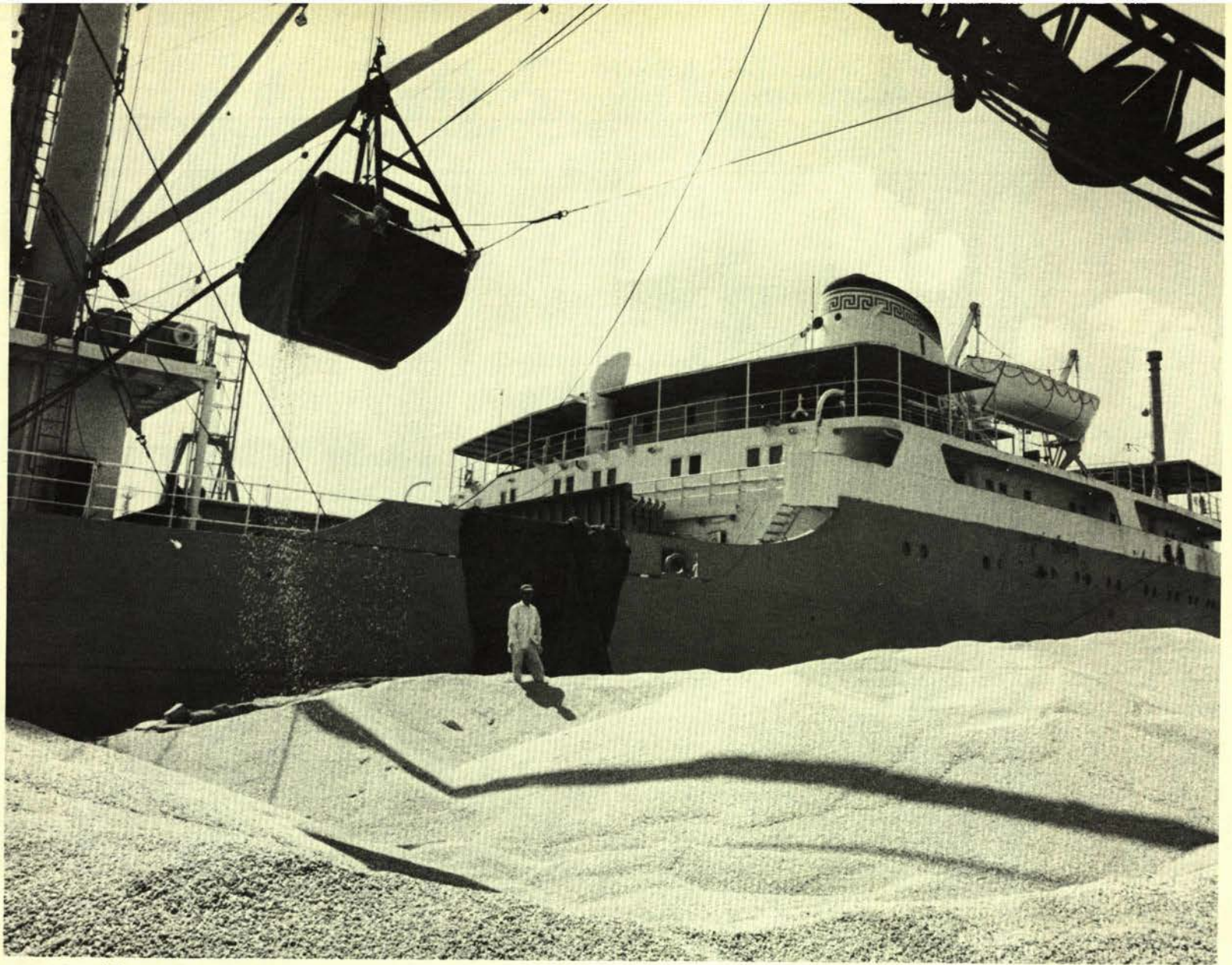
(1) Produits de la pêche exclus. I Importations E Exportations

par conséquent que les politiques utilisées ont été inadéquates? C'est un peu de tout cela à la fois, à quoi viennent s'ajouter un certain nombre d'idées qui continuent à dominer le débat agricole mais qui ne correspondent plus tout à fait aux réalités actuelles : « le soutien des revenus est nécessaire à l'élévation des revenus de tous les agriculteurs » ; « la protection de l'agriculture nationale est indispensable à sa prospérité » ; « la hausse des prix alimentaires est imputable en premier lieu à la protection de l'agriculture ».

Il est évident que le soutien des prix agricoles ne pourra en aucune circonstance assurer aux agriculteurs défavorisés un revenu satisfaisant. Le problème de ceux-ci découle surtout d'un volume de production limité — même une augmentation de 10 ou 20 % des prix n'aurait qu'une influence très limitée sur leur bien-être. Par ailleurs, il est impossible de concevoir des conditions économiques et techniques qui

permettraient à tous les agriculteurs de réaliser un volume de production suffisant pour couvrir leurs aspirations en matière de revenus, sans provoquer une production globale fort supérieure aux besoins. Cette surproduction résulterait non pas des actions des petits agriculteurs, mais de celles des gros producteurs, qui bénéficieraient le plus de ces conditions élevées de rentabilité. Dissocier la politique des prix, nécessaire pour assurer une régularité des approvisionnements à court et long termes, de la politique des revenus, est un pas que certains pays ont franchi pour répondre aux besoins réels des agriculteurs démunis.

La liberté d'importation étant jugée dangereuse pour de nombreux secteurs de l'agriculture nationale, la concurrence entre les différentes agricultures se fait essentiellement pour la conquête de nouveaux marchés dans des pays tiers. Le protectionnisme se fonde sur la croyance que des importations à « bas prix » mettraient en danger l'équilibre des



« Les échanges de produits agricoles se sont accrus plus rapidement que la production agricole dans toutes les régions du monde ». (Ci-dessus): Transbordement de blé américain importé à Pusan, premier port de Corée du Sud.

marchés nationaux. Mais les « bas prix » prévalant sur les marchés mondiaux sont le résultat des politiques nationales de protection ; les principaux marchés étant fermés à la concurrence étrangère, les quantités échangées au niveau international ne résultent plus de la confrontation de l'offre et de la demande globales, mais constituent des éléments résiduels — d'où l'ampleur des fluctuations. Pour de nombreux produits, notamment les produits animaux, les quantités offertes sur les marchés internationaux sont tellement faibles par rapport à la production mondiale (graphique E) et l'élasticité de l'offre des pays exportateurs est tellement limitée que la mise en place de politiques commerciales moins restrictives mais plus ordonnées ne devrait pas bouleverser l'équilibre des marchés, surtout dans les grands pays. Faute de concertation internationale, on a recours à un arsenal de dispositions nationales restrictives dont l'ampleur dépasse souvent le but recherché. Vouloir protéger le revenu des producteurs marginaux par des interventions aux frontières risque de donner un avantage non souhaité à la masse de la production.

L'ampleur prise ces dernières années par la *hausse des prix alimentaires* et l'influence que ces hausses ont exercé sur le processus inflationniste dans beaucoup de pays a fait penser à de nombreux observateurs que le système agro-alimentaire est inefficace et ne réagit pas aux contraintes économiques. Autrement dit l'agriculture continuerait à percevoir des prix plus élevés malgré l'existence de surplus importants, et les agents responsables de la transformation et de la commercialisation augmenteraient les prix de façon anormale. L'analyse des faits

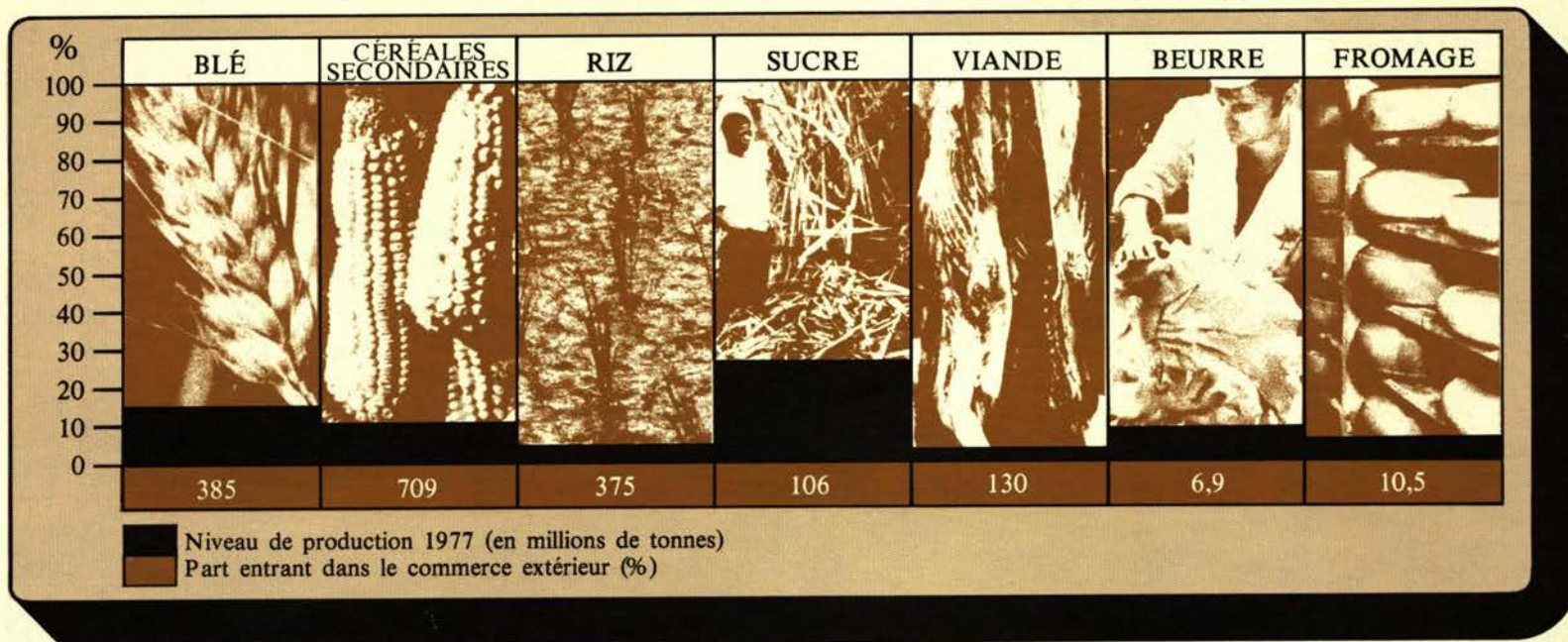
montre que dans de nombreux pays la part des prix payés par les consommateurs et qui revient à l'agriculture est restée constante ces dernières années — entre le tiers et la moitié dans la plupart des pays — et que cette somme sert à rémunérer l'agriculteur pour son travail et ses capitaux mais aussi à couvrir les frais croissants de production. En conséquence, la valeur ajoutée par l'agriculture au sein du système agro-alimentaire a eu tendance à diminuer.

Le reste des dépenses des consommateurs se compose à peu près à parts égales par les salaires versés par l'industrie et le commerce agricoles et par les coûts financiers et matériels de ces deux secteurs. Ces salaires et ces coûts augmentent au même rythme que dans les autres secteurs économiques, de sorte que l'inflation intervient ici aussi bien comme cause que comme effet. Avec une demande alimentaire globalement inélastique aux prix, il s'ensuit qu'il y a peu de raisons de penser que l'évolution ultérieure des prix alimentaires sur une longue période sera différente de l'évolution générale des prix et des rémunérations. Le seul moyen de faire diminuer ces prix serait de convaincre le consommateur d'acheter des produits qui incorporent le moins possible de services. Mais est-ce là le souhait du consommateur ?

Et l'avenir ?

Il est malaisé et hasardeux de faire des prévisions sur l'agriculture et la politique agricole pour la décennie qui commence. On peut cependant tenter de discerner quel pourra être le climat économique et

E. PART DE LA PRODUCTION MONDIALE ENTRANT DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR 1977 (1)



(1) Les échanges intra-CEE non compris.

social dans lequel l'activité agricole devra s'insérer, et cela surtout pour les pays Membres de l'OCDE.

● Climat économique et social

Une croissance économique plus modérée que dans le quart de siècle qui a précédé la crise actuelle. Les conséquences pour l'agriculture pourraient se situer sur plusieurs plans : possibilités d'emploi plus difficiles hors de l'agriculture, ce qui retarderait la transformation structurelle du secteur ; incertitudes dans le domaine financier, ce qui contribuerait à rendre les exploitants agricoles très prudents dans leurs décisions d'investissements ; difficulté pour les pouvoirs publics de financer toutes les dépenses souhaitées, ce qui se traduirait par une plus grande sélectivité dans l'utilisation des fonds publics ; plafonnement des dépenses des consommateurs, ce qui aurait pour conséquence une stagnation de la demande de produits alimentaires et même un transfert de dépenses alimentaires en faveur d'autres dépenses — transport, chauffage ou loisirs — à la suite du renchérissement de l'énergie.

Un fléchissement assez général des gains de productivité, dont les causes ne sont pas dues uniquement à la crise actuelle. Lorsqu'on sait combien l'évolution technologique d'un secteur est étroitement liée sur une longue période à l'évolution technologique de l'ensemble de l'économie, on comprend que des inquiétudes puissent être formulées au sujet de la productivité agricole. A défaut d'innovations technologiques de grande portée, par exemple dans les domaines de la photosynthèse, de la fixation biologique de l'azote ou du matériel génétique, la capacité du secteur agricole à assurer un approvisionnement régulier en produits agro-alimentaires pourrait à plus long terme être remise en question. A court et moyen termes les réserves de productivité sont suffisantes pour assurer l'approvisionnement du marché à des prix réels voisins de ceux que l'on a connus ces dernières années. Bien que les perspectives à moyen terme soient satisfaisantes, une action est néanmoins nécessaire dans l'immédiat pour faire face aux besoins prévisibles à long terme.

Une prise de conscience de l'interdépendance croissante entre les différents secteurs économiques. Cette interdépendance devrait rendre le secteur agricole et alimentaire plus attentif à l'évolution de la situation économique générale, mais se traduira aussi par une attention croissante portée à l'agriculture par les autres groupes économiques et



« Le seul moyen de faire baisser les prix alimentaires serait de convaincre le consommateur d'acheter des produits qui incorporent le moins possible de services. Mais est-ce là le souhait du consommateur ? » (Ci-dessus) : Fabrication de produits surgelés à Beauvais, France.

par l'opinion publique. Solidarité entre secteurs ira de pair avec l'apparition de conflits et d'intérêts divergents à court terme. Afin de rendre le fonctionnement du système agro-alimentaire le plus harmonieux possible, un pas important a commencé à être fait vers l'élaboration d'un cadre conceptuel pour une politique agro-alimentaire.

Sur le plan international, *l'interdépendance économique croissante entre les pays* résultant aussi bien du processus de croissance économique des années cinquante et soixante que des demandes pressantes des pays en développement. Cette interdépendance fait que l'interface entre pays développés et pays en développement ne se produit pas seulement à l'intérieur d'un secteur économique détermine, comme par exemple l'agriculture, la sidérurgie ou le textile, mais implique de plus en plus un nombre croissant de secteurs à la fois. Un exemple, l'accroissement des flux de produits alimentaires vers les pays en développement implique nécessairement une augmentation des exportations de produits manufacturés de ces pays vers les pays industrialisés. Ajustement agricole et ajustement industriel sont ainsi étroitement liés aussi bien à l'intérieur d'un pays qu'entre différents pays.

Une réduction de la distinction entre économie de marché et économie dirigée, de sorte qu'on pourrait assister simultanément à une diminution de l'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique et sociale dans les domaines où cette intervention est la plus ancienne ou la plus poussée — agriculture, éducation, infrastructure, grands services publics — et à une augmentation de cette intervention dans des domaines restés jusqu'ici en dehors de l'influence directe des autorités — services commerciaux, choix des investissements du secteur privé, environnement physico-social. Ce double mouvement risque d'imposer un prix à des services et à des biens actuellement à la libre disposition des citoyens et aussi d'exiger une plus grande transparence en matière de prix et de coûts. Dans cette évolution, l'agriculture perdra la place privilégiée qu'elle a occupée dans le passé dans les sollicitations des pouvoirs publics et deviendra un parmi de nombreux secteurs sur lesquels portera leur action.

● Évolution des politiques agricoles

Compte tenu de cet environnement économique et social et des contraintes évidentes d'ordre politique, l'action gouvernementale dans

le domaine agricole devra subir une double évolution : l'une simplificatrice et clarificatrice, l'autre intégratrice.

Simplification et clarification

La politique agricole a été appelée jusqu'ici à remplir de nombreuses fonctions à la fois : les garanties de revenus des agriculteurs et la régularité des approvisionnements, la répartition de la population et de l'activité économique entre régions d'un même pays, la sauvegarde de l'environnement, etc. Avec la mise en œuvre de mesures spécifiques destinées à répondre à ces préoccupations de caractère « non-agricole » l'action « agricole » proprement dite devrait devenir plus simple et plus transparente. Par exemple

- l'action générale en faveur des personnes à faibles revenus — et non plus la politique agricole — devrait garantir aux agriculteurs défavorisés, au même titre qu'aux personnes de tout autre secteur, un revenu jugé nécessaire et souhaitable
- les mesures en faveur du développement régional et de l'aménagement du territoire seraient un moyen plus approprié que la politique agricole pour véhiculer l'aide publique vers les zones périphériques et en difficulté
- une politique de sauvegarde de l'environnement, qui rendrait chaque activité polluante ou chaque activité bénéficiaire de la protection de l'environnement responsable des coûts qu'une telle politique entraîne, ferait de l'agriculture une activité comme les autres.

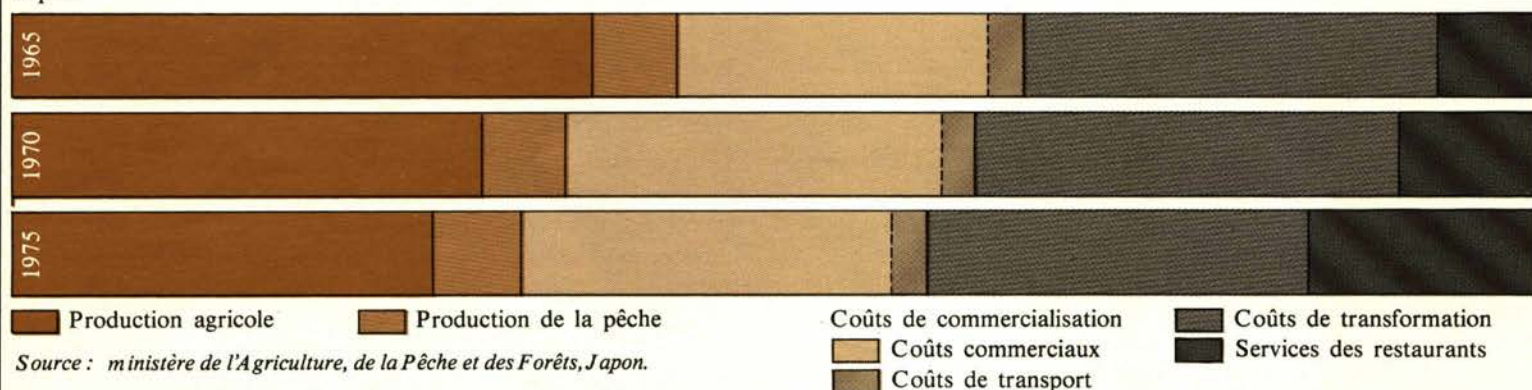
L'agriculture trouverait son compte à cette simplification, car la situation actuelle où l'agriculture sert de point de passage à d'importantes aides publiques qui ne lui sont pas toutes destinées en tant qu'activité économique, peut faire croire que le secteur agricole est par essence un secteur assisté. Éviter un tel jugement facile, grâce à une meilleure transparence de l'action publique, est de l'intérêt à long terme de l'agriculture.

Mais simplification pour ce qui est des objectifs ne signifie pas nécessairement simplification dans les programmes mis en place. Ceux-ci devraient devenir plus sélectifs, mieux orientés vers des groupes cibles bien définis et mieux adaptés aux conditions économiques et sociales du pays ou de la région. Le fait de tenir compte de la diversité des producteurs agricoles — de la petite unité familiale sans recours au travail salarié à la grande unité de caractère industriel —

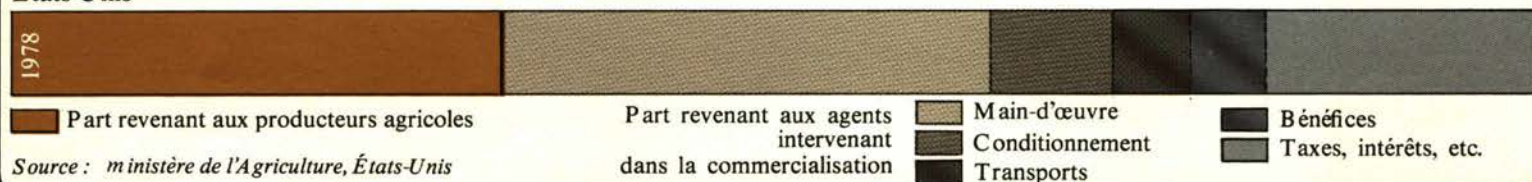
F. DÉPENSES ALIMENTAIRES DES CONSOMMATEURS

%

Japon



États-Unis





« Les intérêts économiques divergents à court ou à moyen termes entre certains pays industrialisés ne sont-ils que peu de chose face aux problèmes agricoles et alimentaires du monde ? » (Ci-dessus): Centre de formation agricole en Tanzanie: apprentissage de l'utilisation d'animaux de trait dans l'agriculture.

devrait se traduire par des actions gouvernementales plus subtiles et plus graduées.

Intégration

Le secteur agricole n'est qu'un maillon, même si c'est le plus important, du système agro-alimentaire. Aucun des maillons de cette chaîne ne peut à la longue tirer profit de la faiblesse de l'un d'entre eux, sans voir son propre bien-être mis en question. Agriculture, industries d'amont lui fournissant les moyens de production, industries d'aval transformant ses produits, distribution, commerce et consommateurs devraient être solidairement responsables de l'évolution de l'ensemble du système. Bien plus, les pouvoirs publics auraient avantage à intégrer dans un cadre cohérent toutes leurs actions dans ce vaste domaine et viser à la mise en œuvre d'une politique agro-alimentaire. Une telle politique serait mieux à même de prendre également en compte les liens croissants entre l'alimentation, sous tous ses aspects, et la politique économique et sociale.

La mise en place d'une nouvelle politique agricole de ce type — simplifiée mais mieux intégrée — ne se fera pas du jour au lendemain. Les politiques actuelles ne peuvent être remplacées à très court terme, et n'ont pas besoin de l'être, mais elles peuvent bénéficier d'adaptations progressives qui aillent toutes vers le but clairement défini : il devrait s'agir plus d'une adaptation des instruments d'action que d'une remise en question des objectifs. Si le processus d'adaptation est trop lent, il risque d'entraîner un coût économique trop lourd pour la collectivité ; s'il est trop rapide, il risque de poser de délicats problèmes sociaux. Cependant, si le critère déterminant de l'action des pouvoirs publics était « le gain en bien-être au moindre coût », il devrait être possible de concilier efficacité et équité. La politique agro-alimentaire des prochaines années devrait par conséquent être plus économe et plus juste.

Une politique agro-alimentaire peut-elle être uniquement nationale et dirigée en priorité vers les problèmes internes d'un pays, comme c'est le cas, très souvent, des politiques actuelles ? La réponse à cette question est que *l'ouverture sur le monde extérieur*, loin d'être cause d'inquiétude, est une *nécessité*, si l'on veut que l'ensemble de l'économie progresse le plus rapidement possible. Mais au-delà d'une simple question d'efficacité économique, des politiques agro-alimentaires nationales plus cohérentes et mieux coordonnées sur le

plan international devraient permettre l'expansion plus rapide de la production, là où elle peut être réalisée au moindre coût, et un degré de sécurité alimentaire plus poussé dans le monde.

Il ne faut pas se leurrer. La sécurité alimentaire ne se mesure pas uniquement en termes de marchés équilibrés, à court et à moyen termes, c'est-à-dire en fonction de la demande solvable actuelle ou prévisible. La demande qui ne peut s'exprimer faute de pouvoir d'achat est un phénomène tout aussi important, sinon plus, et que les responsables de l'action publique dans le monde devraient toujours garder à l'esprit. La cause première de la sous-alimentation dans plusieurs régions de la planète étant la pauvreté et le sous-développement économique et social, les politiques agro-alimentaires sont un complément, indispensable certes, mais un complément seulement, de l'action de développement. Les pays riches, qu'ils soient à économie libérale ou planifiée devraient veiller à ce que leurs politiques agricoles ou agro-alimentaires tiennent compte des intérêts des pays moins développés, pour qui les problèmes d'alimentation et de développement sont avant tout des problèmes humains. Toute action des pays développés dans le domaine agricole, comme d'ailleurs dans tout autre domaine, devrait être perçue et examinée dans cette optique là.

* *

Dans une telle optique globale que deviennent les divergences ou les différences d'appréciation qui semblent marquer les relations agricoles entre certains pays industrialisés ? Cette situation est due, certes, à des intérêts économiques divergents à court ou à moyen termes, mais les intérêts en cause ne sont-ils que peu de chose face aux problèmes agricoles et alimentaires du monde ? Rechercher des solutions à ces problèmes mondiaux devrait permettre de surmonter plus aisément les différences de caractère commercial entre pays industrialisés.

La politique de demain, quelle qu'en soit la forme, ne pourra pas être exclusivement nationale. L'interdépendance croissante entre les économies, et surtout le besoin d'accélérer le développement économique et social des pays défavorisés, demanderont un plus grand effort d'ouverture sur l'extérieur. L'agriculture des pays industrialisés a tout à gagner d'une plus grande concertation internationale aussi bien pour la régularisation des marchés agricoles que pour une plus grande insertion des pays en développement dans les circuits économiques.

L'INSTABILITÉ DES MARCHÉS AGRICOLES

On a assisté après 1973 à une diminution des stocks mondiaux de céréales, qui pendant plus de dix ans avaient eu un effet stabilisateur sur le marché. L'inquiétude qu'en ont éprouvée les pouvoirs publics s'est trouvée accentuée par les achats, sporadiques mais importants, effectués par de nouveaux consommateurs et qui ont contribué à rendre difficile toute prévision sur l'évolution des marchés. Pour ce qui est des autres produits, ils ont également enregistré d'amples variations dans les années soixante-dix. Trouver des solutions générales et durables s'est révélé extrêmement délicat.

C'est en grande partie cette évolution qui a incité l'OCDE à entreprendre une analyse des causes et des effets de l'instabilité des marchés agricoles, des perspectives pour l'avenir et des moyens d'accroître la stabilité. Cette étude qui vient d'être achevée sera publiée prochainement.

Définition de l'instabilité du marché

Il peut paraître étrange d'avoir à définir l'instabilité avant d'en faire le diagnostic et de prescrire des remèdes, mais la réalité que recouvre ce terme s'avère assez difficile à saisir.

Une première méthode consiste à procéder par élimination. Par instabilité, il ne faut point entendre simplement modification ou fluctuation survenant sur le marché. Ni la rapidité, ni l'amplitude du changement n'indiquent nécessairement davantage sa présence, d'autant plus que le phénomène varie normalement d'un produit à l'autre. De surcroît, l'instabilité se mesure mal à l'aide d'un quelconque élément d'appréciation ou même de plusieurs. Convient-il par exemple, de polariser l'attention sur les variations de volume en ignorant les fluctuations de prix ? Comment juger de ce qui est important, et pour qui ? Pour le producteur, c'est assurément le revenu qui compte ; pour le consommateur, la dépense. Pour les gouvernements nationaux, ce sont peut-être les considérations afférentes à la balance des paiements, à l'emploi ou à un programme de développement harmonieux qui priment.

L'approche adoptée dans l'étude de l'OCDE a été pragmatique ; on y a reconnu

que la formule « instabilité du marché » manque de précision sur le plan quantitatif mais comporte une nette distinction, sur le plan qualitatif, par rapport au simple changement. Les fluctuations du marché, en donnant aux producteurs et aux consommateurs les avertissements qui les inviteront à essayer de réajuster l'offre et la demande, sont utiles et il faut se féliciter de leur existence. En revanche, lorsque le changement est d'une soudaineté ou d'une amplitude telle que les producteurs ou les consommateurs ne peuvent s'y adapter sans pertes ou difficultés ou lorsqu'il entraîne un gaspillage ou une mauvaise répartition des ressources, ce comportement instable du marché devient source de préoccupations pour les pouvoirs publics.

Causes de l'instabilité

En simplifiant à l'extrême, on peut dire que l'instabilité se déclenche lorsque l'offre et la demande ne sont plus en équilibre, et qu'elle persiste aussi longtemps que les forces de correction automatique demeurent inadéquates ou ne peuvent jouer librement. Sur les marchés agricoles, l'offre et la demande sont par nature plus enclines à se déséquilibrer que sur les marchés industriels ou ceux des services.

L'une des principales menaces qui pèse sur la stabilité de l'offre est, bien entendu, celle des conditions atmosphériques. La variabilité des précipitations et les changements de température peuvent entraîner de mauvaises récoltes ou des pertes de bétail. Heureusement, un certain équilibre s'établit d'ordinaire au niveau régional entre les déficits et les excédents dus aux facteurs climatiques, mais il peut arriver que de mauvaises conditions atmosphériques touchent un grand nombre d'importantes régions productrices et réduisent ainsi l'offre mondiale dans des proportions tout à fait considérables.

Les maladies et les ravages causés par les différents ennemis des cultures et de l'élevage peuvent encore provoquer de lourdes pertes, malgré les progrès sensibles qui ont été réalisés pour combattre ces fléaux et enrayer leur propagation.

L'instabilité engendrée par l'offre peut aussi dériver de la diffusion de nouvelles techniques de production ou de l'adoption de

nouvelles cultures ou variétés. Le déséquilibre naît alors de manière très différente ; il augmente plus lentement mais devient plus durable que lorsqu'il s'agit d'une crise due aux facteurs atmosphériques ou aux attaques de différents ennemis des cultures ou de l'élevage. Les exemples abondent, mais la meilleure illustration est peut-être l'incidence de l'accroissement régulier de la production par vache sur l'évolution du marché des produits laitiers.

Un autre phénomène observé dans un certain nombre de pays en ce qui concerne l'offre et qui est de nature à aggraver, dans certaines circonstances, le déséquilibre d'un marché, est la réaction, aux effets apparemment pervers, que les producteurs peuvent avoir à court terme à l'égard des modifications de prix. Si une baisse prononcée des cours contribue à long terme à réduire l'offre au minimum, le réflexe à court terme des producteurs peut être d'augmenter la production, soit pour maintenir leurs ressources à leur niveau antérieur, soit, comme cela s'est vu dans l'élevage des bovins, parce que certains ne peuvent continuer à nourrir leurs bêtes sans profit et sont contraints de vendre. L'inverse peut se produire aussi en cas de hausse des prix à court terme ou lorsque les producteurs tablent sur une telle hausse.

Le marché de la viande bovine illustre également l'interdépendance des marchés de produits de base et la manière dont l'instabilité peut se communiquer d'un marché à l'autre. La hausse des cours des céréales survenue entre 1973 et 1976 du fait d'une production insuffisante et de gros achats inespérés de l'URSS en 1972/73 a eu de graves répercussions sur la rentabilité de la production de viande de boeuf dans certains pays, et a contribué à la réduction des troupeaux, à l'accroissement de la production de viande de boeuf et aux faibles prix de la viande au cours de la période considérée.

La demande peut, elle aussi, influencer sur le comportement du marché, bien que rarement de façon aussi spectaculaire que l'offre. Tantôt, comme cela s'est produit, par exemple, pour les céréales destinées à la consommation humaine, elle reste relativement stable en dépit des fluctuations de prix. Tantôt, comme dans le cas de la viande, les prix et le niveau des ressources disponibles peuvent avoir une

incidence sensible sur le niveau de la demande. La modification des goûts peut également exercer un rôle, comme on l'a vu dans le cas du beurre et de la margarine, encore que la lenteur avec laquelle ce type de changement se manifeste doit normalement permettre aux forces du marché de ménager sans heurt l'adaptation nécessaire.

L'instabilité peut tenir encore à des facteurs extérieurs à l'agriculture. Le niveau d'activité économique, l'évolution des taux de change et l'inflation comptent parmi les variables qui agissent sur l'offre et la demande au sein de ce secteur. L'important, c'est que les politiques des pouvoirs publics ou, plus exactement, certains instruments qu'ils utilisent peuvent avoir une répercussion profonde sur la stabilité du marché agricole à l'échelle nationale et mondiale, même s'ils ne sont pas axés sur l'agriculture.

Effets de l'instabilité

On pourrait déduire d'une partie de ce qui précède que l'agriculture est un secteur passif de l'économie, soumise aux caprices de la nature, à une demande variable, à des répercussions impossibles à prédire d'événements et de politiques macro-économiques, mais sans rôle dynamique propre. En réalité, les interactions sont à double sens et les phénomènes qui se produisent dans l'agriculture ne

sont pas sans conséquences importantes pour l'ensemble de l'économie. Certaines d'entre elles sont évoquées ci-après.

Un marché instable — on l'a vu — n'est pas simplement un marché fluctuant : il peut également connaître un déséquilibre chronique, comme dans le cas des produits laitiers. Normalement, il y aura toutefois dans la valeur ou le volume des échanges (ou dans les deux) des fluctuations, qui pour les producteurs affecteront les revenus et pour les consommateurs les coûts. Au niveau international, les balances des paiements s'en ressentiront : une baisse des recettes d'exportation peut toucher les pays largement tributaires des exportations agricoles ; en revanche, un alourdissement sensible de la facture des importations de produits alimentaires peut avoir une incidence très grave sur l'économie des pays importateurs, ceux du tiers monde en particulier.

De fortes hausses des prix des denrées alimentaires ont notamment pour effet, en période instable, de renforcer les pressions inflationnistes. Cela tient non seulement aux répercussions de ces hausses sur les revenus et les coûts, mais aussi à leur grande « visibilité » pour les salariés. Elles ont pour autre conséquence extrêmement fâcheuse de faire peser un lourd fardeau sur ceux qui sont le moins aptes à le supporter. Si l'aide alimentaire constitue un palliatif à l'échelle interna-

tionale et si les gouvernements disposent en général d'instruments leur permettant d'apporter une compensation à ceux qui sont le plus touchés sur le plan national, il n'existe pas de solution générale au problème.

L'instabilité du marché a encore pour résultat de stimuler la recherche et la mise au point de produits de remplacement. Cela a des implications à long terme car une fois des capitaux investis dans la production de ce type de produits, il est fort probable que celle-ci se poursuivra, même si le prix du produit original diminue. Exemples de ce processus : l'essor donné dans les années cinquante à la fabrication de fibres synthétiques par les cours élevés de la laine et, plus récemment, la substitution du manioc aux céréales coûteuses destinées à l'alimentation des animaux. En pareil cas, il semble bien qu'une part du marché disparaisse à long terme du fait des mouvements erratiques des prix.

Réactions à l'instabilité

D'une manière plus générale, il peut arriver que les producteurs ou les consommateurs perdent confiance dans les marchés fluctuants où, par exemple, les débouchés et les possibilités d'approvisionnement sont peu sûrs. Cela peut se traduire par la recherche d'une plus grande autonomie agricole de la part de pays qui, autrement, trouveraient

plus avantageux d'importer en plus forte proportion les produits qui leur sont nécessaires. Quant à ceux qui pourraient exporter davantage et qui dépendent du secteur agricole, ils se verront incités par l'absence de débouchés à se tenir davantage sur la défensive, en cherchant à conserver le plus possible leurs devises étrangères au moyen d'un accroissement de leur autonomie dans les autres secteurs. Dans les deux cas, on aboutit à une accentuation des pressions protectionnistes ainsi qu'à un rétrécissement et une plus grande vulnérabilité du marché.

Les gouvernements ne forgent certes pas délibérément des instruments propres à désorganiser les échanges commerciaux, mais il n'en reste pas moins que certaines de leurs actions peuvent avoir indirectement une incidence néfaste dans ce domaine. Parfois, les mesures prises constituent une tentative pour protéger la population des conséquences de l'instabilité du marché ; parfois, elles peuvent servir à des fins toutes différentes — aide régionale, garantie des ressources, productivité, équité fiscale, etc. Les groupes d'intérêts privés et publics essaient de préserver ou de renforcer la position qui est la leur. Les individus peuvent rechercher la sécurité en assurant la couverture des achats à terme, en formant des alliances avec d'autres participants, etc. Les résultats obtenus ne sont pas concluants, mais il y a lieu de

penser que le mécanisme de la couverture exerce en général une influence favorable sur le fonctionnement du marché. En revanche, bon nombre d'observateurs estiment que celui-ci manque de « transparence » et émettent des doutes sur la représentativité des prix enregistrés et l'efficacité des forces du marché.

Les gouvernements recherchent également les moyens leur permettant de vaincre ou de compenser les incertitudes et les obstacles aux échanges qu'ils rencontrent. Ils le font tantôt dans le contexte de négociations générales, tantôt en ne s'intéressant qu'à un produit ou à un groupe de produits. Les mesures correspondantes peuvent être arrêtées sur une base multilatérale très large, dans un cadre bilatéral étroit ou à tout échelon intermédiaire. Leur commun dénominateur est d'assurer la sécurité de l'offre et l'accès aux marchés à des conditions favorables. Il est impossible de formuler des jugements généraux sur les conséquences de tels accords. Tout ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que de même qu'un marché national, qui ne s'adapte pas aux mutations, « exporte » vers le reste du monde la part qui lui revient dans le fardeau que représente l'ajustement, de même un arrangement transnational limité à un petit nombre d'adhérents, qui se voient ainsi dispensés de s'adapter à l'évolution de l'offre ou de la demande, peut fort bien abandonner aux participants au marché considéré, qui sont exclus de cet accord, le problème de faire face à une instabilité accrue du marché libre résiduel.

Études par produits

L'analyse a porté sur quatre grands groupes de produits de base : les céréales, les produits destinés à l'alimentation animale, la viande et les produits laitiers. Les raisons de ce choix sont triples :

- ces produits tiennent une très grande place dans la production et le commerce agricoles des pays Membres de l'OCDE
- ils revêtent une importance primordiale pour la nutrition de l'homme, que ce soit dans les pays en développement ou dans les pays de l'OCDE
- ils forment un ensemble uni par des liens solides et complexes, aussi bien pour ce qui est de la production que des échanges.

• Céréales

La plupart des céréales sont consommées dans le pays de production, mais la proportion qui entre dans les échanges internationaux (environ 4 % pour le riz, 10 % pour les céréales secondaires et 18 % pour le blé) est capitale pour atténuer la famine, compenser l'insuffisance fortuite de récoltes dans une région et permettre une amélioration de l'alimentation animale. Une poignée de pays —

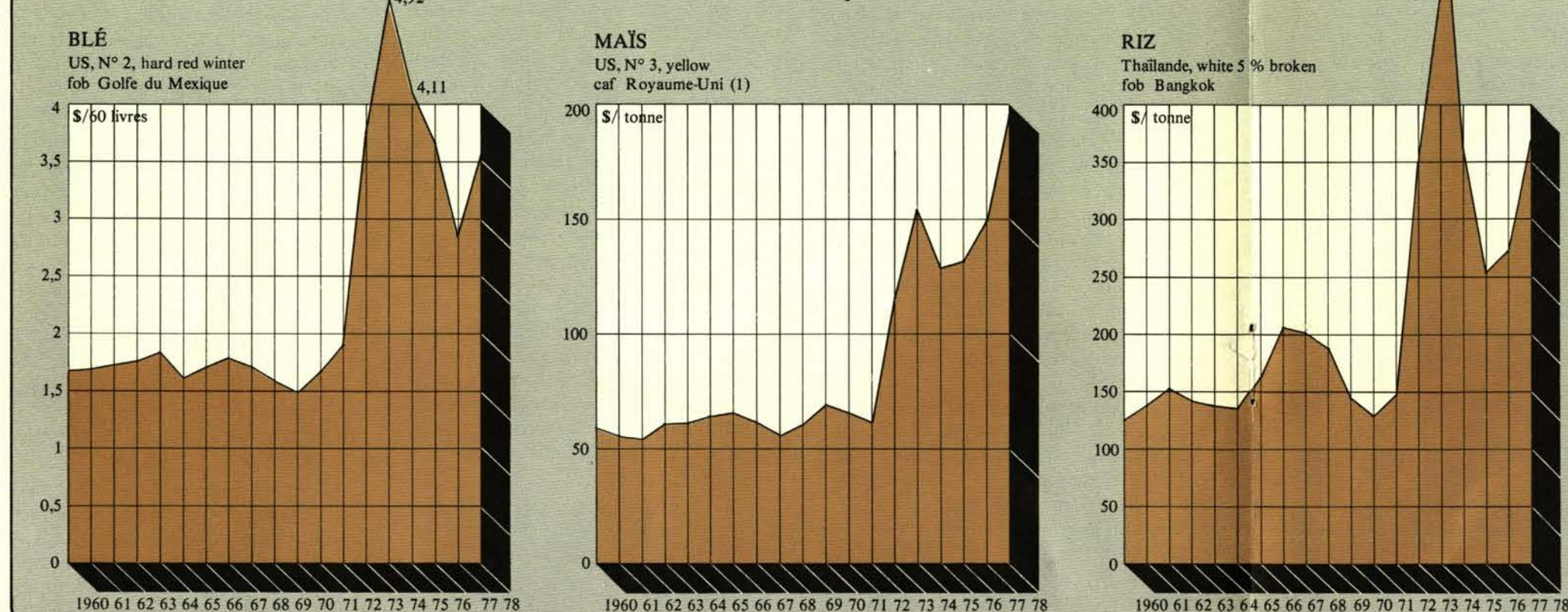
développés pour la plupart — se sont assurés une place prépondérante dans le commerce des céréales, mais les pays en développement considérés collectivement ont ces dernières années (1973 à 1977) représenté plus du tiers des importations mondiales de céréales.

Jusqu'en 1969, le marché des céréales est demeuré relativement stable pour la bonne raison que les deux principaux producteurs (les États-Unis et le Canada) pouvaient veiller, grâce aux importants stocks accumulés, au bon fonctionnement d'une série d'accords internationaux sur le blé. Or, ces garanties n'existent plus dans la situation actuelle. Le marché des céréales est donc devenu beaucoup plus fluctuant (voir graphique) cependant que la diminution des stocks mondiaux faisait mieux apparaître la vulnérabilité de la production aux changements atmosphériques, aux maladies et aux attaques des ennemis des cultures ainsi qu'aux effets des politiques nationales.

D'autres éléments nouveaux ont fait sentir leur influence au cours des années soixante-dix, et notamment la décision apparemment prise par l'URSS de compenser les déficits dus à des récoltes irrégulières de céréales par de gros achats sur le marché international plutôt que de procéder à une liquidation du cheptel. La Chine s'est rangée elle aussi plus nettement parmi les grands importateurs de céréales. A ces nouveaux éléments ont correspondu en partie de nouveaux arrangements, en particulier, la signature d'un accord céréalier entre les États-Unis et l'URSS, destiné à fixer certaines limites au caractère imprévisible des achats soviétiques, responsables, estime-t-on, à plus de 80 % des écarts observés depuis 1963 dans la tendance générale suivie par les importations mondiales de blé.

De l'avis général, les accords internationaux antérieurs, qui tentaient de stabiliser le marché mondial en agissant uniquement sur les prix, sont, lorsque le marché connaît de graves tensions, inadéquats. On insiste maintenant sur la nécessité d'un nouvel accord qui, en déterminant avec souplesse le niveau des stocks à écouler et la capacité de stockage, permettrait de surmonter les périodes de forte instabilité. Il reste qu'en dernière analyse, le succès de toute tentative de stabilisation du marché dépendra de la compatibilité des politiques nationales — en matière de production, de commerce et de stockage — avec les objectifs et caractéristiques des accords internationaux. De plus, si l'absence d'un accord large se prolonge, il faudra monter de concert une action — même informelle — visant à stimuler la production lorsque l'offre mondiale se raréfie et à gérer soigneusement toute diminution de son volume en temps d'abondance, de manière à

PRIX INTERNATIONAUX DU BLÉ, DU MAÏS ET DU RIZ, 1960-1978
Prix courants — Moyennes annuelles



(1) Avant janvier 1973 : US, N° 2, yellow.

ne pas compromettre pour l'avenir une vigoureuse réaction de la part des producteurs.

● Produits destinés à l'alimentation animale

Ce marché reflète la progression régulière observée depuis plusieurs décennies de la consommation de viande dans les pays Membres et qui tient non seulement à la croissance démographique mais aussi, pour une large part, à l'élévation du niveau de vie. Ce phénomène peut également être attribué à l'adoption de nouvelles techniques dans le domaine de l'élevage et de l'alimentation du bétail ainsi qu'à l'utilisation grandissante de nouvelles sources de protéines, telles que le soja.

Dans nombre de pays de l'OCDE, l'élevage se caractérise par des méthodes intensives, dont la rentabilité dépend de plus en plus de l'emploi d'aliments concentrés — tourteaux de soja notamment et produits énergétiques — souvent importés. Quelques observateurs se préoccupent de la vulnérabilité de ces techniques de production intensive à d'éventuelles pénuries saisonnières de certains de ces éléments, surtout si ceux-ci proviennent d'un nombre très restreint de régions.

De gros efforts ont été consacrés à la recherche de moyens susceptibles de réduire cette dépendance, mais les problèmes posés par les coûts de production ont limité la possibilité d'appliquer d'éventuelles solutions de rechange. La meilleure garantie dont disposent actuellement transformateurs et utilisateurs est de conclure un contrat de fourniture à long terme (pouvant atteindre douze mois). Cette formule n'exclut cependant pas tous les risques — arrêt prolongé de l'affrètement par exemple — et il y a

manifestement place pour d'autres mesures propres à améliorer la stabilité du secteur de l'élevage et de l'alimentation du bétail.

● Viande

La production et le commerce de viande, bien qu'intimement associés à la production et au commerce des céréales dans de nombreux pays Membres, en diffèrent nettement à plusieurs égards. Le plus important, en l'occurrence, c'est que la capacité de réaction de l'industrie considérée à l'évolution du marché est relativement faible à court terme, notamment pour ce qui est de la formation d'un cheptel de bovins. En fait, on l'a vu, les réactions des producteurs à certains changements paraissent, à première vue, avoir des effets pervers. De plus, il est particulièrement onéreux de constituer des réserves, qu'il s'agisse de bétail sur pied ou de viande. Là encore, le commerce international de viande et d'animaux est, pour toutes sortes de raisons, particulièrement fragmenté (le tableau montre la disparité de comportement, au cours de la période récente, des exportations de viande de boeuf et de veau entre différentes régions). Enfin, la demande de viande est plus élastique, des points de vue prix et revenu, que celle des céréales destinées à la consommation humaine directe.

Étant donné les caractéristiques de cette industrie, ni les problèmes rencontrés, ni les solutions proposées, ne seront les mêmes que pour les céréales. L'évolution du marché de la viande de porc n'est pas directement affectée par les mesures prises dans le domaine du commerce international, car, bien que la production de cette catégorie de viande ne soit que légèrement inférieure à celle de la viande de bœuf, elle n'entre que pour une très faible part dans les échanges internationaux. Son influence s'exerce essentielle-

ment par le jeu de la concurrence des prix sur les marchés intérieurs.

Les mesures prises dans le commerce de la viande devraient viser essentiellement à réduire l'incidence que la constitution et la liquidation du cheptel ont sur les prix et les revenus. Ainsi convient-il par exemple de diffuser largement parmi les producteurs les informations disponibles ; d'évaluer l'évolution probable du marché en se fondant sur une large analyse couvrant les facteurs agissant sur la demande ; de chercher le moyen de réduire les fluctuations de prix des aliments destinés à la consommation animale ; d'accepter le principe du partage des charges, à condition que les pays qui ont contribué directement à l'apparition d'excédents assument une part proportionnelle à leur responsabilité dans cette situation.

● Produits laitiers

Bien que ses liens avec l'alimentation animale et, en particulier l'élevage des bovins de boucherie, doivent être pris en ligne de compte, l'industrie des produits laitiers fait apparaître une autre série de problèmes. Si la production laitière est sensible aux conditions atmosphériques, la principale caractéristique qui l'a distinguée ces dernières années des autres secteurs analysés ici est la persistance, dans les pays Membres de l'OCDE, d'excédents pour lesquels n'existe aucun débouché commercial. Cela apparaît le plus nettement dans le cas du beurre : la consommation totale, qui avait atteint un record en 1970 avec 2,9 millions de tonnes, est tombée en 1977 à 2,6 millions de tonnes ; or, pendant cette même période, la production s'est accrue bien que de façon marginale. Une tendance similaire a été observée pour d'autres produits. Les conséquences sont bien connues.

EXPORTATIONS : BŒUF ET VEAU, 1970-1978

Milliers de tonnes de poids en carcasse (1)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Amérique du nord	154	159	158	225	143	162	263	249
Océanie	741	837	1 109	999	859	1 068	1 279	1 507
OCDE Europe	986	1 090	1 114	1 120	1 384	1 740	1 507	1 582
CEE	908*	1 014*	1 045*	1 075*	1 330	1 699	1 467	1 537
Reste OCDE Europe	78	76	69	45	54	41	40	45*
TOTAL OCDE	1 881	2 086	2 381	2 344	2 386	2 970	3 049	3 338
Argentine	668	494	706	536	306	266	534	605

* Estimations du Secrétariat.

(1) Les chiffres pour tous les pays (mis à part l'Argentine) comprennent l'équivalent en viande des animaux vivants.

Sources : Bilan de la viande dans les pays Membres de l'OCDE ; OCDE, Paris, avril 1979.

Sintesis Estadística 1976 ; Ministerio de Economía, Junta Nacional de Carnes, Argentine 1977.



« Lorsque le changement est d'une soudaineté ou d'une amplitude telle que les producteurs ou les consommateurs ne peuvent s'y adapter sans pertes ou difficultés ou lorsqu'il entraîne un gaspillage ou une mauvaise répartition des ressources, ce comportement instable du marché devient source de préoccupations pour les pouvoirs publics. » Ci-dessus: acheteurs attendant l'ouverture du marché de viande de gros à Paris-Rungis.

A maintes reprises, les gouvernements se sont appliqués à résoudre ce problème. A une ou deux exceptions près, ils n'ont obtenu que des succès limités. Parmi les difficultés qu'ils rencontrent, on relève l'amélioration régulière des rendements, qui annule en partie les efforts accomplis pour réduire l'effectif du cheptel. Comme le commerce international n'absorbe que de 4 à 5 % de la production, le volume et la valeur de celle-ci sont particulièrement influencés par les situations et les politiques prévalant dans chaque pays.

Les efforts faits pour améliorer la production et les échanges suivant les lignes tracées doivent se poursuivre et même s'accroître, note le rapport de l'OCDE. Si les mesures destinées à accroître la demande sont importantes, celles qui tendent à modérer, voire à réduire, la production le sont encore plus. Enfin, la coopération visant à favoriser les échanges, encore fragiles, avec les pays du

tiers monde, est importante, pour que ceux-ci se développent de façon saine. A plus long terme, il sera nécessaire de prendre des dispositions pour maîtriser les fluctuations de l'offre.

* *

Le phénomène de l'instabilité des marchés agricoles est, il faut bien l'admettre, difficile à expliquer de manière satisfaisante. Les effets sont peut-être évidents, mais les causes — et elles peuvent être nombreuses — ne sont pas faciles à cerner et à peser. Parfois on ne saisit pas bien le mécanisme des marchés ou bien son évolution vient encore compliquer l'interprétation qu'on en fait. Il y a lieu de réclamer une plus grande « transparence », qui serait une étape sur la voie menant à une sécurité et une stabilité accrues.

L'analyse faite par l'OCDE met en

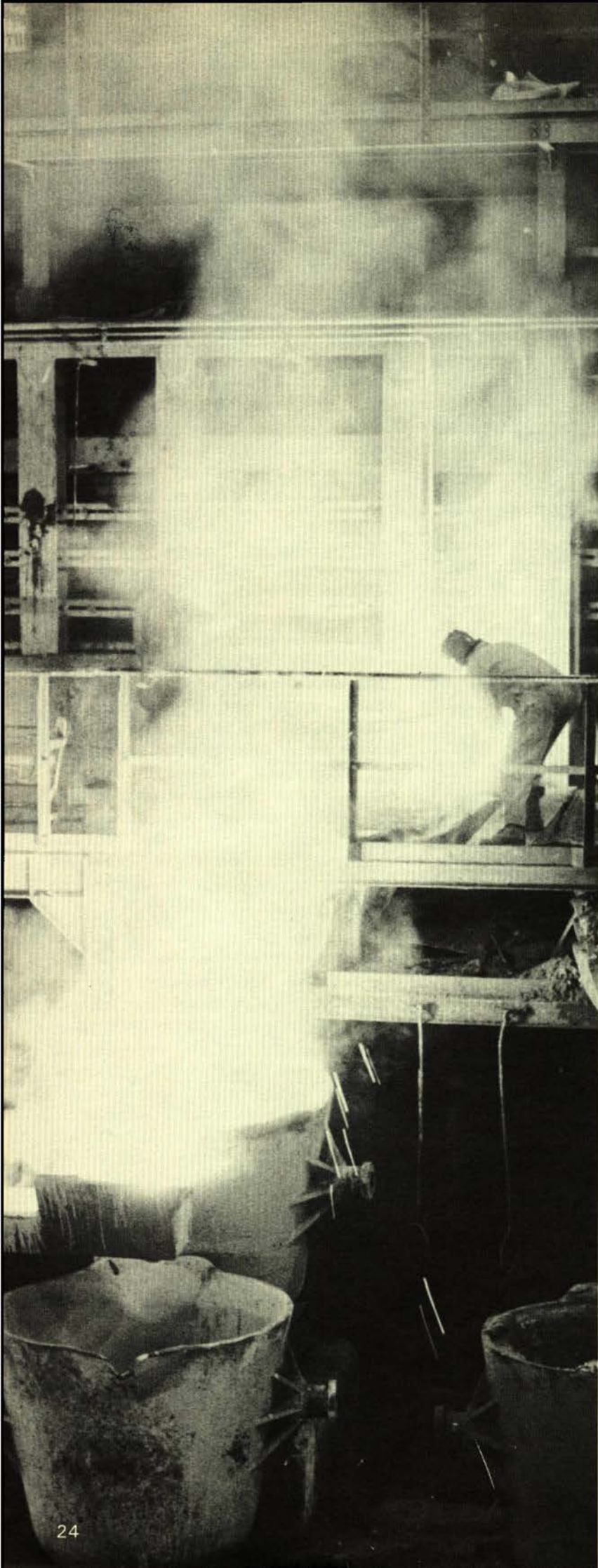
lumière l'interdépendance qui existe entre les grands marchés de produits de base examinés et la nécessité, par conséquent, de prendre des mesures dans le cadre d'une industrie ou d'un marché donné en connaissant le mieux possible les répercussions probables qu'elles auront sur d'autres industries ou d'autres marchés.

Un autre trait dégagé par l'étude est la multiplicité des liens qui rattachent le secteur agricole au reste de l'économie : les influences que l'agriculture exerce sur l'ensemble de l'économie et les pressions extérieures auxquelles elle est soumise à son tour. Le climat économique actuel, les incertitudes politiques et institutionnelles qui s'accumulent ainsi que l'agitation qui règne sur le marché monétaire sont autant de sources de graves préoccupations pour ceux auxquels incombe le soin d'élaborer les politiques agricoles.

Si l'on considère l'avenir à moyen terme, les perspectives, sans être sombres, n'invitent pas à une satisfaction facile. Le fait qu'on commence à prendre plus largement conscience de l'interdépendance des marchés nationaux et internationaux et, en même temps, de la nécessité d'une plus grande coordination pour résoudre ou, plutôt, prévoir les problèmes, constitue un signe encourageant. Il est également admis qu'il faut, pour obtenir les résultats voulus, éviter que l'instabilité des marchés nationaux ne se propage aux marchés internationaux, et qu'il faut donc toujours tenir compte, en envisageant ou examinant une action sur le plan national, des répercussions possibles sur le marché international.

Autre conclusion qui découle de la reconnaissance de l'interdépendance des marchés nationaux et internationaux : lorsque l'instabilité tient à des motifs qui révèlent un manque d'ajustement, la charge de cet ajustement ne devrait pas être supportée par quelques-uns, mais se répartir équitablement. Eviter ou limiter l'instabilité comporte aussi implicitement l'idée que les ajustements doivent être graduels, permettant aux producteurs, aux consommateurs et aux gouvernements de se préparer et de s'adapter efficacement aux changements.

L'étude insiste sur la nécessité de s'intéresser particulièrement à la situation des pays en développement et notamment à celle des plus pauvres. S'il appartient en définitive aux intéressés de développer leur propre potentiel de production agricole, nombre d'entre eux continueront à être lourdement tributaires de l'accès au marché international des produits alimentaires et, en ce qui concerne l'avenir prévisible, de dépendre en partie de l'aide alimentaire. La stabilisation des prix et les réserves de céréales revêtent à cet égard une importance particulière.



L'INDUSTRIAL

par Helmut Führer, Directeur de la coopération pour

A l'heure où ce numéro de l'*Observateur de l'OCDE* est mis sous presse, s'ouvre à New Delhi la troisième conférence générale de l'ONUDI — l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel. L'ONUDI III constitue pour la communauté internationale un défi : celui d'accroître et d'améliorer la coopération Nord-Sud pour le développement dans le secteur industriel ainsi que les échanges Sud-Sud.

L'article qui suit met en évidence l'importance de l'industrie dans le développement économique et évalue les progrès réalisés par les pays du tiers monde sur la voie de l'industrialisation et la mesure dans laquelle les pays Membres de l'OCDE ont soutenu cet effort.

Développement industriel : un bilan

L'industrialisation constitue un élément important du processus de modernisation et de diversification économiques : elle contribue à la création d'emplois et à l'apparition d'une classe moyenne moderne et tournée vers l'extérieur, qui comprend non seulement des chefs d'entreprise, mais aussi un nombre croissant de salariés, depuis les cadres moyens jusqu'aux ouvriers qualifiés. Elle peut cependant aussi contribuer à l'apparition d'un dualisme prononcé et de graves déséquilibres économiques et sociaux.

Les résultats en matière de développement industriel enregistrés ces quinze dernières années par les pays du tiers monde considérés dans leur ensemble ont été impressionnants — qu'on les mesure à l'augmentation de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (graphique A), à l'importance du secteur industriel dans le PIB (tableau 1) ou à la part des pays en question dans la production industrielle mondiale. Plusieurs tendances frappantes se dégagent de ces chiffres : l'industrie s'est développée beaucoup plus vite que l'agriculture (à une cadence environ trois fois supérieure dans les pays en développement à faible revenu et plus de deux fois dans les pays à revenu moyen). Les pays en développement ont accéléré leur croissance industrielle plus rapidement que les pays industriels ; la part de l'industrie dans le PIB des pays à revenu moyen est maintenant aussi importante que dans le monde développé.

Les progrès réalisés ont cependant été extrêmement différents selon les pays et les groupes de pays. L'accroissement de la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale — elle est passée de 14 à 19 %⁽¹⁾ entre 1963 et 1977 — tient presque exclusivement aux succès remportés par une dizaine de pays récemment entrés dans la voie de l'industrialisation — «les nouveaux pays industriels» (NPI). Les pays les plus pauvres prennent, en termes relatifs, de plus en plus du retard.

L'industrialisation des NPI et ses incidences internationales ont été examinées dans une étude spéciale de l'OCDE⁽²⁾.

Les NPI forment un ensemble fort hétérogène quant à la situation géographique, au revenu par habitant et aux politiques en matière de développement. Ils se caractérisent cependant tous par une croissance rapide du niveau absolu et relatif de l'emploi dans l'industrie, par une augmentation de leur part dans les mar-

(1) Dans les documents de l'ONUDI cette proportion est chiffrée à 9 %. L'écart est dû essentiellement au fait que cette organisation exclut de la liste des «pays en développement» ceux qui sont situés en Europe et que les données de l'OCDE ne tiennent pas compte des pays de l'Est.

(2) «L'incidence des nouveaux pays industriels sur la production et les échanges des produits manufacturés», OCDE, Paris, 1979. Pour une analyse de cette étude, voir «Les échanges de l'OCDE avec les nouveaux pays industriels», l'Observateur de l'OCDE, juillet 1979.

ISATION DU TIERS-MONDE

le développement.

chés d'exportation et par un niveau de revenu réel par habitant qui approche celui de certains pays industriels avancés.

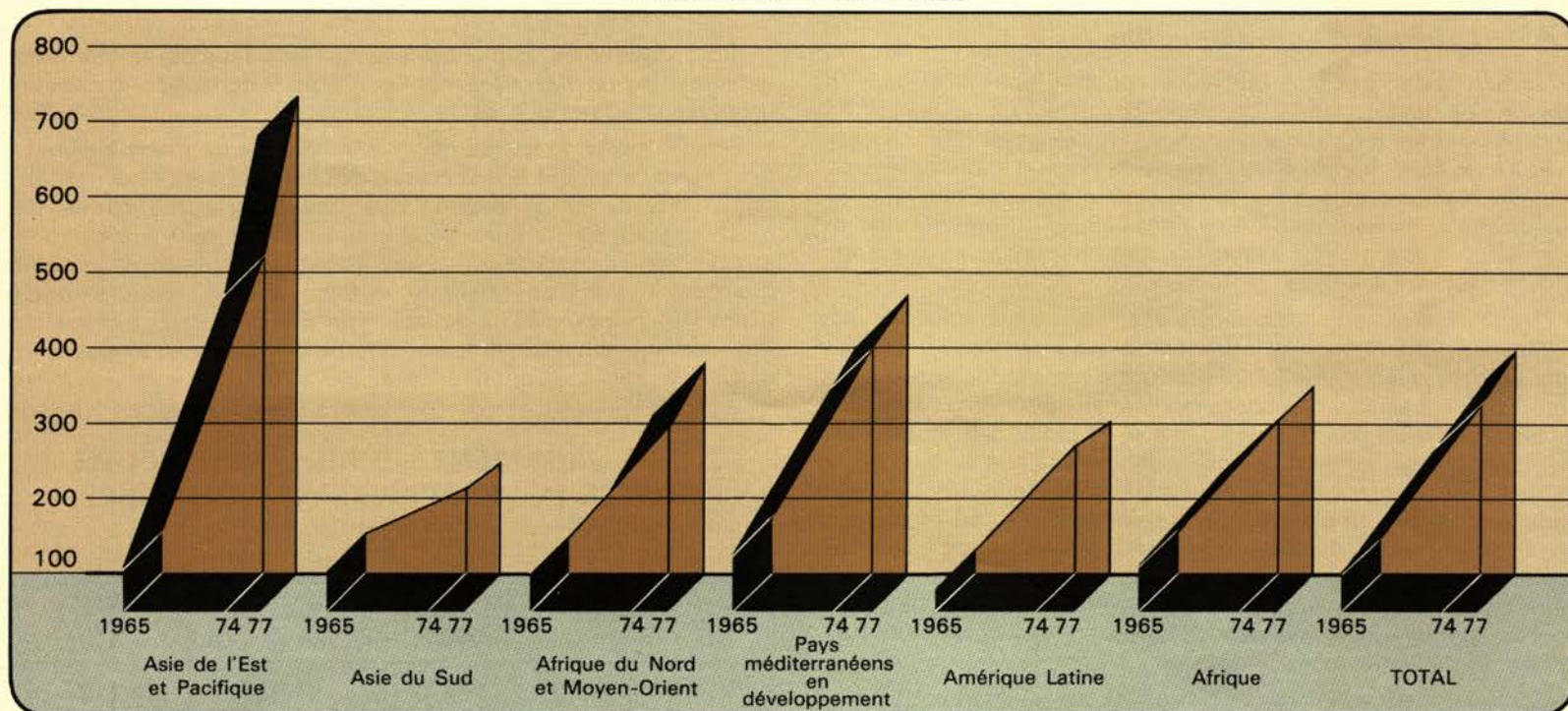
Les pays de l'OCDE ont laissé poindre quelque inquiétude devant les répercussions que pourraient avoir les exportations de produits manufacturés en provenance des NPI sur leur propre économie et sur la balance commerciale internationale. Certains secteurs des économies des pays de l'OCDE ont dû subir un ajustement particulièrement rapide, les exportations des NPI étant généralement concentrées sur un groupe restreint de produits. L'étude a cependant clairement démontré que les deux parties peuvent tirer bénéfice de cette situation, à condition de mener de part et d'autre des politiques appropriées.

L'expérience montre qu'un développement industriel équilibré et réussi est fondé sur des facteurs — essentiellement endogènes — qui consistent par exemple

- à accorder une attention suffisante au développement des ressources humaines en élaborant des programmes d'enseignement et de formation adéquats et en encourageant l'esprit d'entreprise
- à mettre en place une infrastructure matérielle et commerciale appropriée y compris des services bancaires et de crédit au niveau local
- à rechercher, lorsqu'il s'agit de choisir des industries et des technologies, des politiques correspondant à la situation particu-

A. AUGMENTATION ANNUELLE DE LA VALEUR AJOUTÉE DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER, 1961-1977

Prix constants — 1961 = 100



1. STRUCTURE ET CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE 1960-1976

%

	Croissance annuelle moyenne 1960-1976		Part de l'industrie dans le PIB	
	Industrie	Agri-culture	1960	1976
Pays en développement à faible revenu	6,0	2,1	17	24
Pays en développement à revenu moyen	7,6	3,1	32	37
Pays industrialisés	4,9	1,3	40	38

lière et aux ressources du pays intéressé et à donner la priorité à celles qui essaient de minimiser les coûts et favorisent la création d'emplois. La plupart des pays du tiers monde dont les efforts industriels ont été réussis ont mis en œuvre des stratégies tournées vers l'extérieur et axées sur les exportations, sans pour autant négliger la production destinée au marché intérieur et un développement agricole diversifié

- à offrir aux investissements nationaux et étrangers un environnement stable et, d'une manière plus générale, susceptible d'attirer les capitaux privés.

Soutien extérieur au développement industriel

La contribution apportée par les pays Membres de l'OCDE va de l'octroi d'une aide publique au développement (APD) en passant par des mesures facilitant les transferts de ressources aux conditions du marché jusqu'aux efforts visant à maintenir un système international ouvert, favorisant les investissements dans les pays en développement et accueillant à l'égard de leurs produits manufacturés.

La croissance relativement favorable que les pays en développement ont enregistrée ces dernières années aussi bien sur le plan industriel que de façon générale — dans une situation de grands remous mondiaux — s'explique en fait partiellement par le libre accès qu'ils ont eu aux marchés de l'OCDE et par le flux de capitaux internationaux, essentiellement des crédits à l'exportation, des investissements directs et des prêts du secteur bancaire privé.

Il est difficile de calculer l'ampleur du financement extérieur destiné au développement industriel du tiers monde car les données actuelles sur sa répartition sectorielle sont incomplètes. Cependant, d'après les informations disponibles figurant au tableau 2, le montant total du financement extérieur souscrit en 1978 en faveur de l'industrie de ces pays a été de l'ordre de 16 milliards de dollars, dont quelque 14 milliards pour les industries manufacturières.

La majeure partie de ces ressources est d'origine privée. Durant les cinq années 1974-1978, l'APD a certes doublé pour s'établir à 1,2 milliard de dollars en 1978, mais les apports de ressources aux conditions du marché ont presque quadruplé(3). En plus, ces chiffres sont inférieurs de beaucoup au montant réel du financement extérieur dont a bénéficié l'industrie. En effet, une proportion notable des fonds de développement est fournie sans affectation à un secteur déterminé, ou bien à des secteurs qui, tel le développement des infrastructures et des ressources humaines, apportent un concours essentiel mais indirect à l'industrie.

● Aide publique au développement

La contribution la plus précieuse apportée par l'APD dans le domaine du développement industriel consiste à étayer les efforts entrepris par les pays du tiers monde pour se doter d'une infrastructure économique de base servant de point d'appui efficace à l'industrialisation, et à aider la population active à acquérir les qualifications nécessaires. L'APD peut cependant prêter aussi un large et utile concours en assurant un soutien financier direct aux activités entreprises dans ce secteur.

L'APD directement affectée au développement industriel est acheminée essentiellement vers les pays en développement les plus pauvres qui ont une faible capacité d'assurer le service de la dette. L'APD assortie de conditions libérales peut être particulièrement précieuse pour financer les projets industriels intéressants des Etats qui rencontrent des obstacles particuliers pour se doter d'une assise industrielle. Elle peut aussi contribuer considérablement à créer des emplois, à étayer le développement agricole, à favoriser et à diversifier les exportations et à mettre en valeur les ressources naturelles. Les donateurs sont disposés à examiner si leurs programmes et leurs politiques sont suffisamment souples pour se prêter aux demandes d'aide de ce type présentées en faveur du développement industriel.

Conformément à l'importance attachée par la communauté des donateurs à la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain, l'APD est tenue pour particulièrement utile lorsqu'elle est concentrée sur de petites industries, car celles-ci peuvent avoir une forte incidence sur l'emploi et le développement rural.

Un autre domaine où l'APD joue un grand rôle est celui du soutien des *banques de développement industriel*. Ces établissements, qui sont souvent publics, font office d'intermédiaires en canalisant les ressources financières vers le secteur industriel, et conseillent «sur place» les investisseurs et les bailleurs de fonds. Ils étudient des possibilités d'activités à forte intensité de main-d'œuvre et des technologies appropriées et se révèlent ainsi particulièrement utiles pour les petites et moyennes entreprises.

Les donateurs prêtent leur concours à ce type de banques, soit directement par leurs programmes d'APD, soit par le truchement de leurs Sociétés publiques de financement du développement (SPFD), homologues, sur le plan bilatéral, de la Société financière

internationale de la Banque mondiale (SFI). Huit membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) ont fondé des SPFD; d'autres envisagent de le faire.

Les principales caractéristiques de l'APD allouée en 1978 *directement* au développement industriel sont les suivantes:

- Les engagements d'APD bilatérale (en dehors de l'assistance technique) souscrits par les pays membres du CAD pour financer les activités industrielles des pays en développement, ont presque atteint 1 milliard de dollars, destinés pour environ 90 % aux industries manufacturières. Les contributions les plus importantes ont été celles de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Japon, qui ensemble ont fourni 70 % du total.
- Près de 90 % du total de ces engagements bilatéraux ont été réservés à des pays à faible revenu (moins de 1 000 dollars par habitant).
- Les engagements d'APD multilatérale en faveur de l'industrie se sont élevés à 230 millions de dollars, une place privilégiée étant ménagée là encore aux industries manufacturières et aux pays à faible revenu.
- Les membres du CAD ont fourni quelque 200 millions de dollars d'assistance technique au secteur industriel pour financer des activités de formation, des bourses, des études de faisabilité et de pré-investissement, des activités de conseil, etc.

● Financement du développement industriel aux conditions du marché

Pour obtenir les capitaux nécessaires à leur développement industriel, les pays du tiers monde disposent de toute une gamme de moyens autres que l'aide.

Si les apports de ressources aux conditions du marché dépendent essentiellement des décisions des investisseurs et des entreprises privés, les gouvernements ont pris toutes sortes de mesures pour les stimuler, notamment en apportant une garantie aux crédits à l'exportation et aux investissements et en versant des contributions aux institutions financières multilatérales. La nécessité et la possibilité de continuer à encourager ce mode de financement constitueront une importante question à examiner lors de la troisième conférence de l'ONUDI.

2. ENGAGEMENTS D'AIDE EXTÉRIEURE POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL, 1978

Millions de dollars

	Secteur manufacturier	Industries extractives	Total
CAD bilatérale (1)	(12 227)	(1 435)	(13 662)
1. APD	980	96	1 076
2. Crédits à l'exportation (2)	(8 000)	(315)	(8 315)
3. Autres apports publics	247	24	271
4. Investissements directs	(3 000)	(1 000)	(4 000)
Aide multilatérale (3)	1 927	107	2 034
1. APD	179	52	231
2. Aide aux conditions du marché	1 748	55	1 803
TOTAL	(14 154)	(1 542)	(15 696)

(1) Y compris la CEE.

(2) Crédits publics et crédits privés garantis par le secteur public avec des échéances de plus de cinq ans.

(3) Banque mondiale (BIRD, IDA, SFI), Banque asiatique pour le développement et fonds spécial, Banque interaméricaine pour le développement et opérations spéciales, Banque africaine de développement et fonds.

(3) Le tableau 3 montre la composition des concours financiers internationaux destinés au développement industriel et leur répartition géographique.

3. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ENGAGEMENTS, INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE, 1978

Millions de dollars

Pays bénéficiaires	Total	CAD bilatérale		Multilatérale	
		APD	Aide aux conditions du marché (1)	APD	Aide aux conditions du marché
Pays les moins avancés	216	107	6	72	31
dont:					
Bangladesh	76	36	—	38	2
Tanzanie	87	39	1	20	27
Yémen	7	—	—	7	—
Guinée	13	13	—	—	—
Haute-Volta	5	—	—	4	1
Autres pays à faible revenu (moins de 400 \$ par habitant)	682	444	17	95	126
dont:					
Égypte	241	201	—	—	40
Indonésie	166	115	1	40	10
Pakistan	140	51	—	55	34
Inde	63	38	—	—	25
Vietnam	17	17	—	—	—
Pays à revenu moyen, tranche inférieure (\$400-1 000 par habitant)	2 024	106	1 320	12	586
dont:					
Corée	948	—	800	—	148
Maroc	265	—	200	—	65
Philippines	235	—	140	—	95
Tunisie	219	14	170	—	35
Bolivie	58	9	—	10	39
Swaziland	22	22	—	—	—
Jordanie	15	15	—	—	—
Pays à revenu moyen, tranche supérieure (\$1 000-2 000 par habitant)	3 024	52	1 970	—	1 002
dont:					
Brésil	1 231	12	890	—	329
Yougoslavie	470	—	370	—	100
Mexique	430	—	160	—	270
Argentine	319	—	160	—	159
Turquie	175	32	—	—	143
Pays à niveau relativement élevé (plus de \$2 000 par habitant)	55	52	—	—	3
dont:					
Israël	45	45	—	—	—
Nlle Calédonie	6	6	—	—	—
Membres de l'OPEP	3 870	—	3 870	—	—
dont:					
Algérie	3 400	—	3 400	—	—
Iran	310	—	310	—	—
Gabon	29	—	29	—	—

(1) Crédits à l'exportation et d'autres prêts publics qui sont géographiquement allouables. Exclut l'investissement direct.

La destination des apports aux conditions du marché est largement déterminée par la capacité des pays bénéficiaires d'assurer le service de la dette. Par conséquent, ce sont les pays en déve-



Les pays membres du CAD ont accordé en 1978 près d'un milliard de dollars au titre de l'APD bilatérale (aide technique exclue) à des projets industriels dans le tiers monde. Ci-dessus: teinture de textiles en Indonésie.

loppement à l'économie la plus vigoureuse qui ont reçu la majeure partie de ces concours.

C'est ainsi qu'en 1978, les nouveaux pays industriels ont représenté le tiers du total des investissements directs étrangers dans les pays en développement, 55 % du total des crédits consentis par le secteur bancaire privé et 70 % du total des émissions d'obligations internationales en faveur du tiers monde.

Les principaux apports de ressources financières aux conditions du marché en 1978 ont été les suivants :

- **Crédits à l'exportation.** Les engagements souscrits par les pays du CAD au titre de crédits publics à l'exportation et de crédits privés garantis par le secteur public pour des projets industriels se sont élevés à 8,3 milliards de dollars.

- **Prêts à long terme** consentis aux taux du marché par les institutions multilatérales de financement du développement. Les engagements contractés par ces organismes en faveur du secteur industriel ont atteint quelque 1,8 milliard de dollars, assurés pour les deux tiers par le groupe de la Banque mondiale.

- **Investissements directs.** Une des principales sources de financement du développement industriel, les investissements directs, a fourni au total 4 milliards de dollars. Ces apports bénéficient de garanties gouvernementales, d'avantages fiscaux et de différentes autres mesures d'incitation visant à stimuler les investissements(4).

- **Prêts directs du secteur public** au taux du marché et des transactions effectuées par les Sociétés publiques du financement du développement par l'intermédiaire desquelles les gouvernements ont contribué au financement de l'industrie (270 millions de dollars).

- **Émissions d'obligations** en vue d'opérations de financement industriel ; elles constituent encore une source de capitaux relativement faible.

(4) Investir dans le tiers monde, OCDE, Paris 1978.



*Un des rôles les plus importants de l'APD dans le développement industriel : le soutien à l'infrastructure de base.
Ci-dessus : construction d'une route au Niger.*

● **Prêts du secteur bancaire privé.** Ils prennent une place de plus en plus importante dans le financement du développement industriel.

Autres formes de coopération internationale en faveur de l'industrie

Ce tour d'horizon a permis de constater que les pays du tiers monde ont en fait été assez heureux dans leurs efforts pour développer leur potentiel industriel et qu'ils ont bénéficié à cet égard d'une importante aide financière internationale. Dans la plupart des cas ce ne sont pas les fonds, mais d'autres facteurs — faiblesse des infrastructures, insuffisance des compétences dans l'industrie et la gestion, dimension du marché, etc. — qui constituent la principale entrave à l'accélération du développement industriel.

Il reste que l'argent seul ne fait pas tout. Les pays en développement doivent avoir accès aux technologies industrielles modernes et pouvoir agir dans un environnement économique international où leurs efforts se voient soutenus plutôt que contrariés.

Une assistance technique efficace a un rôle à jouer, qu'il s'agisse de programmes de formation générale aux activités industrielles de création d'institutions ou d'apports de compétences et de technologies hautement spécialisées et complexes. Il n'en reste pas moins que c'est bien évidemment l'industrie qui constitue à cet égard la source essentielle. De grands progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'un Code de conduite sur le transfert de technologies; celui-ci devrait contribuer à ménager les conditions propices à une fructueuse coopération internationale et à la définition des obligations mutuelles des divers partenaires du

secteur public et du secteur privé dans ce domaine important.

Les gouvernements Membres de l'OCDE ont nettement indiqué qu'ils étaient foncièrement attachés à un système de libre concurrence à l'échelle de la planète et qu'ils étaient prêts à s'adapter à l'évolution de la production et des échanges mondiaux. Dans le cadre de l'Organisation, un nouveau programme spécial d'une durée de deux ans et portant sur les politiques d'ajustement positives, a été lancé pour faciliter les changements structurels mutuellement avantageux à apporter à la production et au commerce.

Beaucoup de pays en développement demandent que les gouvernements jouent dans la planification et le contrôle des investissements et de la production industriels un rôle plus direct et plus positif que ce n'est le cas dans la plupart des pays de l'OCDE. Ils font du changement structurel et de l'ajustement un thème essentiel du dialogue et des négociations Nord-Sud et proposent d'élargir dans ce domaine la portée de la surveillance et des négociations internationales.

Il est généralement admis que l'analyse, au niveau national et international, des formes que revêtiront les mutations structurelles dans l'industrie peut contribuer à rendre les décisions d'investissement plus rationnelles et à réduire les obstacles psychologiques à l'ajustement. Il ne serait cependant pas souhaitable — ni même possible — de remplacer le rôle que le marché est appelé à jouer en économie mixte, dans l'affectation des ressources au niveau micro-économique, par un système complexe de réglementations administratives, ni d'orienter les ressources en fonction d'une certaine conception préétablie de ce que devrait être la structure de l'industrie dans l'avenir. Dans la suite de ses travaux sur les aspects commerciaux des politiques d'ajustement, l'OCDE accordera l'attention qui se doit aux intérêts des pays en développement.

Les points essentiels des PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

L'éditorial des Perspectives économiques pour 1980 (voir ci-après) souligne que l'évolution économique dans les pays de l'OCDE pourrait être différente de celle envisagée, si les prix du pétrole sur le marché mondial augmentaient plus que prévu. Et, en fait, depuis la mise au point définitive des Perspectives économiques, de nouveaux relèvements des prix du pétrole sont intervenus; si l'on se réfère aux informations disponibles à la date du 13 janvier 1980, il semble bien qu'en 1980 ces prix

augmenteront d'environ 20 % de plus qu'on ne l'avait supposé (1), ce qui fera encore diminuer le taux de croissance du PNB et augmenter le taux d'inflation et le déficit de la balance des paiements courants.

Pour donner une idée de l'ampleur de ces effets, le Secrétariat a établi une série de facteurs d'ajustement approximatifs, qui sont présentés dans le tableau figurant également ci-dessous. Il en ressort que l'incidence purement mécanique de la répercussion de cette hausse plus forte des prix

pétroliers sur toute l'économie des pays de l'OCDE, réduirait la croissance du PNB de l'ensemble de la zone en 1980 à un taux à peu près nul, alors qu'elle est estimée à 1 % dans les Perspectives économiques. Le chômage serait en conséquence un peu plus élevé et toucherait, à la fin de l'année, 20 millions de personnes, soit approximativement 6¼ % de la population active. La hausse des prix, ajustée sur la même base et compte tenu d'un certain rattrapage des salaires, serait probablement d'un peu plus de 10 %, au lieu de 9¼ % comme on le suppose dans les Perspectives économiques. Le déficit de la balance des opérations courantes de la zone OCDE pourrait augmenter d'environ 30 milliards de dollars, pour atteindre à peu près 65 milliards. Encore faut-il souligner que ces ajustements ne tiennent compte ni des effets secondaires sur la confiance des entreprises et des ménages, ni des répercussions possibles sur les marchés internationaux des produits de base. Il n'est pas non plus exclu que, indépendamment des relèvements du prix du pétrole, de nouvelles informations conduisent à une modification des prévisions relatives à certains pays.

13 janvier 1980.

**SIMULATIONS DES INCIDENCES SUR LA ZONE OCDE
D'UNE HAUSSE DE 10 % DU PRIX DU PÉTROLE
EN PROVENANCE DES PAYS DE L'OPEP,
prenant effet le 1^{er} janvier 1980 (a)**

	1 ^{er} cas Pas de hausse connexe des prix de l'énergie : pas de réaction des salaires	2 ^e cas Hausse connexe des prix de l'énergie : pas de réaction des salaires	3 ^e cas Hausse connexe des prix de l'énergie : réaction des salaires
	1980	1980	1980
Volumes			
Demande intérieure totale	-0,7	-0,7	-0,7
Exportations, biens et services	-0,5	-0,4	-0,4
Importations, biens et services	-1,1	-0,9	-0,9
PNB	-0,6	-0,6	-0,6
Revenu réel	-1,0	-1,0	-1,0
Indices implicites de prix			
Demande intérieure totale	0,3	0,5	0,6
Exportations, biens et services	0,1	0,5	0,6
Importations, biens et services	2,1	2,4	2,5
PNB	0	0,1	0,2
Valeurs, en milliards de dollars			
Exportations, biens et services	-7	3	4
Importations, biens et services	12	19	20
Balance commerciale	-19	-16	-16

(a) En fait, la hausse était de 20 % le 13 janvier 1980 (voir la note introductive). Tous les chiffres, sauf ceux des trois dernières lignes, expriment des variations de taux de croissance. Les trois dernières lignes présentent les variations des échanges commerciaux de la zone OCDE avec le reste du monde. Ces simulations ont été réalisées à l'aide du modèle INTERLINK, dont les caractéristiques sont exposées dans «Modèle des liaisons internationales établi par l'OCDE», Études spéciales de l'OCDE, janvier 1979. Les trois cas considérés sont expliqués en détail dans les Perspectives économiques, OCDE, juillet 1979, pages 68-70.

(1) L'hypothèse retenue dans les Perspectives économiques était que les prix à l'importation du pétrole resteraient à leur niveau du début de novembre jusqu'à la fin de l'année 1979 et qu'ils augmenteraient ensuite au même rythme que les prix à l'exportation des produits manufacturés de l'OCDE (soit d'environ 10 %) sur l'ensemble de l'année 1980. Dans cette hypothèse, les prix du pétrole augmenteraient d'approximativement 30 % en 1980 par rapport à 1979. Étant donné les récents relèvements du prix du pétrole, il semble bien maintenant que cette hausse ne sera pas loin de 50 %.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE AU DÉBUT DES ANNÉES 80

Les perspectives plus favorables qui s'ouvraient il y a un an à l'économie mondiale ont été assombries par les événements survenus sur le marché international du pétrole et par l'aggravation de l'inflation dans certains pays de l'OCDE. Le retour à la stabilité des prix et à un niveau élevé d'emploi se trouve ainsi retardé. Le moment où des progrès en ce sens pourront reprendre dépend pour une part de l'évolution de la situation à l'intérieur des pays de l'OCDE, mais aussi des développements du marché pétrolier mondial et de la réponse des politiques économiques des pays de l'OCDE à ces développements.

Les décisions prises par l'OPEP à la conférence de Genève, en juin dernier, ont porté la hausse totale du prix du pétrole brut depuis la fin de l'an dernier à près de 60 %. Plus récemment, après une période de fermeté persistante des prix sur le marché libre, un certain nombre de pays de l'OPEP ont annoncé de nouveaux relèvements, augmentant encore de 6 % le prix brut de l'OPEP (fin novembre). Les cours de l'or et d'autres métaux ont accusé de fortes hausses et quelques remous d'ampleur limitée ont perturbé les marchés des changes. La confiance des entreprises et des ménages s'est apparemment affaiblie dans plusieurs pays, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, mais elle semble rester satisfaisante en Allemagne et au Japon. Devant la persistance de fortes pressions inflationnistes, la politique monétaire a été durcie dans un certain nombre de pays : les taux d'intérêt nominaux ont augmenté et, dans bien des cas, les taux réels ont légèrement monté. Dans certains pays, la politique budgétaire a aussi pris un tour plus restrictif.

Les perspectives d'évolution à court terme, jusqu'à la fin de 1980, sont nécessairement commandées par les événements de l'année écoulée et par les mesures que les gouvernements ont dû adopter :

- pour l'ensemble de la zone OCDE, l'inflation de source intérieure (mesurée par les indices de prix implicites du PNB) risque de rester aux alentours du taux de 9 % qu'elle a atteint récemment et toute décélération prévisible serait due en grande partie à une contraction des profits. L'inflation globale (mesurée par les indices de prix implicites de la consommation privée), dont le taux actuel est de 10 %, pourrait marquer un ralentissement progressif si les prix du pétrole demeuraient relativement stables (tableau 1);

- malgré la vigueur surprenante dont elle a témoigné au troisième trimestre, l'économie des États-Unis semble s'être engagée dans une phase de récession qui pourrait durer plusieurs trimestres. Le PNB pourrait enregistrer une diminution d'environ 2 ½ à 3 % au premier semestre de 1980 mais il se stabiliserait au second semestre;

- au Japon, le PNB pourrait croître peut-être de 4 ½ % et son expansion se ralentirait progressivement en restant cependant d'environ 3 ½ à 4 % au second semestre de l'année. En France, en Allemagne et en Italie, la

croissance pourrait se ralentir pour s'établir aux alentours de 1 ½ %. Quant au Royaume-Uni, on prévoit un fléchissement de 2 points du taux de croissance du PIB. Dans les petits pays Membres pris collective-

ment, la croissance se ralentirait pour avoisiner un taux de 2 ½ % environ;

- dans ces conditions, le PNB de la zone OCDE dans son ensemble ne progressera peut-être que d'un peu plus de 1 %, au lieu de 3 % en 1979 (tableau 2). L'expansion de la demande pourrait être particulièrement faible au premier semestre et amorcer une modeste reprise dans le courant de l'année. Le taux de chômage atteindra sans doute un peu plus de 6 % à la fin de l'année, niveau supérieur de près de 1 point à celui de la fin de 1979 (tableau 3);

- la balance des paiements courants de la zone OCDE, après s'être fortement détériorée au second semestre de 1979 et s'être soldée par un déficit de plus de 45 milliards de dollars, devrait s'améliorer sous l'effet du ralentissement de la croissance et de l'augmentation des exportations vers les pays de l'OPEP. Dans la seconde moitié de l'année, le déficit pourrait être ramené à l'équivalent de 20 à 25 milliards de dollars en année pleine. Dans ce cadre d'ensemble, les situations individuelles des pays de l'OCDE présenteront peut-être des disparités beaucoup moins grandes qu'après la hausse du pétrole de 1973, en raison des différences dans les positions conjoncturelles des trois plus grands pays et des effets des variations passées des taux de change. La balance des paiements des pays en développement non producteurs de pétrole se dégradera sans doute sensiblement (tableau 4).

Risques affectant les prévisions

Les perspectives résumées ci-dessus, quoique peu réjouissantes, ne présentent pas de problèmes insurmontables. Il y a de sérieux risques, toutefois, que la situation s'avère en fait plus mauvaise que prévu. L'hypothèse selon laquelle le prix réel du pétrole de l'OPEP resterait inchangé, et les approvisionnements en pétrole en provenance de l'OPEP seraient suffisants, pourrait ne pas se confirmer. Et même si elle se vérifiait, l'inflation pourrait s'accélérer plus qu'on le prévoit à l'heure actuelle. Dans l'un et l'autre cas, l'évolution de la demande et de l'emploi dans la zone OCDE au cours de l'année serait plus défavorable.

Pétrole

Une faible croissance de la demande et une légère augmentation de la production énergétique de la zone OCDE devraient

1. TAUX D'INFLATION (1)

1978-1980

Variation en % par rapport
à l'année précédente

Hausse du prix du pétrole = 1 ⅓ %
du PNB de la zone OCDE (2)

	1978	1979	1980
États-Unis	6,8	9	9½
Japon	4,5	3¼	7¼
Allemagne	2,6	4½	5
France	9,3	10¼	11½
Royaume-Uni	8,3	12¼	15½
Italie	12,1	14¾	16½
Canada	7,3	8½	8½
Total sept principaux pays	6,4	8	9¼
Autriche	5,0	4¼	4½
Belgique	4,5	4¼	6¼
Danemark	10,1	9¼	12
Espagne	19,7	15½	14¼
Finlande	7,8	7½	10
Grèce	12,0	18¼	17½
Irlande	7,6	13	13½
Islande	44,5	44	42
Norvège	8,1	4¾	6¼
Pays-Bas	4,1	4¼	5¼
Portugal	22,6	25	26
Suède	10,6	7¼	9
Suisse	1,0	3½	3½
Australie	8,6	8½	8½
Nouvelle-Zélande	11,9	13½	14¼
Total autres pays de l'OCDE	9,0	8½	9¼
Total OCDE	6,8	8	9¼
Total OCDE moins les États-Unis	6,8	7½	9¼

(1) Indices des prix implicites à la consommation privée ou indices des prix à la consommation.
(2) En 1973-75, la hausse a atteint 2 % du PNB de la zone OCDE.

2. CROISSANCE DU VOLUME DU PNB OU DU PIB DANS LA ZONE OCDE

Pourcentages de variation, taux annuels désaisonnalisés

A. SEPT PRINCIPAUX PAYS

	Poids dans le total OCDE ¹	Moyenne 1966-67 à 1976-77	Par rapport à l'année précédente			Par rapport au semestre précédent				
			1978	1979	1980	1978	1979		1980	
						II	I	II	I	II
États-Unis ²	35,8	2,8	4,4	2	-1¼	5,2	1,3	¼	-2¾	¼
Japon ²	16,7	7,8	5,6	6	4¾	4,3	6,8	6¼	4½	3¾
Allemagne ²	10,9	3,6	3,5	4¼	2¼	5,0	3,9	4	1¾	1½
France ³	8,0	4,6	3,3	3	2	2,8	3,0	3	1¾	1½
Royaume-Uni ³	5,3	2,1	3,3	½	-2	3,5	0,3	-2¼	-2¼	-½
Italie ³	4,1	3,9	2,6	4	2	4,6	4,2	3¼	1¾	1¼
Canada ²	3,5	4,7	3,4	2¾	1½	3,9	3,2	½	2	2
Total pays ci-dessus	84,3	4,2	4,2	3¼	1	4,6	3,1	2¼	0	1¼
Total OCDE	100,0	4,2	3,9	3¼	1	4,3	3,1	2¼	½	1½
Pour mémoire :										
Sept principaux pays moins les États-Unis	48,5	5,2	4,1	4	2½	4,2	4,4	3½	2¼	2
Total OCDE moins les États-Unis	64,2	5,0	3,6	3¾	2½	3,8	4,1	3½	2	2
Quatre principaux pays européens	28,3	3,6	3,3	3	1¼	4,1	3,0	2½	1	1¼
CEE	33,3	3,7	3,1	3	1½					
OCDE Europe	41,8	3,8	3,0	3	1½					

B. AUTRES PAYS

	Poids dans le total OCDE ¹	Moyenne 1966-67 à 1976-77	Par rapport à l'année précédente		
			1978	1979	1980
Autriche ³	1,0	4,6	1,5	5¼	2
Belgique ²	1,6	4,5	2,5	3	2½
Danemark ³	1,0	3,6	1,0	2½	¾
Finlande ³	0,6	4,4	1,4	7¼	4½
Grèce ³	0,5	6,0	6,3	3½	1
Islande ²	0	3,8	4,2	2½	2
Irlande ³	0,2	4,3	6,1	3¼	3
Pays-Bas ³	2,2	4,4	2,4	3¼	1¾
Norvège ³	0,7	4,6	3,5	2¾	4¼
Portugal ³	0,3	5,5	3,2	3	2¼
Espagne ³	2,4	5,2	3,1	1½	1
Suède ³	1,5	3,4	2,8	4	3
Suisse ²	1,5	2,1	0,2	¼	2
Total pays européens ci-dessus	13,5	4,1	2,4	3	2
Australie ³	1,9	4,6	2,7	4¾	2¾
Nouvelle-Zélande ³	0,3	2,9	-1,8	¼	1
Total autres pays	15,7	4,2	2,3	3	2

L'augmentation de la production de l'Arabie Saoudite et d'autres pays producteurs a rapidement comblé la plus grande partie du déficit de la production, mais les achats précipités effectués dans tous les pays Membres pour constituer des stocks ont probablement entraîné un accroissement supplémentaire de la demande de pétrole de la zone OCDE à l'OPEP de ½ mbj, soit environ 1 ½ %, et la hausse des prix du pétrole a atteint 60 % en l'espace de six mois. Ce genre de phénomène pourrait se reproduire, mais ce ne sera pas forcément le cas. Etant donné la part considérable du pétrole dans les dépenses finales totales et la faible proportion de l'accroissement de leurs recettes que les pays de l'OPEP dépenseraient en 1980 dans la zone OCDE, chaque hausse de 10 % du prix du pétrole importé augmenterait jusqu'à ½ point le taux d'inflation, ou même davantage si les salaires progressent parallèlement au prix du pétrole, et réduirait le taux de croissance du PNB de la zone OCDE d'environ ½ point de pourcentage (voir page 29).

Inflation

On a tenté dans les prévisions de tenir complètement compte des effets des hausses attendues des prix du pétrole et d'autres produits de base. Les prévisions de l'évolution des taux de salaires ont été établies en fonction des données disponibles sur l'influence des variations de prix passées, la rentabilité des entreprises, le taux d'inflation attendu et les conditions du marché du travail. Il n'est pas impossible toutefois que la hausse des

(1) Pondération (par le PNB/PIB) et taux de change de 1978. (2) PNB. (3) PIB.

réduire en 1980 la demande de pétrole de l'OPEP émanant de la zone OCDE et, toutes choses égales par ailleurs, entraîner, sur le marché pétrolier, une situation beaucoup plus calme que celle de 1979. Mais une réduction, si modeste soit-elle, de l'offre pour-

rait modifier très sensiblement ces perspectives. En 1979, il a suffi d'une diminution relativement faible de l'offre, de l'ordre de 2 millions de barils par jour (mbj) pendant quelques semaines seulement, pour déclencher une hausse brutale des prix du pétrole.

3. TAUX DE CHÔMAGE CORRIGÉS DANS CERTAINS PAYS DE L'OCDE¹

En pourcentage de la population active totale, taux désaisonnalisés

	Moyenne		1977	1978	1978				1979		
	1964-1973	1974-1978			T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
États-Unis	4,4	6,8	6,9	5,9	6,1	5,9	5,9	5,7	5,6	5,6	5,7
Japon ²	1,2	1,9	2,0	2,2	2,1	2,2	2,3	2,3	2,0	2,1	2,2
Allemagne	(0,7)	(3,2)	(3,6)	(3,5)	(3,6)	(3,6)	(3,5)	(3,4)	(3,3)	(3,1)	(3,0)
France ³	(2,2)	4,3	4,9	5,2	(4,7)	(5,0)	(5,4)	(5,4)	(5,6)	(6,0)	(6,1)
Royaume-Uni ²	(3,1)	(4,9)	(6,1)	(6,1)	(6,3)	(6,2)	(6,1)	(5,9)	(6,0)	(5,8)	5,6
Italie ³	5,5	6,4	7,1	7,2	7,2	7,1	7,2	7,2	7,6	7,6	8,0
Canada	4,9	7,1	8,0	8,3	8,3	8,4	8,3	8,1	7,9	7,6	7,1
Australie	1,8	4,8	5,6	6,4	6,7	6,3	6,3	6,1	6,3	6,3	6,2
Finlande	2,3	4,2	6,0	7,4	7,6	7,2	7,3	7,5	6,9	5,9	5,7
Norvège	(1,8)	1,8	1,5	1,8	1,9	1,4	2,1	2,0	2,3	2,0	1,9
Espagne	1,8	4,9	5,5	7,3	6,9	7,0	7,5	8,0	8,5	8,4	9,1
Suède	2,0	1,8	1,8	2,2	2,1	2,3	2,5	2,0	2,1	2,3	2,1
Total ⁴	(3,0)	(4,9)	(5,3)	(5,2)	(5,2)	(5,1)	(5,2)	(5,1)	(5,1)	(5,1)	(5,1)

(1) Les taux entre parenthèses ont été corrigés par l'OCDE de manière à être alignés sur les définitions internationales. En raison de modifications importantes intervenues récemment pour certains pays, la méthode décrite dans les Perspectives économiques, n° 19, juillet 1976, sera révisée prochainement. Pour plusieurs pays, les méthodes de correction et les hypothèses sont semblables à celles que le ministère du Travail des États-Unis a récemment introduites; de légères différences avec les taux calculés selon les définitions américaines seraient dues essentiellement au fait que ces dernières se rapportent à la population active civile.

(2) Les données ayant été révisées récemment, elles peuvent être différentes de celles des Perspectives économiques, n° 25, juillet 1979.

(3) En raison de modifications importantes dans l'enquête sur la population active italienne depuis 1977, le chômage a sensiblement augmenté. Le ministère du Travail des États-Unis exclut du nombre de chômeurs les personnes n'ayant pas activement cherché du travail au cours des quatre derniers mois (environ 50 % selon les définitions américaines).

(4) Environ 90 % du total OCDE.

4. BALANCES COURANTES DES PAYS DE L'OCDE

Milliards de dollars, taux annuels désaisonnalisés

	1977	1978	1979	1980	1978		1979		1980	
					I	II	I	II	I	II
États-Unis	-14,1	-13,9	-2½	3½	-20,7	-7,1	-1,1	-4	1½	5½
Japon	10,9	16,5	-7½	-8½	20,0	13,1	-0,9	-14½	-10½	-7
Allemagne	4,2	8,8	-1	-5	7,3	10,2	0,5	-2½	-6½	-3½
France	-3,3	3,9	1½	-1½	3,4	4,5	3,5	-¾	-2	-1
Royaume-Uni	0,5	2,0	-5½	½	0,5	3,5	-7,6	-3½	-1	2
Italie	2,5	6,4	6½	5½	6,9	5,8	7,8	4½	4½	6½
Canada	-4,0	-4,6	-6	-7½	-3,9	-5,4	-6,0	-6	-7½	-7½
Sept principaux pays	-3,3	19,0	-14½	-13	13,4	24,7	-3,6	-26	-21	-5½
Autres pays de l'OCDE	-21,7	-9,8	-15½	-18½	-10,6	-9,1	-10,3	-20½	-19	-18
Total OCDE	-24,8	9,1	-30	-31½	2,9	15,5	-14,0	-46½	-40	-23
Pour mémoire:										
OPEP	29	7	65	75½	7	7	44	86	82	69
Autres pays en développement	-24	-36	-47	-60	-31	-41	-43	-51	-57	-63

salaires soit plus forte qu'on ne l'envisage actuellement. Une hausse plus rapide des salaires pourrait avoir pour effet immédiat, pendant quelques mois tout au moins, d'accélérer la croissance réelle, car la progression des revenus dépasserait dans un premier temps l'accélération induite de la hausse des prix. Cependant, l'expérience des années 1973 à 1975 montre qu'une vague de hausse des salaires — en particulier si elle fait suite à une majoration des prix du pétrole de l'OPEP, qui exerce des effets à la fois inflationnistes et déflationnistes — peut avoir à plus long terme des conséquences durables sur le niveau de l'activité réelle, parce que les entreprises sont moins désireuses et moins capables d'investir au fur et à mesure que la part des profits diminue.

Les impératifs immédiats de la politique économique

Les gouvernements n'ont pas d'autre option que de donner la priorité absolue à la lutte contre l'inflation. On doit de nouveau insister ici sur ce qui a été dit dans le numéro de juillet des *Perspectives économiques*, à savoir qu'il ne faut pas laisser la hausse des prix du pétrole devenir partie intégrante de la formation des salaires et des prix intérieurs. Lorsque l'équilibre de l'offre et de la demande

sur les marchés des produits de base et, en particulier, sur le marché pétrolier, penche nettement en faveur des pays exportateurs de produits de base, il en résulte une perte de revenu réel pour les pays de l'OCDE — sauf les quelques pays Membres dont la balance des échanges de produits de base est équilibrée ou excédentaire — et il faut accepter cette situation jusqu'à ce que soit rétabli l'équilibre de l'offre et de la demande. Les efforts pour compenser les pertes de revenu réel causées par la dégradation des termes de l'échange ne pourront pas donner de résultat durable tant que l'offre de produits de base n'aura pas augmenté par rapport à la demande dont ils sont l'objet. Si l'on tente d'éluder cette nécessité par de fortes augmentations des revenus nominaux, on ne fera qu'accentuer l'inflation sans redresser le revenu national réel.

L'ampleur précise des hausses de salaires tolérables diffère d'un pays à l'autre selon l'état de la balance des paiements courants et selon la répartition du revenu entre salaires, bénéfices et secteur public. Même dans les pays où la production de produits de base, pétrole compris, est importante, il faut accepter l'effet de redistribution interne d'une variation du prix relatif des produits de base, ou bien prendre des mesures pour le modifier si l'on en juge les conséquences inoppor-

tunes. Ce qui importe c'est que, dans chaque pays, on apprécie quels sont les éléments de la perte de revenu réel qu'il n'est pas possible de compenser. Beaucoup de petits pays de l'OCDE enregistrent régulièrement d'amples variations de leurs termes de l'échange. Certains d'entre eux ont assez bien réussi à faire face équitablement à leur incidence sur la répartition du revenu et à accepter les pertes, ou les gains selon les années, enregistrés qui peuvent et doivent être dûment répercutés dans les revenus réels. Le problème se pose maintenant à tous les pays de l'OCDE, y compris les plus grands qui, jusqu'en 1973, restaient dans l'ensemble à l'abri d'importantes variations des termes de l'échange.

Ne pas accepter le niveau de revenu réel que les économies de l'OCDE peuvent assumer fera augmenter le taux d'inflation et non le revenu réel. Et s'il n'est pas possible de contenir l'inflation en faisant prendre conscience des réalités économiques aux divers groupes de la collectivité, les gouvernements n'auront d'autre choix que de recourir largement à des mesures de restriction de la demande globale. Une pareille politique coûte cher en termes de PNB perdu, mais les gouvernements ont clairement précisé que, s'il n'est pas possible de parvenir à un consensus par d'autres voies, il leur faudra recourir à des mesures rigoureuses de restriction de la demande. La conjoncture économique actuelle ne semble guère autoriser une «croissance avec inflation». On admet de plus en plus que les pays doivent réduire l'inflation s'ils veulent améliorer leurs chances de revenir à des taux de croissance et à un niveau d'emploi satisfaisants.

L'évolution de l'inflation, du chômage et de la croissance sera largement commandée par les développements du marché pétrolier. A l'heure actuelle, la zone OCDE est extrêmement vulnérable à des perturbations, même de faible ampleur, des approvisionnements en pétrole, non pas tant à cause de leurs effets matériels probables sur la production, mais à cause des effets déflationnistes d'un accroissement des excédents de l'OPEP, des effets inflationnistes de la hausse des prix du pétrole et de leur propagation à travers l'économie mondiale.

Il faut admettre que l'offre de pétrole de l'OPEP peut être extrêmement inélastique, du moins à court terme, même si les prix sont sensiblement majorés. Si l'on pouvait trouver un moyen approprié d'éliminer pour une large part les conséquences macroéconomiques défavorables de difficultés temporaires d'approvisionnement, les perspectives pour 1980 et 1981 seraient sans doute un peu plus fiables. Les principaux instruments dont disposent actuellement les gouvernements des pays de l'OCDE sont des mesures qui réduisent la demande de pétrole et les importations pétrolières. Il faut au minimum que, dans le contexte des accords internationaux auxquels ils ont souscrit, les différents pays remplissent leurs obligations quant à la limitation des importations de pétrole en 1980, et soient prêts à agir en coopération, rapidement et rigoureusement, afin

d'atténuer les conséquences de toute nouvelle réduction temporaire des approvisionnements. C'est en grande partie parce qu'il n'y a pas eu d'action de ce genre que les prix ont si fortement augmenté en 1979. Des arrangements visant à garantir qu'une réduction temporaire modérée de l'offre ne provoque pas à nouveau l'enchaînement des effets habituels de déflation de la demande et d'inflation des prix, enrichiraient d'un instrument important l'arsenal des moyens d'action à court terme dont disposent les gouvernements des pays de l'OCDE.

Orientations pour l'action future

L'inflation et la situation énergétique posent des problèmes d'une telle acuité que les gouvernements sont obligés de concentrer l'essentiel de leur attention sur les difficultés immédiates, en se servant des instruments qu'ils ont à leur disposition. Mais il leur faut aussi concevoir pour les années à venir une politique équilibrée visant à lever les contraintes qui pèsent sur la croissance et à élargir leur marge de manœuvre. Sans doute, est-ce rappeler des banalités que de répéter qu'il importe avant tout que la politique soit formulée dans une perspective à plus long terme; que les gouvernements élargissent le champ de leurs instruments d'action; enfin que la coopération internationale soit plus étroite. Mais la situation présente, et la façon dont les gouvernements ont été contraints d'y faire face, soulignent l'importance de ces impératifs. Si la deuxième crise pétrolière a porté un coup si sérieux aux pays de l'OCDE en 1979, par exemple, c'est à cause de l'insuffisance des politiques énergétiques à moyen terme mises en place au cours des cinq années précédentes. Que les gouvernements aient dû réagir à des chocs venant du côté de l'offre en recourant quasi exclusivement à des restrictions de la demande globale montre bien l'insuffisance des instruments à leur disposition. Et les récentes hausses internationales des taux d'intérêt et des prix du pétrole sur le marché libre auraient pu être modérées — ou, du moins, intervenir dans des conditions plus propres à maintenir la confiance des entreprises — si la coopération internationale avait été plus active.

Les gouvernements devront recourir à un large éventail de mesures diverses pour réduire l'inflation d'origine intérieure et importée, et pour assurer une croissance adéquate de l'investissement et du PNB. De toute évidence, en période d'excès de la demande d'énergie, d'autres produits de base ou de main-d'œuvre, il n'y a guère d'autre possibilité à court terme que de freiner la demande, encore que l'efficacité de ce freinage pour rétablir à lui seul une stabilité suffisante des prix, varie sans doute beaucoup d'un pays à l'autre. Outre que le recours exclusif au freinage de la demande pour réduire l'inflation peut coûter très cher, des restrictions durables risquent d'exercer des effets défavorables sur les perspectives de croissance non inflationniste à moyen terme

si elles affaiblissent l'investissement et, par conséquent, la productivité future. En poussant l'argument plus loin, il importe de noter qu'une progression ralentie de la demande globale peut — comme cela a été le cas dans la période qui a suivi 1973 — compromettre les possibilités de croissance à moyen terme en masquant la nécessité apparente d'économiser l'énergie ou de développer d'autres sources d'approvisionnement, et rendre ainsi l'économie des pays de l'OCDE particulièrement vulnérable à des réductions ultérieures relativement faibles des importations pétrolières.

Ainsi donc, s'il importe qu'ils maîtrisent fermement l'expansion de la demande globale, les gouvernements doivent cependant veiller avec la plus grande vigilance à éviter le piège d'une croissance ralentie. Des efforts répétés pour obtenir plus de modération dans la détermination des salaires et des prix en améliorant le consensus social et en faisant mieux percevoir à l'opinion l'ampleur possible de l'augmentation des revenus réels, ne seront peut-être pas immédiatement couronnés de succès, mais peuvent à la longue aboutir à des résultats suffisants pour justifier la persévérance. Par ailleurs, diverses mesures agissant sur l'économie par le biais de l'offre seront sans doute nécessaires pour renforcer les effets stabilisateurs d'une régulation rigoureuse de la demande et des efforts pour influencer plus directement sur la détermination des revenus.

Demande globale

Aux États-Unis, où l'inflation se poursuit à un rythme rapide, la productivité croît lentement et le chômage est relativement faible, une politique très stricte de régulation de la demande semble manifestement s'imposer. Il est fort possible qu'une pareille politique fasse entrer l'économie dans une récession, qui durerait au moins quelques trimestres, après une phase d'expansion prolongée, mais elle pourrait sensiblement atténuer les anticipations inflationnistes. Pour les autres pays, un impératif majeur est d'éviter toute répercussion importante de la hausse des prix du pétrole dans les revenus nominaux et beaucoup d'entre eux devront s'efforcer de contenir l'inflation d'origine intérieure. Cependant, dans les pays qui ont déjà réussi dans une mesure appréciable à freiner l'inflation et où les prochaines négociations salariales donneraient des résultats satisfaisants, l'action des pouvoirs publics devrait pouvoir maintenir ou rétablir des taux de croissance satisfaisants et un niveau élevé d'emploi. A tout le moins, il semblerait souhaitable que ces pays donnent à leur politique budgétaire une orientation neutre du point de vue de la demande, et que des mesures appropriées soient prises pour compenser les effets déflationnistes du freinage fiscal là où il est important. Dans les cas où des mesures d'assouplissement seraient possibles, on pourrait réserver un régime favorable aux investissements fixes des entreprises.

La politique monétaire doit pour l'instant

continuer d'être étroitement fonction des impératifs de la lutte contre l'inflation. Depuis le début de 1979, et plus particulièrement pendant les mois d'été et d'automne, on constate une tendance généralisée à un durcissement des conditions monétaires. Sans doute, ce phénomène est-il dû, en partie, à la vigueur inattendue de la demande de crédit, mais le resserrement est, pour une large part, le résultat de politiques délibérées, motivées, en général, par la nécessité de contenir les tensions inflationnistes intérieures. Un autre facteur qui a joué dans certains cas, du moins en ce qui concerne le calendrier des relèvements, semble avoir été le désir d'éviter d'accentuer encore — par le biais de la dépréciation monétaire — la hausse des prix des importations déjà sensiblement majorés par le renchérissement du pétrole.

Dans l'ensemble, les relèvements des taux d'intérêt intervenus jusqu'ici n'ont peut-être guère fait beaucoup plus que compenser l'accélération de la hausse des prix à la consommation; les taux d'intérêt « réels », en prenant ce terme dans son acception simple, ont probablement peu augmenté. Etant donné la force de l'impulsion externe donnée à l'inflation par le choc pétrolier, les pays auraient sans doute intérêt à conserver, pour la croissance des agrégats monétaires, les objectifs qui semblaient appropriés avant le choc pétrolier, ce qui implique une orientation un peu moins accommodante que ce n'aurait été le cas si les prix du pétrole n'avaient pas augmenté. Conserver le même objectif d'expansion de la masse monétaire alors que les pressions inflationnistes deviennent plus vives, suppose une certaine hausse des taux d'intérêt. Etant donné les incertitudes et les dangers de la situation présente, les autorités monétaires préféreront probablement, dans le très court terme, prendre le risque d'une augmentation excessive des taux d'intérêt plutôt que l'inverse, en particulier si elles estiment qu'une hausse prononcée de durée limitée peut aider à dénouer les positions spéculatives et améliorer les anticipations. Mais il importera d'obéir à la logique de cette stratégie dans les deux sens, si l'on veut éviter que le freinage de la demande ne dépasse sérieusement l'objectif visé: une certaine détente des taux d'intérêt sera nécessaire si l'expansion des agrégats monétaires tombait au-dessous de la limite inférieure de la fourchette retenue comme objectif.

Ajustement positif

Les stratégies qui peuvent utilement agir sur l'offre sont souvent politiquement impopulaires et, lorsqu'elles présentent un attrait politique, c'est souvent parce qu'elles visent à freiner l'évolution structurelle dans l'intérêt à court terme d'un secteur particulier. Or, de nos jours, il est sans doute plus nécessaire que ce n'a jamais été le cas dans l'histoire des démocraties industrielles de laisser jouer les forces qui contribuent à l'évolution structurelle sur le plan de l'offre.

De fortes variations du prix relatif de l'énergie et des produits énergétiques, et des changements de structure de l'offre, faisant intervenir notamment les pays nouvellement entrés dans la voie de l'industrialisation, placent les pays de l'OCDE dans la nécessité de procéder à des ajustements. S'ils ne le font pas d'une façon appropriée, ils verront s'aggraver les difficultés des secteurs produisant des biens pour lesquels la demande est relativement décroissante, ou seront obligés d'accroître les subventions ou de prendre des mesures plus directes de protection. Dans l'un et l'autre cas, le défaut d'adaptation aux circonstances nouvelles ne va pas sans coût économique.

Comme les pays de l'OCDE sont maintenant confrontés, sur un plus large front qu'auparavant, aux graves problèmes posés par l'inflation, la situation énergétique, le marché du travail, la productivité et l'investissement, il est d'autant plus nécessaire de procéder à la recherche active d'instruments d'action appropriés et de les mettre en œuvre de façon résolue. Les instruments spécifiques doivent être conçus de façon à cadrer avec les besoins macro-économiques. Il est facile de surcharger une économie en laissant proliférer règlements, interdictions, incitations, conditions et normes publics qui, imposés pour atteindre des fins précises, nuisent simultanément au bon fonctionnement du marché et à une allocation efficace des ressources, et font obstacle aux investissements consacrés à la création de capacités et à la mobilité de la main-d'œuvre. Mais il devrait être possible de concevoir des instruments qui atteignent l'objectif souhaité, en accord avec les forces du marché et les grands objectifs macro-économiques.

L'aide à l'industrie, par exemple, devrait être limitée aux branches qui ont de bonnes chances d'être viables à moyen terme et qui ne se trouvent en difficulté qu'à cause de la position conjoncturelle de l'économie. Etant donné l'intensité actuelle des pressions inflationnistes, des mesures qui feraient monter les prix dans des secteurs sensibles comme le textile et la sidérurgie, doivent être considérées comme un moyen particulièrement inopportun d'essayer de protéger le niveau de l'emploi, parce qu'elles aggravent directement l'inflation, qui est la cause fondamentale de la médiocrité des perspectives économiques. Mais, les orientations de l'OCDE pour l'adoption de politiques d'ajustement plus positives, si elles étaient effectivement mises en œuvre, pourraient grandement améliorer les possibilités de maîtriser l'inflation et réduiraient à la longue la mesure dans laquelle la politique de stabilisation doit miser sur une régulation restrictive de la demande. De même, il faut veiller à ce que les mesures agissant sur le marché du travail n'aillent pas à l'encontre des impératifs macro-économiques. C'est avec beaucoup de prudence, par exemple, qu'il faut accueillir les tentatives faites pour atténuer les conséquences, au plan de l'emploi, de la lenteur de la croissance, en

accélérant le processus de réduction de la durée hebdomadaire du travail. Les dangers inflationnistes d'une action en ce sens peuvent être considérables, et des formules de partage du travail, coordonnées au plan international, ne permettraient en aucune façon d'y remédier. Les gouvernements pourraient s'orienter dans une voie plus positive en s'efforçant d'introduire plus de souplesse sur les marchés du travail, en réduisant la rigidité des structures salariales et en éliminant les obstacles injustifiés à l'emploi à temps partiel.

Investissement

Des mesures visant spécifiquement à accroître l'investissement net pourraient faciliter la lutte contre l'inflation et contribuer à assurer une croissance plus satisfaisante de la productivité, des revenus réels et des possibilités d'emploi futures. Les principaux déterminants de l'investissement fixe sont la rentabilité, l'utilisation des capacités et le niveau des ventes. Mais dans une période où ces divers facteurs risquent forcément d'être déprimés par une régulation restrictive de la demande, il paraît important d'essayer de minimiser les effets à plus long terme de la faiblesse de l'investissement sur la productivité et la croissance. Il conviendrait peut-être d'envisager, et même à assez grande échelle dans certains pays, la possibilité de stimuler les dépenses d'équipement par des subventions ou dégrèvements pour investissements, des réductions de l'impôt sur les sociétés, des réformes des méthodes comptables d'évaluation des actifs fixes ou des stocks et un accès plus facile aux moyens de financement, plus particulièrement peut-être pour les petites entreprises.

Les dispositifs appliqués pour encourager l'investissement ont donné des résultats inégaux, peut-être parce que, dans bien des cas, les subventions ou autres aides ont été absorbées par des dépenses d'investissement qui auraient été réalisées de toute façon. Une formule possible serait d'envisager des aides qui confèreraient aux entreprises bénéficiaires un avantage substantiel sur le plan des coûts, mais qui ne seraient accordées qu'aux entreprises qui pourraient prouver qu'elles ont accru leur capacité productive nette. Si des mesures de ce genre se révélaient réalisables, la perspective de pouvoir vendre moins cher que leurs concurrents constituerait peut-être, en elle-même, une puissante incitation à investir pour les entreprises, le souci d'accroître les ventes dans l'avenir immédiat passant au second plan.

Énergie

Les événements de 1979 ont mis en évidence de façon spectaculaire la nécessité urgente de mesures plus radicales que celles envisagées au cours des six dernières années pour résoudre le problème de l'énergie. Le fait que ce problème ne puisse être résolu que graduellement au cours d'un certain nombre d'années est une bonne raison de mettre en place la politique requise sans retard, et non

de façon progressive. A défaut d'une telle politique, les chances d'assurer une croissance soutenue et de maîtriser l'inflation paraissent minces, car on peut voir d'ores et déjà que les approvisionnements pétroliers à moyen et à long termes ne suffiront pas, même dans les hypothèses les plus optimistes, à soutenir un taux d'expansion satisfaisant si les pays de l'OCDE continuent à recourir aussi largement au pétrole, et à le consommer aussi librement qu'ils l'ont fait par le passé. Les événements de 1979 ont aussi bien montré jusqu'à quel point, dans le très court terme, l'économie mondiale peut être dérégulée par les développements du marché pétrolier. Si les pays de l'OCDE, qui sont les principaux consommateurs de pétrole, ne sont pas mieux préparés qu'ils ne l'étaient en 1979 à faire face à des problèmes d'approvisionnement temporaires, les conséquences macro-économiques risquent d'en être extrêmement néfastes. Le fait est que si les événements de 1979 devaient se reproduire dans le proche avenir, on pourrait sans doute difficilement éviter une récession grave, et peut-être prolongée.

On semble généralement d'accord pour penser que ce serait se montrer peu soucieux des ressources de l'économie que de combler un déficit éventuel de l'offre par rapport à la demande de pétrole, en contenant l'expansion de la demande globale au-dessous des taux qui, en dehors du problème des disponibilités d'énergie, seraient souhaitables et susceptibles d'être maintenus. L'attitude appropriée consisterait à concilier la poursuite de la croissance avec un meilleur équilibre des marchés de l'énergie, en appliquant des politiques qui réduisent la consommation d'énergie par unité de PNB (économies d'énergie) et encouragent la conversion à d'autres formes d'énergie. Les travaux effectués à l'OCDE confirment la viabilité d'une pareille approche et laissent penser que les politiques qu'elle implique auront le plus de chances d'être efficaces de façon durable si elles misent largement sur le mécanisme des prix.

Au minimum, les politiques énergétiques devraient permettre que la hausse des prix internationaux de l'énergie soit répercutée dans le prix payé par l'utilisateur final; et puisque la tendance à moyen terme du prix relatif de l'énergie paraît manifestement ascendante, certains gouvernements souhaiteront peut-être faire en sorte que le marché émette des signaux encore plus clairs à l'intention des agents économiques, en appliquant des mesures qui anticipent une partie des futures hausses de prix. Certains pays voudront peut-être aussi adopter des mesures de politique énergétique qui ne reposent pas sur les forces du marché; ces mesures seront normalement plus efficaces si elles complètent, au lieu de l'entraver, le jeu du mécanisme des prix. Ce qui importe par dessus tout, c'est que les pays poursuivent la politique énergétique de leur choix avec une détermination constante, au lieu de se borner à réagir de façon intermittente à des chocs d'origine externe.

LES PAYS DE L'OCDE FIXENT DES PLAFONDS A LEURS IMPORTATIONS DE PETROLE POUR 1980 ET 1985

Les vingt pays de l'Agence internationale de l'énergie (1) ont pour la première fois fixé des plafonds pays par pays à leurs importations de pétrole. Le Comité de direction de l'AIE, réuni au niveau ministériel le 10 décembre dernier, a établi des objectifs pour 1980 aussi bien que pour 1985.

Le chiffre global pour 1980 de 23,1 millions de barils par jour (mbj; soutages exclus) est ventilé par pays comme indiqué dans le graphique A. Les chiffres pour les sept plus grands pays de l'OCDE sont ceux sur lesquels l'on s'était déjà mis d'accord au sommet de Tokyo; les pays de la CEE ont fixé les leurs au début du mois de décembre. Il s'agit pour les importations d'un niveau pratiquement stable par rapport à celui escompté pour 1979 comme le montre également le graphique A.

Pour ce qui est de 1985, l'objectif fixé en 1977 pour l'ensemble des pays — 26 mbj (soutages exclus) — a été révisé en baisse à 24,6 mbj (2).

Les pays de l'AIE sont convenus non seulement d'accepter ces objectifs, mais également de contrôler étroitement les résultats obtenus, premièrement pour s'assurer que les objectifs sont atteints, deuxièmement pour pouvoir les réajuster en fonction de l'évolution de l'offre.

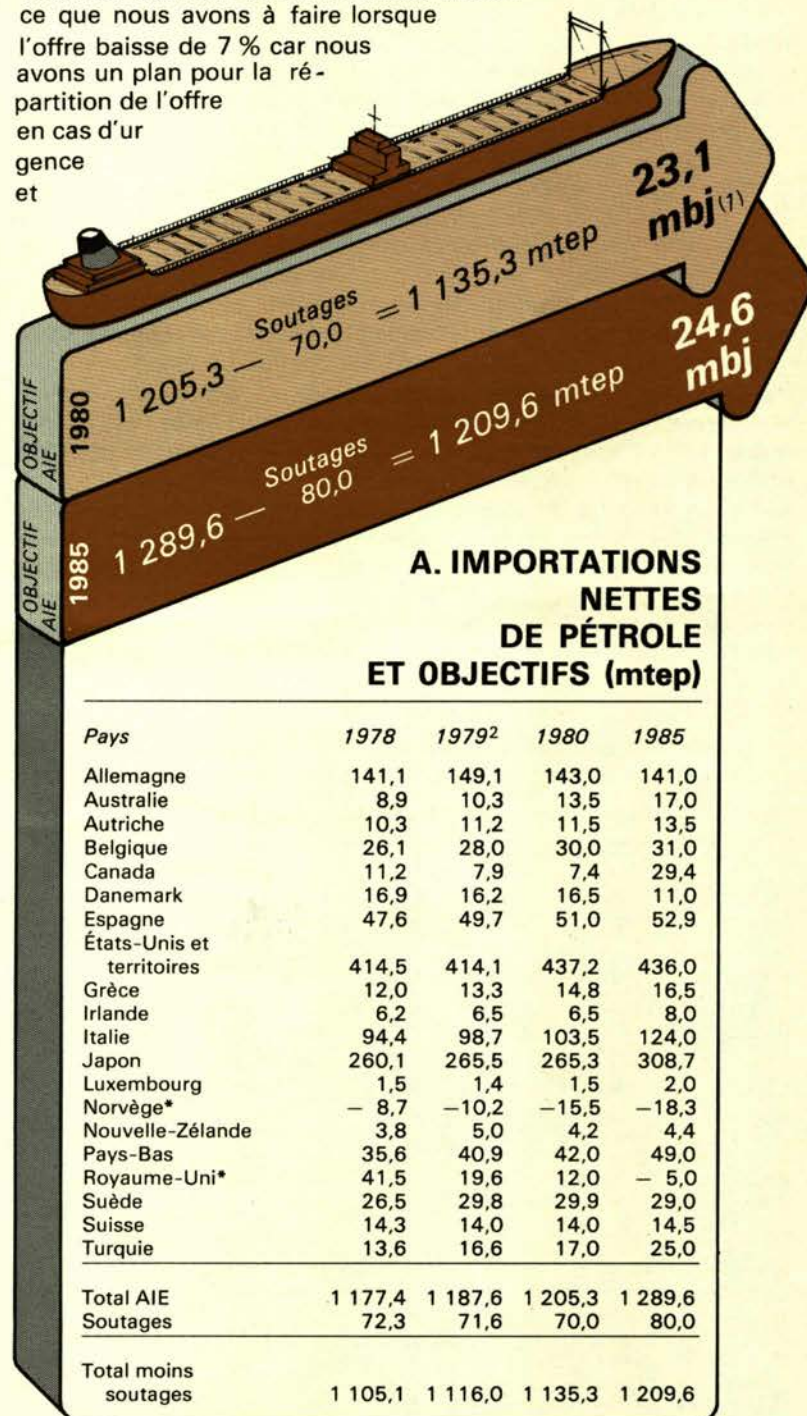
Le système de contrôle comportera des dispositifs permettant de lui donner une efficacité réelle: le Comité de direction de l'AIE proposera des mesures correctrices aux pays qui n'atteignent pas leurs objectifs. Des dispositions spéciales sont également prévues pour pouvoir modifier les objectifs suivant le principe de la «répartition équitable de la charge». Des critères ont été mis au point pour l'établissement de nouveaux chiffres:

- résultats au regard des douze principes de politique énergétique adoptés par l'AIE
- croissance et structure économiques
- besoins de développement d'un pays
- consommation et prix de l'énergie et leurs modifications
- possibilités dans les domaines des économies d'énergie, du remplacement du pétrole par d'autres combustibles et de la production intérieure d'énergie.

Le premier «round» du système de contrôle sera effectué par les ministres qui se réuniront de nouveau au premier trimestre 1980. Ensuite, les examens seront trimestriels et conduits normalement par le Comité de direction de l'AIE.

Étant donné d'une part que l'objectif pour 1980 et la demande prévue pour le reste du monde dépasse de 1-2 mbj la production estimée pour 1979 (31,3 mbj pour l'OPEP), d'autre part qu'un certain nombre de producteurs ont annoncé leur volonté de réduire la production en 1980, il semble probable que les objectifs devront effectivement être réajustés en baisse. Cela bien que, comme l'a dit lors d'une conférence de presse après la réunion, Charles Duncan, ministre américain de l'Énergie, «la seule chose certaine pour 1980, c'est que rien n'est certain... Cependant, a-t-il ajouté, ce ne sont pas les chiffres qui comptent, mais le processus».

«Cet accord est important en ce sens que c'est le premier pas vers une meilleure action et une action plus coordonnée en cas d'une réduction de l'offre d'entre 0 et 7%», explique Ulf Lantzke, Directeur exécutif de l'AIE. «Nous savons ce que nous avons à faire lorsque l'offre baisse de 7% car nous avons un plan pour la répartition de l'offre en cas d'urgence et



(1) Parmi les pays de l'OCDE, la Finlande, la France, l'Islande et le Portugal ne sont pas membres de l'AIE.

(2) L'objectif précédent ne comprenait pas l'Australie qui est devenue membre de l'AIE en 1979; la réduction est par conséquent de 1,7 mbj.

(1) Conversion: 7,45 barils par tonne divisés par 366, 1980 étant une année bissextile.

(2) Estimation du 30 novembre 1979.

* — = exportations nettes.

pour des restrictions de la demande, mais le problème a été de savoir comment agir au-dessous de ce seuil. Cet accord nous donne un cadre pour améliorer les objectifs. C'est un mécanisme d'ajustement de la demande de pétrole au niveau escompté de l'offre.»

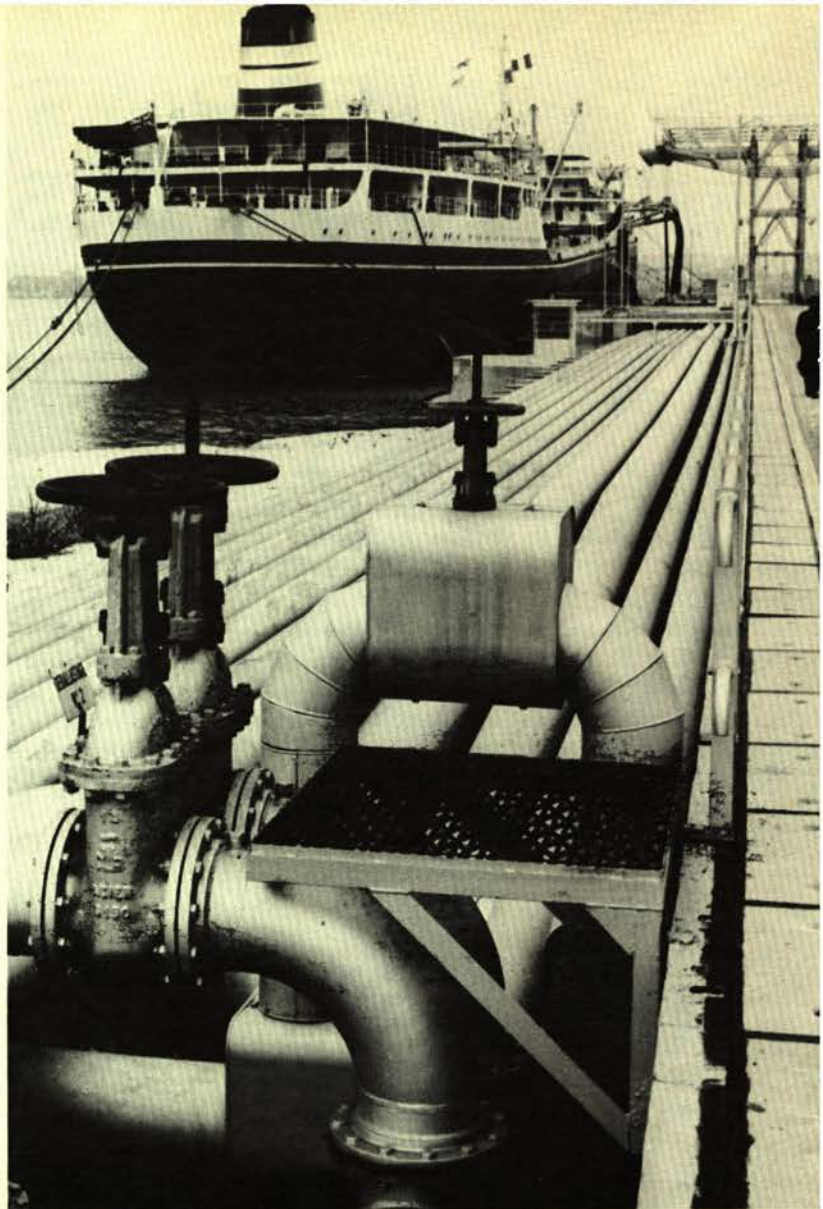
«Au cours de la période de transition vers l'épuisement d'une ressource limitée», note le ministre américain, «nous pouvons freiner progressivement la demande de façon ordonnée ou bien nous faire mutuellement concurrence par le biais d'augmentations de prix.»

Changements sur le marché du pétrole

«L'année 1979 a été plus caractérisée par la concurrence que nous l'aurions aimé», dit Ulf Lantzke. Les importations pour l'ensemble de l'AIE ont baissé de 1,4 % seulement par rapport aux projections et ont légèrement augmenté (0,1 %) par rapport au niveau de 1978. L'attention s'est surtout portée sur le marché libre où l'on estime que quelque 10-20 % du pétrole faisant l'objet d'échanges internationaux ont été achetés et vendus contre «normalement» 3-5 % (du brut pour la plus grande partie plutôt que des produits pétroliers comme auparavant). En effet, les prix sur ce marché — qui ne se trouve localisé nulle part mais qui est constitué par un réseau mondial de coups de téléphone, de négociants, de pétroliers, de raffineries et de stocks — ont été à la pointe de la hausse des prix qui ont atteint 45 dollars le baril. Les prix libres ont été le reflet des bouleversements structurels suivants qui se sont produits sur le marché du pétrole.

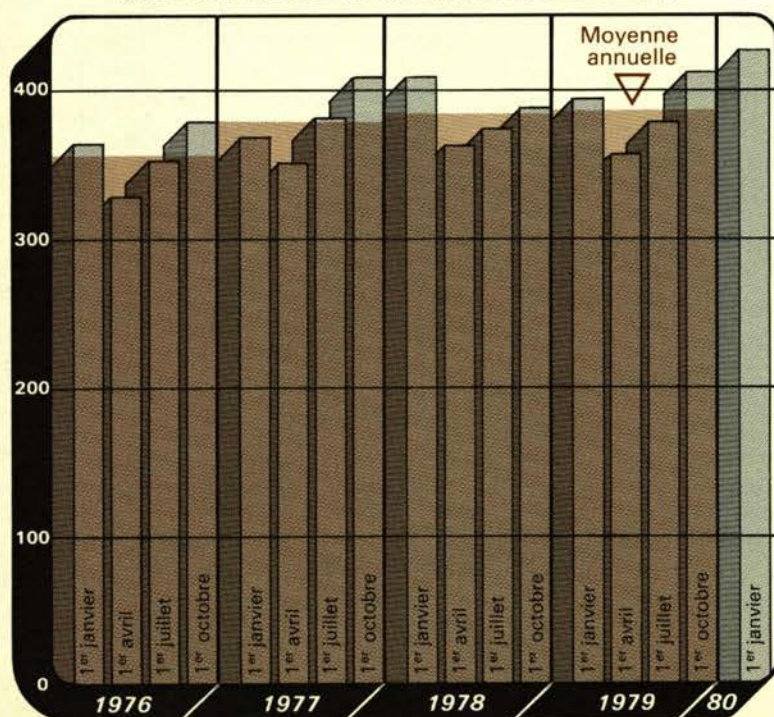
- La part moins grande de la production du pétrole reprise par les grandes compagnies internationales a impliqué que celles-ci ont dû compléter leurs achats par contrat par des achats sur le marché libre, et aussi qu'elles ont réduit leurs ventes à des tiers (c'est-à-dire à des clients autres que leurs filiales) qui ont également été obligés d'acheter sur les marchés libres.

- La contrepartie du rôle moins important des «majors» a été l'augmentation des transactions État à État — on estime que ces dernières se sont accrues de 2 mbj par rapport à 1978. Elles ont augmenté non seulement dans les pays consommateurs où elles sont de tradition (France, Italie, Espagne, Grèce) mais également ailleurs (Suède, Belgique, Irlande). Certaines de ces transactions



Le plafond aux importations de pétrole a été fixé à 23,1 mbj pour 1980.

B. STOCKS DE PÉTROLE DES PAYS DE L'AIE (millions de tonnes d'équivalent de pétrole brut)



ont eu lieu sur le marché libre ou à des prix voisins à ceux pratiqués sur ce marché.

- Le nombre de participants au marché pétrolier s'est accru (40 en Iran par exemple, contre 10 auparavant). «L'industrie pétrolière établie existe toujours, bien sûr», dit Joachim Koenig, chef de la Division de la planification et des préparatifs en cas d'urgence de l'AIE, «mais les nouveaux venus comprennent des négociants — dont certains sont mis en place par des pays producteurs pour agir sur le marché libre — de gros consommateurs, des spéculateurs financiers, aussi bien que des gouvernements ou des compagnies nationales. Pour le moment tout le monde peut faire le commerce de pétrole : personne n'a besoin d'une autorisation.» Le nombre accru de participants au marché pétrolier a encouragé l'augmentation des prix libres. Une cargaison peut changer de mains beaucoup de fois au cours d'un voyage autour du Cap ou par le Canal de Suez.

Le marché libre a également été le théâtre principal de la compétition pour la constitution de stocks. Des stocks ont été accumulés pour atteindre des niveaux records (graphique B) et ils ont en grande partie été payés à des prix du marché libre.

A côté du marché libre classique, un certain nombre de techniques se sont fait jour pour obtenir des prix proches de ceux en cours sur ce marché : «pas de porte» payés par les compagnies pour s'assurer des contrats à long terme, achats supplémentaires à des prix plus élevés exigés comme condition pour obtenir un contrat, producteurs prenant le produit d'une participation sous forme de pétrole qu'ils revendent aux compagnies à des prix proches de ceux du marché libre. La durée des contrats devient aussi plus courte. «Si cela continue», dit Joachim Koenig, «on



Les stocks de pétrole atteignent des niveaux records (à gauche). Le rôle des « majors » sur le marché pétrolier est devenu moins important et les transactions État à État ont augmenté. A droite: camion-citerne de l'entreprise publique suédoise Svenska Petroleum AB créée en 1975.

pourra fort bien voir d'ici à quelques années le pétrole vendu aux enchères dans les principaux centres de production.»

« Mais bien qu'il attire une grande partie de l'attention », ajoute Ian Torrens, chef de la Division de l'industrie pétrolière de l'AIE, « le marché libre n'est que le symptôme le plus visible du déséquilibre entre l'offre et la demande et de la nervosité du marché. Aussitôt que nous pourrions corriger ce déséquilibre en ajustant la consommation à l'offre, nous pourrions nous attendre à voir le marché libre retrouver son rôle habituel, à savoir celui de corriger des excédents et des déficits dans des secteurs spécifiques du marché. Entretemps, nous devons surveiller étroitement ce marché pour nous assurer que des participants marginaux n'en abusent. »

Information et action

A la suite de la réunion ministérielle, l'AIE examinera le marché du pétrole et les modifications qu'il a connues ainsi que les moyens de diminuer les pressions qui s'y exercent. Les ministres sont tout d'abord convenus qu'il était nécessaire d'obtenir davantage d'informations.

Un système d'enregistrement des transactions avait déjà été mis sur pied en novembre conformément à une décision du sommet de Tokyo. D'après ce système, chaque importateur de brut dans un pays de l'AIE doit notifier, par cargaison, ses importations de chacun de vingt types de brut (y compris le pétrole en provenance du Mexique et d'URSS), où il a été acheté, où il a été produit, son prix caf (et fob lorsque celui-ci est connu),

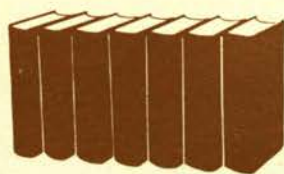
s'il s'agit d'une transaction entre filiales ou pas et s'il est acheté dans le cadre d'un arrangement de nature continue.

Tout cela procure aux gouvernements beaucoup plus de données qu'ils n'en avaient auparavant ; en outre, ces données seront agrégées par chaque gouvernement et transmises à l'AIE chaque mois de façon à fournir un tableau complet des prix payés aussi bien dans des transactions uniques que sous contrat (3). Au cours des mois à venir, l'AIE examinera s'il est possible d'étendre ce système au marché des produits pétroliers.

L'Agence étudiera également la possibilité de mettre sur pied un système de recensement des entités qui vendent et achètent du pétrole dans les pays de l'AIE afin d'identifier les participants au marché du pétrole et de mettre au point un code de conduite qu'il serait souhaitable qu'ils observent. L'AIE va enfin examiner les mesures permettant de « calmer » les marchés pétroliers en cas d'emballement.

Pour ce qui est des stocks, l'AIE s'est jusqu'ici principalement occupée d'encourager la mise en place de niveaux adéquats. (L'objectif est de quatre-vingt-dix jours d'importations au 1^{er} janvier 1980 mais le niveau actuel est plus élevé.) Elle se préoccupe maintenant de plus en plus de limiter la concurrence dans le domaine de la constitution de stocks (en mer, sous douane, détenus par les consommateurs) et de mettre sur pied un système de consultation en matière de politique de stockage entre gouvernements et entre ceux-ci et les compagnies.

(3) Un prix moyen pour chaque type de brut sera fourni. Les volumes des importations totales seront par ailleurs ventilés en « déciles » par rapport au prix et on donnera des prix maximum et minimum « masqués ».



Nouvelles publications de l'OCDE

«Études économiques de l'OCDE». Série 1980:

Études annuelles, détaillées, pour chaque pays de l'OCDE, des tendances et de la politique économiques.

ÉTATS-UNIS (novembre 1979)
(10 80 02 2) ISBN 92-64-22007-0 112 pages
Le numéro F14,00 £1.60 \$EU3.50
ISSN 0304-3363 Abonnement
F240,00 £26.60 \$EU60.00

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE N° 26 (décembre 1979)

Pour 1980, l'évolution probable tant intérieure qu'internationale, aussi bien dans la zone OCDE que dans les pays pris individuellement.

(12 79 26 2) ISBN 92-64-22013-5
168 pages F32,00 £3.90 \$EU8.00
ISSN 0304-3274 Abonnement 1980 (juillet et décembre) .. F70,00 £7.80 \$EU17.50

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET ENTREPRISES MULTINATIONALES. ÉDITION RÉVISÉE DE 1979 (janvier 1980)

(21 80 01 2) ISBN 92-64-22023-2
32 pages F12,00 £1.30 \$EU3.00

RAPPORTS ANNUELS SUR LA POLITIQUE DE CONCURRENCE DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE, N° 2/1979 (décembre 1979) Série «Documents»

L'évolution récente de la politique de concurrence, les dispositions législatives nouvelles et l'application des lois en vigueur sur les pratiques commerciales restrictives en Allemagne, en Australie, au Canada, au Japon, en Norvège, au Royaume-Uni, en Suède, en Suisse et dans les Communautés européennes.

(24 79 11 2) ISBN 92-64-22009-7
156 pages F38,00 £4.20 \$EU9.50

TENDANCES DES MARCHÉS DES CAPITAUX N° 11 (décembre 1979)

(27 79 04 2) 128 pages
Le numéro F28,00 £3.40 \$EU7.00
ISSN 0378-6528 Abonnement 1980
F120,00 £14.60 \$EU30.00

POLITIQUES ET PROGRAMMES ÉNERGÉTIQUES DES PAYS MEMBRES DE L'AIE, EXAMEN 1978 (décembre 1979)

Deuxième évaluation des politiques et programmes énergétiques des pays membres de l'AIE. Les politiques nationales destinées à améliorer l'équilibre entre l'approvisionnement et la demande d'énergie et les programmes nationaux de recherche et de développement de l'énergie. Prévisions pour 1985 et 1990.

(61 79 07 2) ISBN 92-64-21937-4
332 pages .. F100,00 £12.00 \$EU25.00

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT. Efforts et politiques poursuivis par les membres du Comité d'aide au développement. Examen 1979. Rapport de John P. Lewis, président du Comité d'aide au développement (décembre 1979).

Statistiques sur l'aide, reflétant les travaux récents du Comité; les vues du nouveau président sur le commerce Nord-Sud et les transferts aux conditions du marché, ainsi que sur l'aide aux pays à faible revenu.

(43 79 02 2) ISBN 92-64-22019-4
316 pages F76,00 £8.40 \$EU19.00

«Études du Centre de développement»:

APPRÉCIATION DES ERREURS D'OBSERVATION DANS LES RECENSEMENTS. Une étude de cas de la Gambie, par M.A. Gibril (novembre 1979) Série «Documents»

Une analyse des réponses enregistrées sur bandes magnétiques pendant le recensement de la population de la Gambie en 1973 pour identifier la nature et la fréquence des erreurs dans les réponses; méthodes permettant d'éviter et de diminuer ces erreurs. (41 79 05 2) ISBN 92-64-21983-8
106 pages F22,00 £2.40 \$EU5.50

RAPPORT SUR LE RÔLE DES STIMULANTS A L'INDUSTRIE DANS LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (janvier 1980) Série «Documents»

Les stimulants financiers accordés à des entreprises afin d'encourager le développement industriel de zones déterminées, jouent un rôle fondamental dans la politique régionale. Le rapport analyse les systèmes d'incitation utilisés par les gouvernements de 19 pays de l'OCDE, ainsi que les critères qu'ils ont retenus pour accorder une aide.

((70 79 01 2) ISBN 92-64-22003-8
106 pages F22,00 £2.40 \$EU5.50

GESTION DE L'ESPACE PUBLIC URBAIN (janvier 1980) Série «Documents»

Une gestion novatrice de l'espace public urbain resté vacant ou sous-utilisé peut s'avérer utile aux villes qui désirent faire revivre les zones urbaines en déclin et améliorer la qualité de la vie.

(97 79 09 2) ISBN 92-64-22008-9
154 pages F36,00 £4.00 \$EU9.00

GÉRER LES TRANSPORTS. Gestion des systèmes de transport pour améliorer l'environnement urbain (janvier 1980)

Les actions novatrices ainsi que l'expérience acquise dans le domaine des transports urbains dans 12 villes différentes des pays développés; les conclusions atteintes quant à l'importance des nouvelles politiques de gestion des transports urbains visant à améliorer l'environnement urbain en vue d'aider les autorités locales et nationales ainsi que les urbanistes à résoudre les problèmes rencontrés dans les zones urbaines.

(97 79 01 2) ISBN 92-64-21895-5
312 pages F64,00 £7.80 \$EU16.00

LES GROUPES DÉFAVORISÉS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LES MESURES EN LEUR FAVEUR (décembre 1979) Série «Documents»

L'impact de la récession sur les groupes de la population qui n'arrivent pas à se prémunir contre le chômage étant donné leur moindre compétitivité pour trouver ou garder un emploi.

(81 79 09 2) ISBN 92-64-22012-7
84 pages F18,00 £2.00 \$EU4.50

POLITIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES EN FAVEUR DES PERSONNES AGÉES (novembre 1979) Série «Documents» Principaux problèmes concernant les personnes âgées (emploi, ajustement de l'âge de la retraite, participation sociale).

(81 79 06 2) ISBN 92-64-22002-X
192 pages F38,00 £4.20 \$EU9.50

LA TECHNOLOGIE CONTESTÉE. Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie (décembre 1979) Analyse du phénomène de participation récemment apparu dans les pays de l'OCDE et des réponses données par les gouvernements Membres à la demande et au besoin d'une participation accrue du public dans les domaines liés à la science et à la technologie relevant de la responsabilité des pouvoirs publics.

(92 79 02 2) ISBN 92-64-21936-6
134 pages F28,00 £3.10 \$EU7.00

«Examens des politiques nationales d'éducation»:

ÉVOLUTION DES POLITIQUES D'ÉDUCATION. Vue d'ensemble (décembre 1979)

Évaluation de l'ensemble des examens des politiques d'éducation dans les pays Membres; les faits les plus importants et les problèmes essentiels en matière d'éducation au cours des vingt dernières années.

(91 79 08 2) ISBN 92-64-22017-8
94 pages F24,00 £2.70 \$EU6.00

CERI:

LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET LES OBJECTIFS FONDAMENTAUX DE L'ÉCOLE. Rapport général (novembre 1979) Série «Documents»

Analyse de dix pays de l'OCDE.
(96 79 06 2) ISBN 92-64-22004-6
80 pages F22,00 £2.40 \$EU5.50

L'ÉLABORATION DES PROGRAMMES A PARTIR DE L'ÉCOLE (novembre 1979)

Le problème de la participation au niveau de l'école comme stratégie de changement dans l'enseignement; conditions d'application et conséquences à l'intérieur et à l'extérieur de l'école.

(96 79 05 2) ISBN 92-64-21985-4
324 pages F48,00 £5.30 \$EU12.00

«Recherche routière»:

LES SERVICES DE TRANSPORT DANS LES ZONES PEU DENSES (décembre 1979)

Le problème du transport en commun dans les zones peu denses; les objectifs sociaux assignés aux transports collectifs; le problème de l'évaluation des politiques de transport dans ces zones.

(77 79 02 2) ISBN 92-64-21987-0
104 pages F34,00 £3.80 \$EU8.50

CEMT:

LES TRANSPORTS ET L'ACTIVITÉ DE LA CONFÉRENCE.

25^e Rapport annuel — 1978 Volume I (novembre 1979)

(75 79 04 2) ISBN 92-821-2057-0
132 pages F36,00 £4.00 \$EU9.00

CSNI/SOAR N° 1:

LES AÉROSOLS NUCLÉAIRES DANS LA SÛRETÉ DES RÉACTEURS. Rapport sur l'état des connaissances établi par un Groupe d'experts du Comité de l'AEN sur la sûreté des installations nucléaires — juin 1979 (novembre 1979) Série «Documents»

Du point de vue de la sûreté nucléaire, il est essentiel de prévoir la production ainsi que le comportement des matières radioactives qui sont susceptibles d'être libérées au cours d'accidents. Ce rapport traite des phénomènes particuliers de la formation et de la libération, à l'intérieur de l'enceinte des réacteurs de puissance, de matières sous forme de particules et d'aérosols radio-actifs et discute des méthodes de calcul destinées à évaluer l'ampleur de ces phénomènes.

(66 79 08 2) ISBN 92-64-21977-3
260 pages F75,00 £8.30 \$EU18.75

NORMALISATION INTERNATIONALE DES FRUITS ET LÉGUMES: PÊCHES (Révision) (novembre 1979)

(51 79 09 3) ISBN 92-64-01994-4
40 pages, bil. ... F36,00 £4.00 \$EU9.00

STATISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OCDE N° 13 — Tome I — Tableaux (décembre 1979)

(20 79 10 3) 854 pages, bilingue
Les 2 volumes

F200,00 £22.20 \$EU50.00
ISSN 0304-3371 Abonnement
F300,00 £42.00 \$EU95.00

STATISTIQUES TRIMESTRIELLES DU PÉTROLE. Deuxième trimestre 1979. N° 3/1979 (novembre 1979)

(60 79 03 3) 290 pages, bilingue
Le numéro F40,00 £4.90 \$EU10.00
ISSN 0378-6536 Abonnement 1979
F120,00 £14.60 \$EU30.00

Où obtenir les publications de l'OCDE

ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Centre
4 Simrockstrasse
5300 Bonn Tél. 21.60.46

ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.,
Florida 165, 4° Piso.
(Galería Guemes) 1333 Buenos Aires
Tél. 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Co. Pty. Ltd.,
23 Cross St., (P.O. B. 459)
Brookvale, New South Wales, 2100
Tél. 938.22.44

AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, Wien 1.
Tél. 52.22.35

BELGIQUE

LCLS
44 rue Otlet, 1070 Bruxelles.
Tél. 02-521 28 13

BRÉSIL

Mestre Jou S.A.,
Rua Guaipá 518, Caixa Postal 24090,
05089 Sao Paulo 10. Tél. 261.1920.
Rua Senador Dantas 19 s/205-6,
Rio-de-Janeiro — GB. Tél. 232.07.32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
Montréal, Québec H3H 1M7.
Tél. (514) 937.3519

CORÉE

Pan Korea Book Corporation
P.O. Box N° 101 Kwangwhamun, Séoul.
Tél. 72.7369

DANEMARK

Munksgaards Boghandel,
Nørregade 6, DK-1165 København K.
Tél. (01) 12.85.70

ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, Madrid 1.
Tél. 275.46.55/276.02.53
Libreria Bastinos de José Bosch,
Pelayo 52, Barcelona 1. Tél. 222.06.00

ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center,
Suite 1207, 1750 Pennsylvania Ave., N.W.,
Washington, D.C. 20006.
Tél. (202) 724.1857

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 1, 00100 Helsinki 10.
Tél. 65.11.22

FRANCE

Bureau des publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, F 75775 Paris Cedex 16.
Tél. (1) 524.81.67
Principal correspondant :
Librairie de l'Université,
13602 Aix-en-Provence. Tél. (42)26.18.08

GRÈCE

Librairie Kauffmann,
28 rue du Stade, Athènes 132.
Tél. 322.21.60

HONG KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office,
Beaconsfield House, 1st floor,
Queen's Road Central. Tél. 5-233191

INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
Scindia House, New Delhi 1. Tél. 45896
17 Park St., Calcutta. Tél. 240832

ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 & 9,
P.O.B. 1131 — Reykjavík.
Tél. 13133/14281/11936

ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni,
Via Lamarmora 45, 50121 Firenze.
Tél. 579751/2/3
Via Bartolini 29, 20155 Milano. Tél. 365083
Sub-depositari :
Editrice e Libreria Herder
Piazza Montecitorio 120, 00186 Roma.
Tél. 674628

Libreria Hoepli
Via Hoepli 5, 20121 Milano. Tél. 865446
Libreria Lattes
Via Garibaldi 3, 10122 Torino. Tél. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre
assicurata dalle migliori librerie nelle città più
importanti.

JAPON

OECD Publications and Information Center,
Akasaka Park Building,
2-3-4-Akasaka, Minato-ku,
Tokyo 107. Tél. 586-2016

LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss St.,
P.O.B. 5641, Beirut. Tél. 354429-344425

MALAISIE

University of Malaya Co-operative Bookshop
Ltd.,
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
Kuala Lumpur. Tél. 51425, 54058, 54361

NORVÈGE

J.G. Tanum A/S,
Karl Johansgate 41/43, Oslo 1.
Tél. (02)80 12 60

NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
Wellington: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay.
Tél. 737.320

Auckland: Rutland Street (P.O. Box 5344).
Tél. 32.919

Christchurch: 130 Oxford Tce, (Private Bag).
Tél. 50.331

Hamilton: Barton Street (P.O. Box 857).
Tél. 80.103

Dunedin: T. & G. Building, Princes Street
(P.O. Box 1104). Tél. 78.294

PAKISTAN

Mirza Book Agency,
65 Shahrah Quaid-E-Azam, Lahore 3.
Tél. 66839

PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Verzendboekhandel
Chr. Plantijnstraat
'S-Gravenhage : Tél. 070-789911
Voor bestellingen : Tél. 070-789208

PORTUGAL

Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70-74, 1117 Lisboa Codex.
Tél. 360582/3

ROYAUME-UNI et COLONIES DE LA COURONNE

H.M. Stationery Office,
P.O.B. 569, London SE1 9NH
Tél. 01.928.6977, Ext. 410
or
49 High Holborn
London WC1V 6HB (personal callers)
Branches at: Belfast, Birmingham,
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester

SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12
DS Stockholm. Tél. 08/23.89.00

SUISSE

Librairie Payot,
6 rue Grenus, 1211 Genève 11.
Tél. 022-31.89.50

TAIWAN-FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung Rd., Sec. 3,
Taipei 107. Tél. 321-0698

THAÏLANDE

Suksit Siam Co., Ltd.
1715 Rama IV Rd.
Samyambangkok 5. Tél. 2511630

VENEZUELA

Libreria del Este,
Avda F. Miranda 52, Aptdo. 60337, Edificio
Galipan, Caracas 106.
Tél. 32.23.01/33.26.04/33.24.73

YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27,
P.O.B. 36, Beograd. Tél. 621.992

Les commandes en provenance de pays où
l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées au Bureau des publi-
cations de l'OCDE, 2 rue André-Pascal,
F 75775 PARIS CEDEX 16.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Pays Membres :

Allemagne
Australie
Autriche
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
États-Unis
Finlande
France
Grèce
Irlande
Islande
Italie
Japon
Luxembourg
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Suède
Suisse
Turquie

Pays à Statut spécial :

Yougoslavie

